

Budget supplémentaire des dépenses (C)

2008-2009

Pour
l'exercice financier se
terminant le 31 mars 2009

Table des matières

	<i>Page</i>	
Introduction au budget supplémentaire des dépenses	7	
<i>Tableaux sommaires</i>		
Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses	32	
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009	34	
Annexes proposées au projet de loi de crédits	36	
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses	53	
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés	55	
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense	58	
Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor	64	
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	73	
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	77	
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses	83	
<i>Ministères et organismes</i>		
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL		
Ministère	97	
Agence canadienne de développement international	99	
Centre de recherches pour le développement international	101	
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
Ministère	105	
Greffe du Tribunal des revendications particulières	108	
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		110
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
Ministère	112	
AGENCE DU REVENU DU CANADA		114
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE		
Ministère	117	
Agence canadienne d'inspection des aliments	118	
ANCIENS COMBATTANTS		120
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
Ministère	122	
CONSEIL DU TRÉSOR		
Secrétariat	126	
CONSEIL PRIVÉ		
Ministère	129	
Directeur général des élections	130	
DÉFENSE NATIONALE		
Ministère	133	
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		136
ENVIRONNEMENT		
Ministère	139	
Agence Parcs Canada	139	
FINANCES		
Ministère	143	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	144	
INDUSTRIE		
Ministère	148	
Conseil national de recherches du Canada	149	
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	150	
Conseil de recherches en sciences humaines	151	
JUSTICE		
Ministère	155	
Commissaire à la magistrature fédérale	155	
Service administratif des tribunaux judiciaires	156	
Bureau du directeur des poursuites pénales	156	
PARLEMENT		
Bibliothèque du Parlement	159	
PATRIMOINE CANADIEN		
Ministère	164	
Société Radio-Canada	165	
Musée canadien des civilisations	166	
Société du Centre national des Arts	166	
Office national du film	167	
Musée national des sciences et de la technologie	167	
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	167	

Table des matières

Ministères et organismes

PÊCHES ET OCÉANS	169
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère.....	174
Conseil canadien des relations industrielles.....	176
Société canadienne d'hypothèques et de logement	177
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère.....	180
Énergie atomique du Canada limitée.....	181
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	182
SANTÉ	
Ministère.....	185
Instituts de recherche en santé du Canada.....	187
Agence de la santé publique du Canada.....	188
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE	
Ministère.....	192
Agence des services frontaliers du Canada	193
Service canadien du renseignement de sécurité	194
Service correctionnel.....	194
Gendarmerie royale du Canada	195
TRANSPORTS	
Ministère.....	199
Marine Atlantique S.C.C.....	201
Commission de la capitale nationale	201
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	201
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	202
VIA Rail Canada Inc.....	202
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	204

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Structure du présent budget supplémentaire des dépenses

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de trois sections distinctes :

1. *Introduction au budget supplémentaire des dépenses;*
2. *Tableaux sommaires;*
3. *Détails par ministère, organisme et société d'État.*

L'essentiel de ce budget supplémentaire des dépenses se retrouve dans les tableaux sommaires et les détails par ministère, organisme et sociétés d'État qui dépendent des crédits parlementaires. Cette introduction présente le contexte du présent budget supplémentaire des dépenses, en brossant une vue d'ensemble des dépenses proposées et des explications sur les divers éléments.

Objectif et renseignements généraux

Les documents du budget supplémentaire des dépenses sont déposés au Parlement environ un mois avant la loi de crédits connexe¹. Ce délai donne aux divers comités permanents du Parlement suffisamment de temps pour examiner les dépenses proposées avant la présentation de la loi de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses a pour objet de présenter au Parlement de l'information sur des dépenses nécessaires qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers. Il renferme aussi des renseignements à jour sur les modifications quant aux coûts prévus des principaux postes législatifs et de divers postes, tels que les transferts de fonds entre crédits, les radiations de dettes, les garanties de prêt, la création ou l'augmentation de subventions et les modifications au libellé de crédits.

Le budget supplémentaire des dépenses porte encore l'empreinte de l'engagement du gouvernement de renouveler le Système de gestion des dépenses (SGD). Normalement, au moins deux budgets supplémentaires des dépenses sont déposés chaque année. Chaque document est identifié à l'aide d'une lettre de l'alphabet (A, B, C, etc.). Au cours des dernières années, le premier budget supplémentaire des dépenses ordinaire était déposé à la fin d'octobre et le document final, en février.

Toutefois cette année, dans le souci de respecter les engagements du gouvernement de renouveler le SDG, le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009 a été déposé en mai afin de réduire la période de temps qui s'écoule entre l'annonce des principaux engagements du budget fédéral et la mise en œuvre réelle des programmes. Étant donné que le budget supplémentaire des dépenses (B) n'a pu être déposé comme prévu en octobre en raison des élections générales du 14 octobre 2008, il a été déposé le 24 novembre 2008. La prorogation du Parlement le 4 décembre 2008 a empêché le dépôt du projet de loi de crédits associé au budget supplémentaire des dépenses (B), qui a donc été déposé de nouveau le 29 janvier 2009. Cependant, la loi de crédit connexe n'avait pas été adoptée au moment de l'impression de ce document. Ce budget supplémentaire des dépenses (C) représente donc la troisième occasion pour le Parlement d'effectuer un examen des besoins en matière de programmes ministériels pour l'exercice en cours, ce qui permet aux ministères d'engager les dépenses prévues pour les programmes approuvés et donc d'arriver rapidement à des résultats pour les Canadiens.

1. L'approbation par le Parlement d'une loi de crédits accorde au gouvernement du Canada le pouvoir de dépenser les montants provenant du Trésor. Le gouvernement du Canada se sert de ces fonds pour exécuter ses programmes et offrir ses services.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Autorisation de dépenser

Le budget supplémentaire des dépenses fournit des renseignements sur les autorisations relatives aux dépenses budgétaires et non budgétaires. Ces autorisations se subdivisent en deux catégories : les dépenses votées et les dépenses législatives.

Les dépenses **budgétaires** incluent :

- les frais de service de la dette publique;
- les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital;
- les paiements de transfert à d’autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers;
- les paiements aux sociétés d’État.

Les dépenses **non budgétaires** (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.

Les dépenses **votées** sont celles qui doivent être autorisées par le Parlement en vertu d’un projet de loi de crédits.

Les dépenses **législatives** sont celles qui sont autorisées par le Parlement par l’entremise de lois habilitantes.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Le tableau 1 fournit un aperçu financier du présent budget supplémentaire des dépenses.

Tableau 1 – Total du budget supplémentaire des dépenses (en millions de dollars)

	Budgétaire	Non budgétaire	Total
Crédits votés	1 475,2	2,0	1 477,2
Pouvoirs législatifs	2 478,7	(18,6)	2 460,1
Total	3 953,9	(16,6)	3 937,3

Le budget supplémentaire des dépenses est conforme au cadre financier présenté dans le budget fédéral déposé en février 2008.

Dans les cas où le total des dépenses budgétaires à ce jour ne correspond pas aux dépenses budgétaires prévues pour 2008-2009, l’écart est attribuable en grande partie aux éléments suivants :

- un rajustement net pour tenir compte de certains éléments importants des dépenses budgétaires qui sont présentés en tant que montants bruts des dépenses dans le budget fédéral, mais en tant que montants nets dans le budget des dépenses (par exemple, la prestation fiscale canadienne pour enfants, les revenus ministériels découlant de services précis et les revenus de sociétés d’État consolidées);
- des dépenses qui, à des fins budgétaires et comptables, ont été imputées à des exercices antérieurs pour coïncider avec le moment où les obligations ont été contractées;
- des rajustements en raison du passage à la comptabilité d’exercice, ainsi que la reconnaissance d’éléments de passif de 2008-2009, pour des postes qui, tout en étant reconnus, ne nécessitent pas de crédits (c.-à-d. de fonds) cette année;
- des dépenses de programme, identifiées dans un budget fédéral ou une mise à jour économique et financière, qui n’ont pas encore été allouées à un ministère.

Le tableau 2 permet d’effectuer un rapprochement de ces écarts.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Tableau 2 – Dépenses budgétaires (en milliards de dollars)

Budget (février 2008)	239,6
<i>Budgets des dépenses à ce jour :</i>	
Budget principal des dépenses 2008-2009*	221,0
Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009	4,1
Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009	2,3
Budget supplémentaire des dépenses (C) 2008-2009	4,0
	231,4
<i>Rajustements :</i>	
Rajustement net, par suite de la transition de montants nets à des montants bruts dans la présentation du budget fédéral**	15,2
Autres rajustements***	(7,0)
	8,2
Total	239,6
Écart	0

* Comprend des montants de 134,9 millions de dollars pour l'Agence de revenu du Canada, de 55,1 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada et de 230,3 millions de dollars pour l'Agence des services frontaliers du Canada provenant de crédits permanents de 2007-2008.

** Le budget fédéral présente les dépenses brutes, alors que celles du budget principal des dépenses sont nettes. Certains revenus sont déduits des dépenses budgétaires.

*** Les autres rajustements sont les décaissements au titre d'acquisitions d'immobilisations, les dépenses imputées à des exercices antérieurs et les dépenses de programmes non encore imputées.

Aperçu de l'exercice 2008-2009 jusqu'à ce jour (questions d'octroi de crédits)

- Le Budget principal des dépenses 2008-2009, d'un montant de 221,5 milliards de dollars dont la composante des dépenses budgétaires votées s'élevait à 79,0 milliards de dollars, a été déposé à la Chambre des communes le 28 février 2008. Les crédits provisoires s'élevant à 23,4 milliards de dollars ont reçu la sanction royale le 29 mars 2008 alors que la totalité des crédits, soit les 55,6 milliards de dollars restants, a reçu la sanction royale le 18 juin 2008.
- Le budget fédéral de 2008 a été déposé le 26 février 2008. Le dépôt du budget fédéral de 2008 immédiatement avant le Budget principal des dépenses 2008-2009 a obligé le gouvernement à demander l'autorisation de dépenser pour bon nombre de nouvelles mesures annoncées dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses.
- Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009 a été déposé à la Chambre des communes le 13 mai 2008. La totalité des crédits, d'un montant de 3,6 milliards de dollars, a été accordée en vertu de la *Loi de crédits n° 3 pour 2008-2009*, et a reçu la sanction royale le 18 juin 2008.
- Même si le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 a été déposé à la Chambre des communes le 24 novembre 2008, la prorogation du Parlement le 4 décembre 2008 a empêché le dépôt du projet de loi de crédits connexe. Afin de répondre aux besoins en matière de crédits du budget supplémentaire des dépenses (B) en dehors du cadre normal du calendrier d'attribution des crédits, un ordre spécial est requis exigeant l'assentiment du Parlement. S'il n'est pas possible d'obtenir l'assentiment, le projet de loi des crédits connexe au budget supplémentaire (B) sera déposé en mars.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- Ce budget supplémentaire des dépenses ne reflète aucune mesure présentée dans le budget fédéral du 27 janvier 2009. Il reflète cependant certaines économies réalisées en 2008-2009 à la suite de la première ronde d'examens des dépenses ministérielles qui a débuté en 2007, de sorte que ces montants ont été utilisés pour réduire le montant des nouveaux crédits demandés par les ministères et organismes concernés. Le tableau qui suit présente, à titre d'information, un sommaire des économies réalisées par ministère et organisme pour les 17 ministères et organismes visés par la première ronde d'examens des dépenses.

Tableau 3 – Économies réalisées en 2008-2009 à la suite de l'examen stratégique de 2007 (en millions de dollars)

Ministère ou organisme	Économies*		Total des économies
	Montants excluant les régimes d'avantages sociaux des employés	Régimes d'avantages sociaux des employés	
Affaires étrangères et Commerce international Ministère**	71,6	2,5	74,0
Agence canadienne de développement international	52,2		52,2
Centre de recherche pour le développement international	6,9		6,9
Agence du revenu du Canada	6,0		6,0
Agriculture et Agroalimentaire Agence canadienne d'inspection des aliments	16,6	0,3	17,0
Environnement Agence Parcs Canada	2,9		2,9
Finance Ministère Tribunal canadien du commerce extérieur	4,5	0,6	5,1
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	0,7		0,7
2,2			2,2
Industrie Statistique Canada	11,1	0,4	11,5
Patrimoine canadien Ministère Musée canadien des civilisations	5,9	0,1	6,0
Musée canadien de la nature	0,4		0,4
Bibliothèque et Archives Canada	1,2		1,2
Musée des beaux-arts du Canada	1,0	0,1	1,1
Transport Ministère	0,9		0,9
Total	196,5	3,9	200,4

* Les montants, ayant été arrondis, peuvent ne pas correspondre au total indiqué.

** Le montant indiqué pour Affaires étrangères et Commerce international ne correspond pas à celui présenté dans le budget fédéral de 2008 étant donné les différences entre les méthodes comptables utilisées pour le calcul des économies au chapitre du capital : dans les budgets supplémentaires des dépenses la comptabilité de caisse est utilisée, alors que pour le budget fédéral de 2008, on utilise la comptabilité d'exercice.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des principales modifications apportées aux dépenses budgétaires

Cette section donne un aperçu des principaux postes des **dépenses budgétaires totales supérieures à 50 millions de dollars** (votées et législatives) y compris l'augmentation de 4,0 milliards de dollars présentée dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

1. *Majoration prévue des dépenses budgétaires votées de 1,475 milliard de dollars (montant net) attribuable, en grande partie, aux initiatives clés suivantes :*

i) *Fonds au Secrétariat du Conseil du Trésor à titre de montant compensatoire pour rajustements salariaux (707,4 millions de dollars)*

Ces fonds seront accordés aux ministères, aux organismes et aux sociétés d'État qui dépendent de crédits parlementaires à titre de montant compensatoire pour l'incidence associée aux conventions collectives et aux rajustements connexes des conditions de service ou d'emploi. Ces coûts sont le résultat des conventions collectives signées et des rajustements connexes des conditions de service ou d'emploi apportés entre le 1^{er} août et le 12 décembre 2008.

ii) *Fonds à Agriculture et Agroalimentaire pour faciliter la transition des producteurs de tabac jaune de l'Ontario afin de les aider à se retirer de l'industrie (Programme de transition pour les producteurs de tabac – volet rachat de contingents) (288,9 millions de dollars)*

Ces fonds, attribués dans le cadre du Programme de transition pour les producteurs de tabac, aideront les producteurs participants à opter pour d'autres cultures et à gagner un revenu d'appoint. L'objectif du volet rachats de contingents du Programme est d'aider les producteurs de tabac jaune de l'Ontario à se retirer de cette industrie en offrant des prix de rachat de contingents équivalant à ceux qui étaient offerts dans le cadre du Programme d'aide à l'adaptation des producteurs de tabac en 2005. Cet objectif est rattaché au remplacement, en temps utile, du système de contingents actuel par un nouveau système d'octroi de permis. Le système de contingents de production de tabac qui existe actuellement ne constitue plus un mécanisme de contrôle approprié en ce qui touche la production ainsi que les nouveaux producteurs de tabac et ceux qui se retirent de l'industrie; dès lors, l'abrogation des contrôles de production existants et l'octroi d'une aide à la transition permettra aux producteurs d'être sur un pied d'égalité par rapport aux autres producteurs de produits agricoles.

iii) *Fonds à Santé pour accélérer les négociations tripartites en Colombie-Britannique et entamer des négociations avec d'autres provinces, ainsi qu'appuyer les investissements destinés à l'innovation en santé et aux services de santé essentiels des Premières nations (105,9 millions de dollars)*

Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses, qui se traduira par des investissements sur une période de cinq ans (de 2008-2009 à 2012-2013), serviront aux fins suivantes : accélérer les négociations tripartites avec la province de la Colombie-Britannique et le British Columbia First Nations Leadership Council; stabiliser les niveaux de service de base en ce qui a trait aux services de santé non assurés ainsi qu'aux établissements de santé et aux programmes d'infrastructure; et appuyer l'apport d'innovations en matière de services de santé afin d'améliorer la qualité des services et d'assurer une meilleure concordance entre les services de santé fédéraux et provinciaux destinés aux Premières nations.

iv) *Fonds à Énergie atomique du Canada limitée pour appuyer l'achèvement des projets de remise en état du réacteur CANDU (100,0 millions de dollars)*

Ces fonds de 100 millions de dollars serviront à combler des besoins de trésorerie entraînés par des problèmes techniques imprévus concernant les marchés de remise à neuf des réacteurs CANDU. Les travaux de remise à neuf comprennent le remplacement des composantes de base des réacteurs. Énergie atomique du Canada limitée (EACL) est l'organisme le mieux placé pour procéder à la remise à neuf des réacteurs CANDU, mais ces projets constituent néanmoins une première, d'où leur complexité inhérente.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

v) Fonds à Finances visant à augmenter le paiement de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres dans le cadre de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (100,0 millions de dollars)

Il s'agit d'un transfert supplémentaire aux termes de l'Initiative d'allégement de la dette multilatérale (IADM), grâce à laquelle le gouvernement entend se conformer à son engagement de doubler l'aide à l'Afrique au cours de l'exercice 2008-2009, engagement qui a été pris par le Premier ministre et énoncé dans le budget fédéral de 2008. En 2005, le gouvernement a pris des engagements totalisant 2,5 milliards de dollars relativement à l'IADM, qui sert à radier les dettes contractées auprès de grandes institutions financières internationales par les pays les plus pauvres du globe. Le versement de 100 millions de dollars au Fonds africain de développement, représente une partie de la future contribution du Canada à l'IADM. Le fait de fournir les fonds de façon anticipée donnera lieu à une réduction d'environ 100 millions de dollars en ce qui touche les sommes que le Canada consacrera à cette initiative dans l'avenir. Plus précisément, ce versement de 100 millions de dollars entraînera une réduction de 200 millions de dollars de nos engagements actuels et futurs.

vi) Fonds à l'Agence canadienne de développement international pour la contribution du Canada au Fonds d'investissement pour le changement climatique de la Banque mondiale aux fins du programme pilote visant à faciliter l'adaptation aux changements climatiques (85,0 millions de dollars)

Le Canada s'est engagé à appuyer le programme pilote du Fonds d'investissement pour le changement climatique de la Banque mondiale, cet engagement faisant partie de la *Déclaration des ministres des Finances du G8 sur les fonds d'investissement pour le climat* adoptée lors du Sommet d'Osaka. L'objectif de ce programme pilote est d'offrir un financement provisoire et croissant afin d'aider les pays en développement à ralentir l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre et à s'adapter aux changements climatiques. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses serviront à appuyer la participation canadienne au programme pilote, ce qui permettra au Canada de démontrer qu'il est résolu à aider les pays en développement à s'adapter afin de faire face aux défis engendrés par les changements climatiques.

vii) Fonds à l'Agence canadienne de développement international pour une aide humanitaire et un soutien accru aux programmes d'apport complémentaire de micronutriments, plus particulièrement dans les régions vulnérables comme la Corne de l'Afrique et le Congo (65,0 millions de dollars)

De nombreuses crises humanitaires surviennent sur le continent africain en raison des incidences combinées de la sécheresse, de la crise alimentaire mondiale et de crises politiques qui évoluent rapidement, plus particulièrement dans la Corne de l'Afrique et au Congo. Grâce à la hausse du financement, l'ACDI pourra renforcer l'intervention canadienne liée à ces situations urgentes au moyen de subventions accordées à des partenaires d'organismes non gouvernementaux (ONG) multilatéraux de confiance, comme le Programme alimentaire mondial et le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), sans oublier le Comité international de la Croix-Rouge (CICR). Ces fonds serviront à offrir tout un éventail de mesures d'aide humanitaire, par exemple : aliments, eau, hygiène et apport de micronutriments (fer, vitamine A, etc.).

viii) Fonds à Agriculture et Agroalimentaire pour les éléments des programmes non liés à la gestion des risques de l'entreprise du cadre stratégique Cultivons l'avenir (58,2 millions de dollars)

Les éléments non liés à la gestion des risques de l'entreprise du cadre stratégique Cultivons l'avenir sont de nouveaux programmes agricoles qui visent à appuyer l'innovation, les technologies nouvelles, le commerce national et international, l'environnement, la salubrité des aliments, la biosécurité, la traçabilité, l'efficience réglementaire ainsi que les activités rurales et coopératives. Lancés le 1^{er} avril 2008, ces nouveaux programmes agricoles se substituent au Cadre stratégique pour l'agriculture, qui a été en vigueur pendant cinq ans (de 2003 à 2008). Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses seront utilisés pour les programmes concernant l'environnement, l'innovation et le renouvellement, et le mise en œuvre des programmes dans le cadre de la nouvelle initiative Cultivons l'avenir en 2008-2009.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

ix) Fonds supplémentaires à Affaires indiennes et du Nord canadien pour compenser la hausse du prix du carburant que connaissent les collectivités des Premiers nations et du Nord, dans le cadre du Programme d'immobilisation et d'entretien (53,8 millions de dollars)

En dépit de la baisse récente des prix du carburant, la tendance a été à la hausse au cours des trois dernières années, d'où une augmentation des coûts rattachés au Programme d'immobilisations et d'entretien. Les fonds demandés pour ce programme ont trait à une mesure à court terme visant à composer avec la hausse des coûts de fonctionnement au titre des bâtiments, des véhicules et de la production énergétique en raison de la hausse des prix du carburant. Il faut disposer de carburant pour l'entretien et l'utilisation d'actifs communautaires essentiels dans environ 600 collectivités des Premières nations (réserves) qui ne sont pas reliées au réseau électrique provincial. Ce carburant est requis notamment pour le chauffage et l'utilisation de bâtiments communautaires comme des écoles, des usines de traitement des eaux usées et des postes de soins infirmiers, et pour l'utilisation de génératrice à moteur diesel et de véhicules essentiels, entre autres des véhicules prioritaires, des chasse-neiges et des autobus d'écoliers.

x) Fonds à l'Agence canadienne de développement international pour verser un montant équivalent aux dons offerts par les Canadiens dans le cadre de l'aide internationale à la suite du cyclone Nargis en Birmanie et du tremblement de terre en Chine (53,4 millions de dollars)

Le 15 mai 2008, le gouvernement a annoncé qu'il accorderait des contributions égales aux dons versés par les Canadiens à des organismes d'aide humanitaire à la suite de l'une ou l'autre de ces catastrophes. Le gouvernement a ainsi accordé une aide de plus de 53 millions de dollars correspondant aux contributions des citoyens canadiens. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses serviront à contrebalancer les réaffectations de fonds effectuées à l'interne par l'ACDI en vue de fournir une aide humanitaire à ces deux pays.

2. Majoration prévue des dépenses budgétaires législatives de 2,479 milliards de dollars attribuable, en grande partie, aux initiatives clés suivantes :

i) Ressources naturelles – Pour les paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracotières (1 569,5 millions de dollars)

Conformément à la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada–Terre-Neuve*, des paiements législatifs sont effectués au Fonds terre-neuvien des ressources en hydrocarbures, le montant de ces paiements correspondant aux redevances ainsi qu'aux rentrées d'impôt provincial sur le revenu des sociétés et aux autres revenus tirés de l'exploitation des ressources extracotières.

ii) Ressources naturelles – Pour les paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve (399,0 millions de dollars)

Aux termes des mesures réglementaires relatives aux paiements de péréquation compensatoires en vertu de la *Loi de mise en œuvre de l'Accord atlantique Canada–Terre-Neuve*, Terre-Neuve et Labrador a droit à un montant compensatoire au titre des pertes relativement aux paiements de péréquation attribuables à la hausse des revenus tirés de l'exploitation des ressources pétrolières et gazières extracotières. Selon les prévisions, les paiements de péréquation compensatoires en 2008-2009 s'établiront à environ 399 millions de dollars.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

iii) Directeur général des élections – Pour la préparation et la conduite de la 40^e élection générale (14 octobre 2008) et pour la préparation de la 41^e élection générale (247,8 millions de dollars)

La hausse prévue des dépenses liées au directeur général des élections comprend les dépenses engagées en 2008-2009 au titre des 40^e élections générales (le 14 octobre 2008) aux termes de la *Loi électorale du Canada*, ainsi que les dépenses reliées aux préparatifs en prévision des prochaines élections générales.

iv) Ressources naturelles – Pour les paiements au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse (148,0 millions de dollars)

Conformément à la *Loi de mise en œuvre de l'Accord Canada–Nouvelle-Écosse sur les hydrocarbures extracôtiers*, des paiements législatifs sont imputés au compte des recettes extracôtiers de la Nouvelle-Écosse, le montant de ces paiements correspondant aux redevances ainsi qu'aux rentrées d'impôt provincial sur le revenu des sociétés et aux autres revenus tirés de l'exploitation des ressources extracôtiers.

v) Ressources humaines et Développement des compétences – Pour l'augmentation des prévisions relatives aux versements du Supplément de revenu garanti en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen (63,0 millions de dollars)

Le Supplément de revenu garanti (SRG) permet aux aînés à faible revenu vivant au Canada de compter sur un revenu en sus de la pension de la Sécurité de la vieillesse. Les personnes ayant droit au SRG constituent un sous-groupe de la population d'aînés. Pour avoir droit au SRG, une personne doit recevoir la pension de la Sécurité de la vieillesse et remplir certaines conditions relatives au revenu. Le SRG est accordé en fonction du revenu annuel d'une personne, ou du revenu d'une personne et de son époux ou conjoint de fait. La bonification de 63 millions de dollars découle de deux facteurs : l'augmentation du nombre estimatif de prestataires (qui devrait passer de 1 619 274 à 1 635 855), ce qui donne lieu à une hausse de 78,6 millions de dollars des coûts du programme, et une baisse du taux mensuel moyen prévu (de 396,06 \$ à 395,26 \$), ce qui représente une baisse de 15,6 millions de dollars.

vi) Ressources humaines et Développement des compétences – Pour la diminution des prévisions relatives aux versements de prestation de la Sécurité de la vieillesse en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen (diminution de 368,0 millions de dollars)

Les prestations de la Sécurité de la vieillesse sont versées à la plupart des Canadiens de 65 ans et plus qui ont vécu au Canada pendant au moins 10 ans après l'âge de 18 ans. La baisse de 368 millions de dollars tient à trois facteurs : une hausse du nombre estimatif de prestataires (qui devrait passer de 4 505 101 à 4 515 695), ce qui donne lieu à une hausse de 62,4 millions de dollars; une baisse du taux mensuel moyen prévu de la prestation de la Sécurité de la vieillesse (de 489,82 \$ à 481,16 \$), ce qui représente une baisse de 469,4 millions de dollars; et une augmentation des remboursements de prestations de la Sécurité de la vieillesse, ce qui est associé à une hausse estimative de 39 millions de dollars des paiements au titre de la Sécurité de la vieillesse .

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Principales modifications apportées au présent budget supplémentaire des dépenses

Cette section décrit les modifications apportées à l'organisation et à la structure gouvernementales et les modifications apportées aux autorisations (crédits et postes législatifs) depuis le dépôt du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009.

Modifications apportées à l'organisation et la structure gouvernementales

Aux termes des dispositions de la *Loi sur les restructurations et les transferts d'attributions dans l'administration publique*, le gouvernement a annoncé une série de réorganisations à la structure de certains ministères. En raison de ces réorganisations, les modifications suivantes ont été apportées au présent budget supplémentaire des dépenses :

- En vertu du décret C.P. 2007-1310, transfert du ministre des Transports au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences les attributions à l'égard de l'administration du programme de remise écoAUTO en ce qui a trait au traitement des demandes de remise, à compter du 17 août 2007.

De plus, en vertu du chapitre 22 des Lois du Canada (2008) cité comme étant la *Loi sur le Tribunal des revendications particulières*, le Tribunal des revendications particulières est constitué, ainsi que le greffe, son mandat spécifié et certaines lois modifiées en conséquence, à compter du 18 octobre 2008.

Modifications concernant les crédits et les postes législatifs

Les modifications aux autorisations, effectuées par l'entremise du présent budget supplémentaire des dépenses, comprennent les crédits et les postes législatifs qui renferment des autorisations distinctes qui diffèrent de celles incluses dans le Budget principal des dépenses 2008-2009, le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2008-2009 et le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009, ainsi que les nouvelles autorisations de dépenses qui sont inscrites pour la première fois. Conformément aux décisions rendues par le président de la Chambre des communes en 1981, le gouvernement s'est engagé à faire en sorte que les seules mesures législatives qui seront édictées dans le cadre du budget des dépenses, sauf dans les cas expressément autorisés par voie de législation, seront des modifications aux lois de crédits précédentes.

Les nouveaux crédits suivants ont été ajoutés depuis le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 :

Affaires étrangères et Commerce international – Ministère

Crédit 13c – Passeport Canada – Dépenses de fonctionnement

Affaires indiennes et du Nord canadien – Greffe du Tribunal des revendications particulières

Crédit 62c – Dépenses du programme

Ressources humaines et Développement des compétences – Société canadienne d'hypothèques et de logement

Crédit 16c – Porter de 450 000 000 000 \$ à 600 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la *Loi nationale sur l'habitation*

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Le libellé (souligné) des crédits suivants a été modifié comparativement au libellé utilisé dans le Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 :

Patrimoine Canadien – Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Crédit 100c – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 332 462 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la Loi de crédits n°2 pour 2008-2009

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Crédit 1c – Dépenses de fonctionnement et :

- a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi;
- b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la Loi sur la gestion des finances publiques, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public, des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail et des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice;
- c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 586 562 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 1 740 800 \$ du crédit 1 (Transports) de la Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009

Les nouveaux postes législatifs suivants ont été ajoutés depuis la parution du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 :

Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère

Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles

Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles

Ressources naturelles – Ministère

Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve

Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy

Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Aperçu des tableaux sommaires

Cette section donne un aperçu des tableaux sommaires suivants présentés dans le budget supplémentaire des dépenses.

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009
3. Annexes proposées au projet de loi de crédits
4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau précise les dépenses budgétaires² et non budgétaires³ incluses dans le budget supplémentaire des dépenses par ministère, organisme ou société d'État et par type d'autorisation parlementaire (besoins annuels au titre des crédits et exigences législatives).

Les deux premières colonnes « Autorisations précédentes » précisent les budgets des dépenses à ce jour tels que présentés dans le budget principal des dépenses, le budget supplémentaire des dépenses (A) et le budget supplémentaire des dépenses (B). La troisième colonne « Affectations permanentes des crédits centraux du CT » représente les affectations permanentes provenant des crédits du Conseil du Trésor administrés par l'administration centrale qui ont une incidence sur les autorisations de dépenser des ministères. La colonne « Total des autorisations à ce jour » représente les autorisations totales d'un ministère qui constituent le point de départ du présent budget des dépenses.

Les six colonnes suivantes « Présent budget supplémentaire des dépenses » précisent les besoins actuels tels que présentés dans le budget supplémentaire des dépenses (C). Ces besoins sont répartis en trois catégories, soit Transferts, Crédits à voter⁴ et autorisations législatives⁵.

Les deux dernières colonnes « Total – Budget des dépenses à ce jour » fournissent une mise à jour des dépenses budgétaires et non budgétaires totales pour 2008-2009.

2. Les dépenses budgétaires comprennent les frais de service de la dette, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert et les subventions aux autres ordres de gouvernement, à des organisations et à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État et aux personnes morales distinctes.
3. Les dépenses non budgétaires (prêts, placements et avances) sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement du Canada.
4. Les besoins en crédits sont ceux que le gouvernement doit faire approuver par le Parlement au moyen d'une loi de crédits. Pour de plus amples renseignements sur les crédits et le libellé des crédits, veuillez consulter l'annexe proposée du projet de loi de crédits.
5. Les autorisations des dépenses législatives sont celles que le Parlement a approuvées précédemment par l'entremise d'autres lois qui précisent l'objectif et les modalités des dépenses. Les dépenses législatives ne figurent dans le budget supplémentaire des dépenses qu'à titre d'information.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

2. Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009

Ce tableau présente le budget principal des dépenses, le budget supplémentaire des dépenses (A), le budget supplémentaire des dépenses (B) et les montants demandés dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses (C) et fournit aussi une ventilation des dépenses budgétaires et non budgétaires par crédits votés et législatifs.

3. Annexes proposées au projet de loi de crédits

Ce tableau donne au lecteur un aperçu du projet de loi de crédits. Comme précisé plus haut, le budget supplémentaire des dépenses appuie directement le projet de loi. Ce tableau renferme une liste des numéros et des libellés des crédits et des fonds demandés qui seront soumis à l'approbation du Parlement. Le projet de loi de crédits du budget supplémentaire des dépenses comprend deux annexes : l'annexe I énumère les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2009 et l'annexe II, les postes de l'exercice se terminant le 31 mars 2010, en particulier, les crédits pluriannuels de l'Agence du revenu du Canada et, de l'Agence Parcs Canada.

Seuls les rajustements positifs aux crédits des ministères sont inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits. Si une organisation inscrit un montant net négatif ou de zéro dans le présent budget supplémentaire des dépenses, aucun changement aux autorisations de dépenser actuelles n'est demandé au Parlement.

Une fois que le projet de loi de crédits est approuvé, le libellé constitue les conditions dans lesquelles les dépenses pourront être effectuées. Les types de crédits suivants peuvent apparaître dans le budget supplémentaire des dépenses :

- a) *Crédits pour dépenses du programme* – Ce crédit est utilisé lorsqu'il n'est pas nécessaire d'indiquer séparément le crédit « Dépenses en capital » ou le crédit « Subventions et contributions » parce que les dépenses proposées n'atteignent ni ne dépassent 5 millions de dollars. En pareil cas, toutes les dépenses du programme sont imputées à un seul crédit.
- b) *Crédits pour dépenses de fonctionnement* – On se sert de ce crédit lorsqu'il est nécessaire d'avoir un crédit « Dépenses en capital » ou un crédit « Subventions et contributions », voire les deux, c'est-à-dire lorsque les dépenses proposées sous l'une ou l'autre de ces rubriques atteignent ou dépassent 5 millions de dollars. Lorsqu'elles ne l'atteignent pas, elles sont incluses dans le crédit « Dépenses du Programme ».
- c) *Crédits pour dépenses en capital* – Ce type de crédit est employé lorsque les dépenses en capital d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. Les dépenses en capital pourraient comprendre des postes dont la valeur est susceptible de dépasser 10 000 dollars notamment pour l'acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages (article courant de dépense 8) ainsi que l'acquisition de machines et de matériel (article courant de dépense 9) ou encore la construction ou la création de biens, lorsqu'un ministère compte se servir de ses propres ressources humaines et matérielles, retient les services d'experts ou achète d'autres biens et services (articles courants de dépense 1 à 9). Diverses limites peuvent être mises en place pour différentes catégories de dépenses en capital au niveau ministériel.
- d) *Crédits pour subventions et contributions* – Ce crédit est utilisé lorsque les subventions et les contributions d'un programme s'élèvent à 5 millions de dollars ou plus. L'inscription au budget supplémentaire des dépenses d'un poste pour une subvention, une contribution ou un autre paiement de transfert n'entraîne aucune obligation d'effectuer un paiement et n'accorde à un bénéficiaire éventuel aucun droit aux sommes prévues. La définition du mot « contribution » figurant dans le libellé du crédit est réputée englober les « autres paiements de transfert » puisqu'il s'agit de deux types de paiements semblables.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

- e) *Crédits non budgétaires* – En regard de ce crédit, identifié par la lettre L, l'autorisation de dépenser est approuvée pour des prêts, des avances et des placements relatifs aux sociétés d'État; et des prêts ou des avances consentis à des fins précises à d'autres gouvernements et à des organisations internationales, ou à des personnes ou des sociétés du secteur privé.
- f) *Crédits spéciaux : Déficits des sociétés d'État et personnes juridiques distinctes* – Quand il est nécessaire d'affecter des fonds pour un paiement à une société d'État ou couvrir les dépenses d'une personne juridique qui sont effectuées dans le cadre d'un programme plus important, un crédit distinct est établi. Par personne juridique, on entend une entité de l'administration qui exerce ses activités en vertu d'une loi du Parlement et qui relève directement d'un ministre.
- g) *Crédits spéciaux : Crédits du Conseil du Trésor pour les programmes financés par l'administration centrale* – Ces crédits permettent au Conseil du Trésor d'assumer ses responsabilités législatives relatives quant à la gestion des ressources financières, humaines et matérielles de l'administration fédérale. À cette fin, il doit disposer d'un certain nombre d'autorisations spéciales, lesquelles sont exposées ci-après.
 - (i) Crédit pour éventualités du gouvernement – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable en raison du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise est nécessaire pour effectuer un paiement, par exemple pour le paiement de subventions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses. Cette autorisation d'augmenter d'autres crédits est accordée jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de l'organisation.
 - (ii) Crédit pour initiatives pangouvernementales – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin de soutenir la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada.
 - (iii) Crédit pour rajustements salariaux – Ce crédit sert à augmenter d'autres crédits afin de financer des augmentations de dépenses salariales liées aux conventions collectives conclues entre le Conseil du Trésor et les unités de négociation représentant les fonctionnaires, ainsi qu'aux conventions collectives signées avec des employeurs distincts, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.
 - (iv) Crédit pour assurances de la fonction publique – Ce crédit fournit les cotisations de l'employeur aux primes d'assurance-maladie, d'assurance-salaire et d'assurance-vie, aux paiements des régimes d'assurance-maladie provinciaux, aux impôts provinciaux, aux pensions, aux régimes d'avantages sociaux et d'assurance pour les employés engagés sur place à l'extérieur du Canada et rend à certains employés leur part de la réduction des cotisations d'assurance-emploi.
 - (v) Crédit pour le report du budget de fonctionnement – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits dans le cas d'un report du budget de fonctionnement de l'exercice précédent.
 - (vi) Crédit pour les besoins en matière de rémunération – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour combler les besoins en matière de congés parentaux et de maternité, les indemnités versées lors d'une cessation de service ou d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, dans le cas où ces crédits ne sont pas pourvus par le crédit 15, Rajustements de la rémunération.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

4. Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ce tableau fournit au Parlement une mise à jour des changements importants apportés aux prévisions des dépenses liées aux grands postes législatifs. Les postes législatifs sont ceux que le Parlement a approuvés par l'adoption d'autres textes législatifs qui précisent les fins auxquelles peuvent servir les dépenses et les conditions dans lesquelles elles peuvent être effectuées. Les dépenses législatives sont incluses dans le budget supplémentaire des dépenses à titre d'information uniquement.

5. Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ce tableau fournit toute l'information concernant les crédits de ce budget supplémentaire, par ministère.

La première colonne (Numéro du crédit) indique quel crédit est accru dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses. La lettre jointe au numéro précise quel budget supplémentaire des dépenses a été utilisé pour augmenter le crédit.

La deuxième colonne (Montant brut) indique le total des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses, par ministère.

La troisième colonne (Moins : Autorisations de dépenser disponibles) représente les pouvoirs de dépenser inutilisés qu'invoquent les organisations pour réduire le montant des dépenses additionnelles demandé dans le présent budget supplémentaire des dépenses. La section du budget supplémentaire des dépenses de chacun des ministères présente de plus amples renseignements sur ces montants.

La quatrième colonne (Montant net) indique le montant net du financement supplémentaire inscrit dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Fait à noter, les montants négatifs ou de zéro ne sont pas inclus dans les annexes proposées du projet de loi de crédits.

6. Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Afin d'indiquer de façon plus précise l'incidence des dépenses du gouvernement fédéral sur l'économie, il faut établir le montant net des achats de l'État par article courant. À cette fin, tous les ministères, y compris ceux qui ont recours à un fonds renouvelable, doivent inscrire leurs dépenses liées à des achats par catégories d'articles courants de dépense. Les articles courants sont le niveau le plus élevé de la classification par article qu'utilisent le Parlement et le pouvoir exécutif; ils figurent dans les budgets principal et supplémentaires des dépenses et les Comptes publics. Les articles courants de dépense sont les suivants :

1. Personnel
2. Transports et communications
3. Information
4. Services professionnels et spéciaux
5. Location
6. Achat de services de réparation et d'entretien
7. Services publics, fournitures et approvisionnements
8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages
9. Acquisition de machines et de matériel
10. Paiements de transfert
11. Service de la dette publique
12. Autres subventions et paiements

Une brève définition de chaque article courant se trouve à la fin de la section Introduction.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

7. Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ce tableau sommaire fournit une liste complète des affectations provenant des crédits centraux du Conseil du Trésor (CT) pour les éventualités du gouvernement, les initiatives pangouvernementales, les rajustements à la rémunération, le report du budget de fonctionnement et les besoins en matière de rémunération, le cas échéant.

Éventualités du gouvernement (crédit 5 du CT) – Ce tableau sommaire fournit une liste complète des organisations qui ont reçu un financement temporaire à partir du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor (crédit 5 du CT). Des fonds temporaires peuvent être accordés pour des dépenses diverses urgentes, mineures et imprévues, qui ne figuraient pas dans le budget principal des dépenses et qui doivent être engagées avant que le prochain budget supplémentaire des dépenses ne reçoive la sanction royale. Une fois que le Parlement a approuvé le projet de loi de crédits pour le budget supplémentaire des dépenses et que le gouverneur général a accordé la sanction royale, les fonds temporaires sont remboursés au crédit 5 du CT.

Les critères suivants doivent être satisfaits afin que le Conseil du Trésor puisse accorder l'accès au crédit 5 du CT :

- Toutes les avances imputées au crédit pour éventualités du gouvernement doivent être considérées comme des avances temporaires devant être couvertes par des postes inscrits au budget supplémentaire des dépenses suivant et être remboursées lorsque la loi de crédits afférente est adoptée. Des exceptions s'appliquent dans les cas des besoins qui surviennent après le dernier budget supplémentaire des dépenses de l'exercice alors que les avances pourraient ne pas être remboursées.
- L'autorisation existante d'une organisation doit être insuffisante pour répondre aux besoins actuels et à ceux de la nouvelle initiative jusqu'à la prochaine période de crédits. Ainsi, l'organisation doit justifier sa demande en présentant une analyse valable de son flux de trésorerie.
- Il doit y avoir une raison valable et impérieuse, surtout en ce qui a trait au versement de subventions, pour effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits. Si ce n'est pas le cas, le paiement doit être différé et l'accès au crédit 5 du CT doit être refusé.
- En ce qui concerne les subventions, il faut consulter et respecter la politique sur les paiements de transfert afin de s'assurer qu'un bénéficiaire valable et légalement constitué existe et que l'organisation doit absolument effectuer le paiement avant la prochaine période de crédits.

Initiatives pangouvernementales (crédit 10 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Rajustements de la rémunération (crédit 15 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pouvant nécessiter un financement partiel ou intégral plus important en raison de rajustements intervenants aux conditions de service ou d'emploi à la fonction publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les employés de sociétés d'État, conformément à l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Report budget de fonctionnement (crédit 25 du CT) – Ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Besoins en matière de rémunération (crédit 30 du CT) – Ce crédit s’ajoute à d’autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter des exigences juridiques d’employeur, concernant notamment les congés parentaux, les congés de maternité et les indemnités versées lors d’une cessation de service ou d’emploi ainsi que les rajustements aux conditions de service ou d’emploi de l’administration publique fédérale. Les ministères et les organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l’exercice. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 30.

8. Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une initiative horizontale est une activité dans le cadre de laquelle des partenaires provenant de deux ou plusieurs organisations acceptent, en vertu d’une entente de financement formelle (p. ex., un mémoire au Cabinet, une présentation au Conseil du Trésor, un accord fédéral-provincial) de collaborer à l’atteinte de résultats partagés.

Ce tableau fournit un résumé des postes pour lesquels des fonds sont demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Il ne s’agit pas d’une liste exhaustive des initiatives horizontales, mais plutôt d’une vue d’ensemble des initiatives relatives au présent budget supplémentaire des dépenses pour lesquelles deux ou plusieurs organisations demandent une augmentation de leur financement.

9. Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les ministères demandent souvent à transférer des fonds entre des organisations à diverses fins. Ce tableau présente un résumé de ces transactions.

10. Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Il arrive souvent que le budget supplémentaire des dépenses inclue des « postes de 1 \$ » visant à demander la modification de la répartition de fonds ou du libellé d’un crédit existant (comme pour les garanties de prêts) déjà approuvés dans le budget principal des dépenses. Un tel poste ne vise pas à demander un financement nouveau ou additionnel, mais à redistribuer entre crédits des autorisations de dépenser existantes et/ou à accorder des autorisations pertinentes. Or, comme aucun nouveau financement n’est demandé, la somme de 1 \$ est strictement symbolique.

Par exemple, les postes de 1 \$ peuvent servir à :

- transférer des fonds d’un crédit à un autre;
- radier des créances;
- modifier une garantie de prêt;
- autoriser une subvention;
- modifier des lois de crédits antérieures.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Détails par ministère, organisme et société d'État

Les ministères, organismes et sociétés d'État qui relèvent d'un ministre, ou qui rendent des comptes au Parlement, sont regroupés afin de donner une image d'ensemble par portefeuille.

Il y a quatre sections distinctes pour chaque organisation :

1. sommaire du portefeuille;
2. explication du besoin (crédits à adopter, fonds disponibles, transferts et crédits législatifs);
3. explication des fonds disponibles (s'il y a lieu);
4. paiements de transfert (s'il y a lieu).

1. Sommaire du portefeuille

Le tableau fournit tous les renseignements sur les crédits votés et législatifs par ministère, y compris :

- le numéro et le libellé régissant le crédit ou le poste législatif;
- les autorisations à ce jour – budget principal des dépenses, plus tout financement antérieur prévu dans des budgets supplémentaires des dépenses et les affectations permanentes provenant des crédits centraux du CT;
- les transferts entre crédits à la fois au sein d'une organisation et entre organisations;
- les rajustements des crédits (nouvelles demandes de financement);
- le total des budgets des dépenses à ce jour.

Si le supplément total pour le programme correspond à zéro ou à un montant négatif pour l'organisation, il ne sera pas inclus dans le projet de loi de crédits pour le présent budget supplémentaire des dépenses. Les montants nets négatifs ou de zéro sont mentionnés à titre d'information.

2. Explication du besoin

Cette section renferme une description des initiatives ou des postes individuels pour lesquels une autorisation de dépenser est demandée. Si l'initiative touche plus d'une organisation, elle est désignée poste horizontal et sera saisie dans le tableau « Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses » présenté au début du document.

Cette section sert également à identifier tous les transferts entre organisations, qu'ils se rapportent à un transfert de montants entre des organisations pour atteindre un objectif particulier, du transfert d'une responsabilité liée à l'exécution d'un programme, de rajustements à la suite de modifications apportées aux rouages de l'État qu'a annoncées le gouvernement, ou de transferts au sein d'une organisation pour répondre aux besoins d'un programme. Les transferts n'ont pas d'incidence sur les nouveaux crédits que demandent les organisations. Ils apparaîtront dans le Sommaire du portefeuille séparément des nouveaux crédits, ainsi que dans le tableau sommaire qui porte sur les transferts entre organisations au début du présent budget supplémentaire des dépenses.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Explication des fonds disponibles

Cette section fournit des renseignements sur les fonds utilisés pour compenser ou réduire les besoins en nouveaux fonds énoncés dans le budget supplémentaire des dépenses. Des autorisations de dépenser excédentaires disponibles dans un crédit peuvent être réaffectées à un autre crédit afin de réduire le total des dépenses supplémentaires nécessaires et de maintenir au minimum les nouvelles demandes d'autorisations de dépenser faites auprès du Parlement. De même, les autorisations de dépenser excédentaires disponibles par l'entremise de certaines affectations bloquées pourraient être utilisées pour réduire le montant des nouveaux crédits requis, avec l'autorisation du Conseil du Trésor.

Voici quelques exemples d'autorisations de dépenser excédentaires utilisées comme compensations : virement de fonds d'un crédit à un autre au sein d'une même organisation ou report de fonds d'un exercice à un autre au sein d'une même organisation.

4. Paiements de transfert

Ce tableau présente une liste des paiements de transfert.

Les paiements de transfert comprennent les subventions, les contributions et tous les autres paiements faits pour contribuer à la réalisation des objectifs d'un programme en contrepartie desquels aucun bien ni service n'est reçu.

Il y a plusieurs différences entre les subventions, les contributions et les autres paiements de transfert :

- i) les contributions sont des paiements de transfert dont les bénéficiaires doivent satisfaire aux conditions d'exécution et qui peuvent faire l'objet d'une vérification;
- ii) les subventions sont des paiements de transfert versés en fonction d'une admissibilité établie et qui ne font pas habituellement l'objet d'une vérification;
- iii) les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation;
- iv) les autres paiements de transfert sont des paiements de transferts autres que les subventions et les contributions qui sont effectués en vertu d'une loi ou d'une entente qui peut comprendre une formule servant à déterminer le montant annuel à verser.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Explication des articles courants de dépenses

1. Personnel

- Traitements et salaires, rétribution des heures supplémentaires, indemnité de cessation d’emploi, salaire rétroactif et autres rémunérations spéciales de tout le personnel civil permanent (à plein temps) ou engagé pour une période déterminée (à temps partiel, saisonnier ou occasionnel), à l’exclusion des employés des sociétés d’État mandataires et propriétaires, ainsi que des membres des forces militaires et de la Gendarmerie royale du Canada.
- Traitements des juges, du gouverneur général et des lieutenants-gouverneurs et indemnités des membres des deux chambres du Parlement, tout genre d’indemnité versée aux employés permanents ou engagés pour une période déterminée ou à leur intention, comme les indemnités de subsistance, suppléments provisoires, indemnités de service à l’étranger, indemnités d’isolement, indemnités de pension et de subsistance, primes de postes, et autres allocations du genre.
- Allocations pour automobile des ministres et indemnités de dépenses des sénateurs et des députés.
- Contributions de l’État à divers régimes d’avantages sociaux des employés (Compte de pension de retraite de la fonction publique, Compte de prestations de retraite supplémentaires, Compte du Régime de pensions du Canada, Régime des rentes du Québec, Compte de prestations de décès de la fonction publique et Compte d’assurance-emploi).
- Compte de pension de retraite de la Gendarmerie royale du Canada, Compte de pension de retraite des Forces canadiennes et Compte d’allocations de retraite des membres du Parlement; contributions de l’État aux régimes d’assurance-maladie et d’assurance-hospitalisation provinciaux et autres; frais de personnel supplémentaire pour diverses fins.

2. Transports et communications

- Frais de voyage et de transport des employés du gouvernement ainsi que des membres des Forces armées et de la Gendarmerie royale du Canada; frais de réinstallation de ces personnes et des personnes à leur charge, frais de subsistance et autres frais payés par ces personnes en voyage commandé; dépenses de voyage des juges; dépenses et indemnités de voyage payables aux sénateurs et aux députés.
- Transport de personnes par contrat, nolisement ou autres moyens, y compris les frais de voyage de personnes qui s’occupent de travaux d’arpentage, d’inspections et d’études sur le terrain; frais de déplacement et de transport de personnes qui ne sont pas des employés de l’État, comme les frais de transport d’anciens combattants demandant des traitements ou des pensions.
- Affranchissement ordinaire, courrier aérien, recommandé, colis postal, courrier exprès, ainsi que location de cases postales et tous les autres frais postaux.
- Frais de transport de marchandises à l’égard d’un achat, autres que le coût initial de livraison (compris dans l’article courant applicable au coût de l’achat même), y compris les frais de services de messagerie offerts par l’entreprise privée.
- Tous les frais des services de télécommunication par téléphone, télégraphe, câble, télex, radio et sans fil. (droits, taxes, etc.) et autres frais de communication, tels ceux qui découlent des services de messagerie assurés à forfait par des entreprises de l’extérieur et des services de communication fournis par contrat ou entente.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

3. Information

- Services de promotion pour publicité et autres fins, achetés aux agences de publicité pour du temps d’antenne ou pour des médias imprimés, des placards extérieurs ou des panneaux-réclame. Cela comprend les services de promotion et de création tels que le graphisme.
- Services d’édition pour la passation de commandes, la mise en marché, la distribution et la vente de publications commanditée par le ministère, et pour l’achat de publications connexes de l’État. Sont aussi compris les services d’impression, de duplication, de photocopie, de préparation des textes, de graphisme, de mise en pages et les services techniques et consultatifs tels que le traitement informatique des textes et la transmission en masse des imprimés. De plus, y sont compris les services d’exposition tels que les services d’exposition et les services audiovisuels correspondants se rapportant à des expositions et étalages.
- Services des relations publiques et des affaires publiques pour des sondages sur les comportements et l’évaluation des services, la promotion des ventes, la commercialisation, la mise en valeur des exportations, les relations publiques et la publicité, les sondages d’opinion, ainsi que les marchés concernant l’organisation et l’exploitation des services de contrôle des médias et des groupes cibles. Sont aussi compris les services de rédaction des discours et les services liés aux communiqués de presse, aux séances d’information, aux conférences de presse et aux événements spéciaux.

4. Services professionnels et spéciaux

- Services professionnels offerts par des particuliers ou des organismes comprenant des versements sous forme d’honoraires, de commissions, etc., pour les services de comptables, d’avocats, d’architectes, d’ingénieurs, d’analystes scientifiques, de sténographes judiciaires, de traducteurs; versements aux enseignants œuvrant à différents niveaux dans les établissements d’enseignement; paiements pour les services de médecins, d’infirmières et autre personnel médical; paiement de services de gestion, de traitement des données et autre conseiller en recherche; et de toute autre aide technique, professionnelle et spécialisée de l’extérieur.
- Paiement de traitements hospitaliers, de soins aux anciens combattants et de services d’assistance sociale; paiement de services d’informatique, paiement des frais de scolarité des Indiens inscrits à des institutions d’enseignement qui ne sont pas des écoles fédérales; achat de services de formation en vertu de la *Loi sur la formation professionnelle des adultes* et paiements à l’École de la fonction publique du Canada pour des cours de formation.
- Paiements pour les services du Corps des commissionnaires et autres services contractuels de fonctionnement et d’entretien tels que le service d’autos blindées, les services de buanderie et de nettoyage à sec, les services de nettoyage dans les immeubles, les services d’aide temporaire, les services d’accueil, de stockage, d’entreposage et autres services commerciaux, ainsi que les paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour l’administration de marchés.

5. Location

- Location, par le ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux, de propriétés requises à certaines fins par divers ministères et de locaux destinés aux bureaux et aux services du gouvernement.
- Location et affrètement, avec ou sans équipage, de navires, aéronefs, véhicules motorisés et autre matériel, et location d’appareils de télécommunication et de matériel de bureau, y compris les ordinateurs.

Bien qu’elle comporte la location de locaux proprement dits, la location de services d’entreposage figure à l’article courant 4.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

6. Achat de services de réparation et d'entretien

- Travaux de réparation et d'entretien de biens durables mentionnés à l'article courant 8, Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages, exécutés à forfait, ainsi que du matériel visé par l'article courant 9, Acquisition de machines et de matériel.
- Paiements faits au ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux pour les services offerts aux locataires.
- Le coût des matériaux, des fournitures et les autres frais pour les travaux exécutés directement par un ministère sont inscrits sous d'autres rubriques, selon la nature de l'achat.

7. Services publics, fournitures et approvisionnements

- Dépenses relatives aux services d'un genre normalement assuré par une municipalité ou un service public, comme l'approvisionnement en eau, l'électricité, le gaz, etc. Y figurent donc les taxes d'eau, les frais d'éclairage, d'énergie et de gaz, et le paiement de ces services, qu'ils soient obtenus de la municipalité ou d'ailleurs.
- Achat des fournitures et approvisionnements requis pour assurer le fonctionnement et le maintien réguliers des services de l'État. Sont inclus :
 - essence et huile achetées en grandes quantités, combustible ou carburant pour navires, avions, transport et chauffage;
 - aliments pour bétail;
 - aliments et autres fournitures pour navires et établissements;
 - bestiaux achetés pour consommation ou revente;
 - graines de semence;
 - livres et autres publications achetés pour diffusion à l'extérieur;
 - uniformes et fournitiment;
 - photographies, cartes terrestres et marines achetées à des fins d'administration et de fonctionnement;
 - fournitures scientifiques et de laboratoire, y compris échantillons pour essais;
 - fournitures pour dessin, tirage de bleus et travaux d'art; fournitures pour les levés topographiques, études;
 - produits chimiques;
 - approvisionnements hospitaliers, chirurgicaux et médicaux;
 - œuvres d'art pour expositions et documents historiques pour galeries, musées et archives;
 - fournitures du service de nettoyage;
 - bois et charbon;
 - fournitures électriques;
 - pièces de réparation autres que les pièces accompagnant normalement le matériel au moment de l'achat d'aéronefs, de navires, de véhicules routiers, de matériel de communication et autre équipement, et autres fournitures et approvisionnements.

8. Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages

- Toutes les dépenses relatives à l'acquisition de bâtiments, chemins, ouvrages d'irrigation, canaux, aéroports, quais, ponts et toute autre immobilisation de ce genre.
- Améliorations comportant des rajouts ou des modifications de structure, ainsi que le coût d'installation du matériel fixe qui fait partie intégrante de l'ouvrage ou de la structure, comme les ascenseurs, les appareils de chauffage et d'aération.
- Tous les travaux de reconstruction de ces types de biens matériels comme les projets réalisés en vertu d'un contrat ou d'un accord.
- Achat de terrains.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

Les dépenses liées à des contrats pour de nouvelles constructions pour les employés occasionnels embauchés ou pour les employés permanents qui travaillent à plein temps ou à temps partiel à des projets précis, les frais de déplacement, les services professionnels, la location de matériel, l'entretien de matériel et les matériaux achetés spécialement pour servir à ces travaux sont imputés aux articles courants pertinents (articles courants 1 à 9).

9. Acquisition de machines et de matériel

- Dépenses relatives à l'acquisition de toutes les machines, de tout le matériel, des fournitures et du mobilier de bureau, du matériel informatique et électronique ou de tout autre accessoire de bureau.
- Matériel et accessoires à microfilmier, matériel de communication entre bureaux, machines à affranchir avec compteur, cylindres pour machines enregistreuses et tout autre accessoire de bureau.
- Véhicules automobiles, avions, tracteurs, matériel de voirie, matériel de télécommunications et autre appareillage du même genre; matériel scientifique et de laboratoire, navires, brise-glaces et matériel auxiliaire de la navigation, ainsi que tout autre genre de matériel lourd et léger; munitions et divers genres de matériel pour la Défense nationale, tels que navires, avions, matériel mécanique, véhicules de combat, armes, moteurs et pièces de rechange habituellement achetées avec ce matériel au moment de l'achat.

10. Paiements de transfert

- Subventions, contributions et tous les autres paiements de transfert versés par l'État, tels que :
- Paiements importants relatifs au bien-être versés à des particuliers, comme les prestations de la Sécurité de la vieillesse et les allocations de ce genre, les allocations et les pensions des anciens combattants.
- Paiements aux provinces et aux territoires en vertu de la *Loi constitutionnelle*, de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* et du Transfert canadien en matière de santé et de programmes sociaux et pour les langues officielles.
- Paiements aux Indiens et aux Inuits, afin de soutenir les initiatives d'autonomie gouvernementale et les programmes dans le domaine social, de la santé, de l'éducation et du développement communautaire, et ce, en conformité avec les revendications des Autochtones.
- Paiements aux gouvernements territoriaux en vertu des ententes de financement conclues par le ministre des Finances et les ministres des Finances des territoires.
- Capitaux consentis à l'industrie; subventions aux fins de recherches et autres mesures d'aide relatives aux recherches effectuées par des organismes non gouvernementaux; bourses d'études.
- Subventions de soutien consenties à des organismes nationaux et internationaux sans but lucratif.
- Contributions à des organismes internationaux et droits d'affiliation à ces organismes, comme la contribution au programme d'aide alimentaire internationale et la cotisation du Canada aux Nations Unies.

La plupart des paiements compris dans cette catégorie d'article courant sont détaillés dans le budget des dépenses sous les rubriques « Subventions » ou « Contributions ». Les premières ne sont pas soumises à la vérification et sont, par conséquent, soumises à l'approbation du Parlement en ce qui concerne le montant, le bénéficiaire et même leur objet, par l'entremise de l'approbation du projet de loi de crédits qui précise les « Subventions inscrites au Budget des dépenses »; les secondes sont soumises à la vérification et ne donc sont pas aussi limitées. Les subventions et leur valeur totale ont un caractère législatif et une description particulière qui régissent leur utilisation.

11. Service de la dette publique

- Intérêts de la dette non échue du Canada (y compris les bons du Trésor) et autres passifs comme le fonds de fiducie et autres fonds spéciaux.
- Frais d'émission de nouveaux emprunts, amortissement de l'escompte à l'émission d'obligations, primes et commissions afférentes aux obligations.
- Frais administratifs et afférents à la dette publique.

Introduction au budget supplémentaire des dépenses

12. Autres subventions et paiements

- Paiements à des sociétés d'État, y compris les versements destinés à combler les déficits de fonctionnement et les autres paiements de transfert versés aux sociétés d'État.
- Versements à certains comptes non budgétaires (comme les contributions de l'État au compte de stabilisation des prix des produits agricoles ou les prestations relatives à la *Loi sur les terres destinées aux anciens combattants*), ainsi que l'amortissement de plusieurs types de pertes, le rajustement annuel des réserves pour les créances et certains autres postes « Divers ».

Sous le titre « Divers » figurent certaines dépenses comme les licences, les permis et droits de bassin, de touage, de mise à quai et d'amarrage, le cautionnement d'employés de l'État, la perte d'effets personnels et les dépenses relatives à de petits articles et à divers services. Sont compris également des fonds pour de nombreux articles de dépense et services qui ne peuvent être mentionnés sous les diverses rubriques du présent sommaire.

TABLEAUX SOMMAIRES

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009
Annexes proposées au projet de loi de crédits
Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses
Sommaire des modifications apportées aux crédits votés
Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense
Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor
Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses
Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL					
Ministère	2 339 642 177	88 200 000	13 683 802	2 353 325 979	88 200 000
Agence canadienne de développement international.....	3 286 721 122	8 004 002	927 167	3 287 648 289	8 004 002
Centre de recherches pour le développement international.....	164 695 000	.....	5 734	164 700 734	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN					
Ministère	7 149 128 973	74 503 000	7 411 708	7 156 540 681	74 503 000
Greffe du Tribunal des revendications particulières.....	.....	.....	.....	.....	.....
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC.....	291 975 629	.....	530 278	292 505 907	.....
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE					
Ministère	342 444 204	.....	1 262 870	343 707 074	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA	4 442 224 784	.....	73 303 065	4 515 527 849	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE					
Ministère	2 983 461 794	.....	8 309 535	2 991 771 329	.....
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	649 127 871	.....	12 842 261	661 970 132	.....
ANCIENS COMBATTANTS	3 438 849 100	.....	751 716	3 439 600 816	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION					
Ministère	1 368 422 009	1	5 012 430	1 373 434 439	1
CONSEIL DU TRÉSOR					
Secrétariat	3 612 343 724	.....	(371 686 646)	3 240 657 078	.....
CONSEIL PRIVÉ					
Ministère	140 405 284	.....	694 250	141 099 534	.....
Directeur général des élections	113 097 441	.....	187 686	113 285 127	.....
DÉFENSE NATIONALE					
Ministère	19 475 820 005	.....	37 945 163	19 513 765 168	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN.....	288 492 631	.....	257 856	288 750 487	.....
ENVIRONNEMENT					
Ministère	1 098 877 710	.....	1 314 486	1 100 192 196	.....
Agence Parcs Canada.....	678 591 454	.....	5 007 628	683 599 082	.....
FINANCES					
Ministère	79 697 412 772	3 075 002	1 001 102	79 698 413 874	3 075 002
INDUSTRIE					
Ministère	1 265 322 194	800 000	8 199 728	1 273 521 922	800 000
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	968 017 607	.....	547 283	968 564 890	.....
Conseil de recherches en sciences humaines.....	649 151 658	.....	359 565	649 511 223	.....
JUSTICE					
Ministère	747 439 996	.....	8 451 434	755 891 430	.....
Commissaire à la magistrature fédérale.....	408 622 850	.....	115 721	408 738 571	.....
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	64 781 749	.....	545 671	65 327 420	.....
Bureau du directeur des poursuites pénales.....	159 771 907	.....	1 100 808	160 872 715	.....
PARLEMENT					
Bibliothèque du Parlement.....	41 031 819	.....	.....	41 031 819	.....
PATRIMOINE CANADIEN					
Ministère	1 448 162 101	.....	3 465 413	1 451 627 514	.....
Société Radio-Canada.....	1 117 424 001	.....	40 039 293	1 157 463 294	.....
Musée canadien des civilisations.....	67 122 093	.....	127 757	67 249 850	.....
Société du Centre national des Arts	50 445 642	.....	1 327 085	51 772 727	.....
Office national du film.....	66 110 943	.....	166 135	66 277 078	.....
Musée national des sciences et de la technologie	33 758 000	.....	237 659	33 995 659	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	35 065 295	.....	67 637	35 132 932	.....
PÊCHES ET OCÉANS.....	1 793 500 462	.....	19 743 343	1 813 243 805	.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour*	
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires			
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Dépenses budgétaires
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
6 369 024	43 329 303	.....	.....	.....	.....	49 698 327	2 403 024 306
(5 185 524)	171 329 208	.....	.....	.....	.....	166 143 684	3 453 791 973
4 070 000	1	.....	.....	.....	.....	4 070 001	168 770 735
45 965	3	.....	2 000 000	.....	.....	2 045 968	7 156 586 649
.....	1 397 363	.....	.....	.....	.....	1 397 363	1 397 363
.....	2 940 100	.....	.....	.....	.....	2 940 100	295 446 007
.....	1	.....	.....	.....	.....	1	343 707 075
200 833	1	(6 000 000)	.....	.....	.....	(5 799 166)	4 509 728 683
(3 610 000)	126 895 927	2 000 000	.....	.....	.....	125 285 927	3 117 057 256
1 360 000	1	.....	.....	.....	.....	1 360 001	663 330 133
.....	1	.....	.....	.....	.....	1	3 439 600 817
(4 327 420)	22 302 791	.....	.....	.....	.....	17 975 371	1 391 409 810
201 451	707 414 644	.....	.....	.....	.....	707 616 095	3 948 273 173
(10 000)	13 297 234	.....	.....	.....	.....	13 287 234	154 386 768
.....	.....	247 802 979	.....	.....	.....	247 802 979	361 088 106
2 738 305	3	.....	.....	.....	.....	2 738 308	19 516 503 476
.....	186 751	.....	.....	.....	.....	186 751	288 937 238
(144 000)	.....	.....	.....	.....	.....	(144 000)	1 100 048 196
5 144 000	585 297	.....	.....	.....	.....	5 729 297	689 328 379
.....	53 000 000	.....	.....	.....	.....	53 000 000	79 751 413 874
(20 000)	2	9 185 000	.....	.....	.....	9 165 002	1 282 686 924
424 035	61 121 550	.....	.....	.....	.....	61 545 585	1 030 110 475
(57 500)	30 193 889	.....	.....	.....	.....	30 136 389	679 647 612
(921 210)	1 141 386	.....	.....	.....	.....	220 176	756 111 606
.....	446 139	.....	.....	.....	.....	446 139	409 184 710
.....	1 993 132	.....	.....	.....	.....	1 993 132	67 320 552
(78 790)	5 133 780	.....	.....	.....	.....	5 054 990	165 927 705
.....	600 000	.....	.....	.....	.....	600 000	41 631 819
(1 663 825)	1	.....	.....	.....	.....	(1 663 824)	1 449 963 690
.....	1	.....	.....	.....	.....	1	1 157 463 295
250 000	1 779 621	.....	.....	.....	.....	2 029 621	69 279 471
750 000	1	.....	.....	.....	.....	750 001	52 522 728
750 000	1	.....	.....	.....	.....	750 001	67 027 079
.....	1 475 000	.....	.....	.....	.....	1 475 000	35 470 659
332 462	1	.....	.....	.....	.....	332 463	35 465 395
319 695	2	.....	.....	.....	.....	319 697	1 813 563 502

* Voir la note au bas de la page 35.

Sommaire du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Autorisations précédentes		Affectations permanentes des crédits centraux du CT	Total des autorisations à ce jour	
	Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires		Dépenses budgétaires	Dépenses non budgétaires
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES					
Ministère	39 924 428 094	906 297 000	7 911 394	39 932 339 488	906 297 000
Conseil canadien des relations industrielles	13 044 650	.....	217 710	13 262 360	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	2 305 049 000	(210 200 000)	.....	2 305 049 000	(210 200 000)
RESSOURCES NATURELLES					
Ministère	2 411 435 133	.....	7 401 749	2 418 836 882	.....
Énergie atomique du Canada limitée	452 273 000	.....	.....	452 273 000	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	110 085 143	.....	485 140	110 570 283	.....
SANTÉ					
Ministère	3 308 032 339	.....	1 976 828	3 310 009 167	.....
Instituts de recherche en santé du Canada	932 897 987	.....	996 956	933 894 943	.....
Agence de la santé publique du Canada	619 662 959	.....	2 667 447	622 330 406	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE					
Ministère	414 939 448	.....	365 453	415 304 901	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	1 733 587 092	.....	11 457 854	1 745 044 946	.....
Service canadien du renseignement de sécurité.....	470 043 154	.....	909 827	470 952 981	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	2 977 672 761	.....	1 577 262	2 979 250 023	.....
TRANSPORTS					
Ministère	1 435 315 722	.....	7 594 557	1 442 910 279	.....
Marine Atlantique S.C.C.	110 476 000	.....	.....	110 476 000	.....
Société du Vieux-Port de Montréal inc.....	19 900 000	.....	.....	19 900 000	.....
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	87 808 000	.....	.....	87 808 000	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES					
GOVERNEMENTAUX.....	2 605 019 304	.....	13 275 649	2 618 294 953	.....
Tous les autres ministères et organismes non visés par le présent Budget des dépenses.....	10 761 854 243	.....	59 905 551	10 821 759 794	.....
Comptes à fins déterminées consolidés	16 238 575 000	.....	.....	16 238 575 000	.....
Total des Budgets des dépenses.....	227 409 561 030	870 679 005	.....	227 409 561 030	870 679 005

Sommaire des budgets des dépenses à ce jour pour 2008-2009

Budgets des dépenses précédents :

Budget principal des dépenses
Budget supplémentaire des dépenses (A).....
Budget supplémentaire des dépenses (B).....

Présent Budget supplémentaire des dépenses

Total des Budgets des dépenses à ce jour.....

	Présent budget supplémentaire des dépenses					Total – Budgets des dépenses à ce jour*	
	Transferts	Dépenses budgétaires		Dépenses non budgétaires			
		Crédits à voter	Autorisations législatives	Crédits à voter	Autorisations législatives		
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
	1 319 967	1	(229 871 000)	.....	(18 550 000)	(247 101 032)	39 703 788 456
	220 000	1	.....	.....	.....	220 001	13 482 361
	.....	1	.....	.....	.....	1	2 305 049 001
							(210 200 000)
	.....	1	2 140 554 952	.....	.....	2 140 554 953	4 559 391 835
		100 000 000	.....	.....	.....	100 000 000	552 273 000
		3 788 959	.....	.....	.....	3 788 959	114 359 242
	392 544	79 112 233	.....	.....	.....	79 504 777	3 389 513 944
	127 059	38 147 117	.....	.....	.....	38 274 176	972 169 119
	1 001 397	1	.....	.....	.....	1 001 398	623 331 804
	(115 000)	.....	.....	.....	.....	(115 000)	415 189 901
	(1 184 580)	.....	.....	.....	.....	(1 184 580)	1 743 860 366
	80 000	1	.....	.....	.....	80 001	471 032 982
	(937 451)	5 726 362	.....	.....	.....	4 788 911	2 984 038 934
	(14 672 800)	2	.....	.....	.....	(14 672 798)	1 428 237 481
	7 000 000	1	.....	.....	.....	7 000 001	117 476 001
	.....	1 250 000	.....	.....	.....	1 250 000	21 150 000
		589 734	.....	.....	.....	589 734	88 397 734
	(168 637)	.....	.....	.....	.....	(168 637)	2 618 126 316
	.....	.....	315 000 000	.....	.....	.....	10 821 759 794
						315 000 000	16 553 575 000
	.....	1 475 177 549	2 478 671 931	2 000 000	(18 550 000)	3 937 299 480	231 363 410 510
							854 129 005

* Les sommes négatives sont mentionnées à titre d'information seulement et ne seront pas incluses dans les annexes proposées au projet de loi de crédits.

Dépenses budgétaires			Dépenses non budgétaires			Total
Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	Crédits à voter	Autorisations législatives	Total	
\$	\$	\$	\$	\$	\$	
*79 429 825 398	141 595 413 006	221 025 238 404	61 303 002	795 376 001	856 679 003	221 881 917 407
3 614 036 749	443 498 422	4 057 535 171	2	.....	2	4 057 535 173
2 772 185 255	(445 397 800)	2 326 787 455	14 000 000	.....	14 000 000	2 340 787 455
85 816 047 402	141 593 513 628	227 409 561 030	75 303 004	795 376 001	870 679 005	228 280 240 035
1 475 177 549	2 478 671 931	3 953 849 480	2 000 000	(18 550 000)	(16 550 000)	3 937 299 480
87 291 224 951	144 072 185 559	231 363 410 510	77 303 004	776 826 001	854 129 005	232 217 539 515

* Comprend des montants de 134,9 millions de dollars pour l'Agence de revenu du Canada, de 55,1 millions de dollars pour l'Agence Parcs Canada et de 230,3 millions de dollars pour l'Agence des services frontaliers du Canada provenant de crédits permanents de 2007-2008.

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
1c	<p style="text-align: center;">AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL</p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE</p> <p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 100 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 175 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 935 524 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 3 231 500 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 115 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de</p>	18 359 892	
5c	<p>Affaires étrangères et Commerce international – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 899 190 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 2 397 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de</p>	12 081 410	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL (<i>suite et fin</i>)		
	MINISTÈRE (<i>suite et fin</i>)		
10c	Affaires étrangères et Commerce international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou des biens, de l'équipement et des services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme pour la paix et la sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, et du Programme Glyn Berry des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2007 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 975 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
13c	Affaires étrangères et Commerce international – Passeport Canada – Dépenses de fonctionnement	12 888 000	43 329 303
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
25c	Agence canadienne de développement international – Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 018 492 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	171 329 208	
	CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL		
35c	Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 70 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN		
	MINISTÈRE		
10c	Affaires indiennes et du Nord canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 842 027 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien), de 4 985 000 \$ du crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 450 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
15c	Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
25c	Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 900 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
L30c	Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	2 000 000	2 000 003
	GREFFE DU TRIBUNAL DES REVENDICATIONS PARTICULIÈRES		
62c	Greffe du Tribunal des revendications particulières – Dépenses du Programme.....		1 397 363
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1c	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	40 000	
5c	Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	2 900 100	2 940 100

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE MINISTÈRE		
1c	Agence de promotion économique du Canada atlantique – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 456 680 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE MINISTÈRE		
1c	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	4 248 642	
5c	Agriculture et Agroalimentaire – Dépenses en capital	1 435 000	
10c	Agriculture et Agroalimentaire – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	121 212 285	
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		126 895 927
30c	Agence canadienne d'inspection des aliments – Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 010 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 350 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	ANCIENS COMBATTANTS		
10c	Anciens combattants – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 000 \$ du crédit 1 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION		
	MINISTÈRE		
1c	Citoyenneté et Immigration – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 500 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration), de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Justice), de 243 580 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) et de 57 500 \$ du crédit 85 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	22 302 790	
5c	Citoyenneté et Immigration – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1	22 302 791
	CONSEIL DU TRÉSOR		
	SECRÉTARIAT		
1c	Secrétariat du Conseil du Trésor – Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 201 451 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
15c	Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	707 414 643	707 414 644

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
1c	<p style="text-align: center;">CONSEIL PRIVÉ</p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE</p> <p>Conseil privé – Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an</p>		13 297 234
1c	<p style="text-align: center;">DÉFENSE NATIONALE</p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE</p> <p>Défense nationale – Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 688 336 560 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 218 030 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 941 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 680 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile), de 482 000 \$ du crédit 1 (Transports) et de 310 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>.....</p>		1
5c	Défense nationale – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 82 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 865 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 66 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	DÉFENSE NATIONALE (<i>suite et fin</i>)		
	MINISTÈRE (<i>suite et fin</i>)		
10c	Défense nationale – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense – Pour autoriser le virement au présent crédit de 317 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	3
	DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1c	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	26 751	
5c	Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	160 000	186 751
	FINANCES		
	MINISTÈRE		
5c	Finances – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions.....	53 000 000	

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	INDUSTRIE		
	MINISTÈRE		
1c	Industrie – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 783 565 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	
5c	Industrie – Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 040 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> ...	1	2
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES NATURELLES ET EN GÉNIE		
70c	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Dépenses de fonctionnement	453 800	
75c	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 404 035 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 20 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	60 667 750	61 121 550
	CONSEIL DE RECHERCHES EN SCIENCES HUMAINES		
80c	Conseil de recherches en sciences humaines – Dépenses de fonctionnement	921 639	
85c	Conseil de recherches en sciences humaines – Subventions inscrites au Budget des dépenses.....	29 272 250	30 193 889

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	JUSTICE MINISTÈRE		
1c	Justice – Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 148 667 \$ du crédit 35 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	141 386	
5c	Justice – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 000 000	1 141 386
	COMMISSAIRE À LA MAGISTRATURE FÉDÉRALE		
20c	Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire		446 139
	SERVICE ADMINISTRATIF DES TRIBUNAUX JUDICIAIRES		
30c	Service administratif des tribunaux judiciaires – Dépenses du Programme		1 993 132
	BUREAU DU DIRECTEUR DES POURSUITES PÉNALES		
35c	Bureau du directeur des poursuites pénales – Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 69 877 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 133 780

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PARLEMENT		
	BIBLIOTHÈQUE DU PARLEMENT		
15c	Bibliothèque du Parlement – Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement .....	.....	600 000
	PATRIMOINE CANADIEN		
	MINISTÈRE		
5c	Patrimoine canadien – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 310 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 168 637 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> .....	.....	1
	SOCIÉTÉ RADIO-CANADA		
25c	Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 658 000 \$ du crédit 15 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> .....	.....	1
	MUSÉE CANADIEN DES CIVILISATIONS		
30c	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de .....	.....	1 779 621
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
50c	Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> .....	.....	1
	OFFICE NATIONAL DU FILM		
60c	Office national du film – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> .....	.....	1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	PATRIMOINE CANADIEN (<i>suite et fin</i>)		
	MUSÉE NATIONAL DES SCIENCES ET DE LA TECHNOLOGIE		
75c	Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital .....	.....	1 475 000
	CONDITION FÉMININE – BUREAU DE LA COORDONNATRICE		
100c	Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 332 462 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> .....	.....	1
	PÊCHES ET OCÉANS		
1c	Pêches et Océans – Dépenses de fonctionnement et :		
	a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;		
	b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;		
	c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;		
	d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 683 154 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 175 695 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 144 000 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		
10c	Pêches et Océans – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 360 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1 1	2

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
1c	<p style="text-align: center;">RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES</p> <p style="text-align: center;">MINISTÈRE</p> <p>Ressources humaines et Développement des compétences – Dépenses de fonctionnement et :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi; b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public, des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail et des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice; c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i>, rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 586 562 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 1 740 800 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> 		1
10c	<p style="text-align: center;">CONSEIL CANADIEN DES RELATIONS INDUSTRIELLES</p> <p>Conseil canadien des relations industrielles – Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i></p>		1
16c	<p style="text-align: center;">SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT</p> <p>Porter de 450 000 000 000 \$ à 600 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i></p>		1

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	RESSOURCES NATURELLES		
	MINISTÈRE		
5c	Ressources naturelles – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		1
	ÉNERGIE ATOMIQUE DU CANADA LIMITÉE		
10c	Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		100 000 000
	COMMISSION CANADIENNE DE SÛRETÉ NUCLÉAIRE		
15c	Commission canadienne de sûreté nucléaire – Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions		3 788 959
	SANTÉ		
	MINISTÈRE		
1c	Santé – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 000 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 2 600 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		
10c	Santé – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 000 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 322 941 \$ du crédit 25 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	71 553 599 7 558 634	
			79 112 233

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	SANTÉ (<i>suite et fin</i>)		
	INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA		
20c	Instituts de recherche en santé du Canada – Dépenses de fonctionnement.....	4 068 117	
25c	Instituts de recherche en santé du Canada – Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 45 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	34 079 000	
			38 147 117
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
40c	Agence de la santé publique du Canada – Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 386 397 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE		
	SERVICE CANADIEN DU RENSEIGNEMENT DE SÉCURITÉ		
20c	Service canadien du renseignement de sécurité – Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	GENDARMERIE ROYALE DU CANADA		
50c	Gendarmerie royale du Canada – Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 824 560 \$ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile) et de 10 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de		5 726 362

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
	TRANSPORTS MINISTÈRE		
1c	Transports – Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 929 000 \$ du crédit 5 (Transports) et de 25 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		
10c	Transports – Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 459 200 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1	1
	MARINE ATLANTIQUE S.C.C.		2
35c	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	SOCIÉTÉ DU VIEUX-PORT DE MONTRÉAL INC.		
60c	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement		1 250 000

Annexe 1 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
65c	TRANSPORTS (<i>suite et fin</i>) LES PONTS JACQUES-CARTIER ET CHAMPLAIN INCORPORÉE Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal.....	589 734	1 476 592 251

Annexe 2 proposée au projet de loi de crédits

(Crédits pour l'exercice se terminant le 31 mars 2009, peuvent être imputés à l'exercice suivant se terminant le 31 mars)

N° du crédit	Service	Montant (\$)	Total (\$)
1c	AGENCE DU REVENU DU CANADA Agence du revenu du Canada – Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada et de la Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 833 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>		1
	ENVIRONNEMENT		
25c	AGENCE PARCS CANADA Agence Parcs Canada – Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) et de 144 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	585 297	
			585 298

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
AGENCE DU REVENU DU CANADA	
Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	(6 000 000)
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE	
Ministère	
Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association	2 000 000
CONSEIL PRIVÉ	
Directeur général des élections	
Dépenses d'élections	247 802 979
INDUSTRIE	
Ministère	
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	9 985 000
Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	(800 000)
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES	
Ministère	
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)	(368 000 000)
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)	63 000 000
Prestation universelle pour la garde d'enfants	38 000 000
Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	32 000 000
Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	(21 000 000)
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(18 398 000)
Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	18 414 000

Postes législatifs du présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère ou organisme	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES (<i>suite et fin</i>)	
Ministère (<i>suite et fin</i>)	
Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu	16 000 000
Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	8 654 000
Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	752 000
Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	7 000
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	100 000
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles	600 000
Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire)	(18 550 000)
RESSOURCES NATURELLES	
Ministère	
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracotières	1 569 466 545
Paiements au compte des recettes extracotières de la Nouvelle-Écosse	148 031 819
Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve	399 041 000
Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy	5 000 000
Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	19 015 588
<i>Montant total des postes législatifs budgétaires et non budgétaires du présent budget supplémentaire des dépenses</i>	2 145 121 931
COMPTES À FINS DÉTERMINÉES CONSOLIDÉS	
Total	315 000 000
	2 460 121 931

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL				
Ministère.....	1c	51 158	32 798	18 360
	5c	27 313	15 232	12 081
	10c	11 875	11 875	.....
	13c	12 888	.....	12 888
Agence canadienne de développement international.....	20c	.....	.....	.....
	25c	228 236	56 907	171 329
Centre de recherches pour le développement international.....	35c	6 872	6 872	.....
AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN				
Ministère.....	1c	13 144	13 144	.....
	5c	.....	.....	.....
	10c	92 156	92 156	.....
	15c	10 000	10 000	.....
	25c	900	900	.....
	L30c	2 000	.....	2 000
Greffe du Tribunal des revendications particulières.....	62c	1 397	.....	1 397
AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC				
.....	1c	40	.....	40
	5c	3 100	200	2 900
AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE				
Ministère.....	1c	5	5	.....
	5c	2 317	2 317	.....
AGENCE DU REVENU DU CANADA				
.....	1c	.....	.....	.....
AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE				
Ministère.....	1c	16 250	12 002	4 248
	5c	1 435	.....	1 435
	10c	336 548	215 336	121 212
Agence canadienne d'inspection des aliments.....	30c	.....	.....	.....
ANCIENS COMBATTANTS				
.....	1c	154	154	.....
	10c	35 415	35 415	.....
CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION				
Ministère.....	1c	23 462	1 160	22 302
	5c	10 029	10 029	.....
CONSEIL DU TRÉSOR				
Secrétariat.....	1c	.....	.....	.....
	15c	707 415	.....	707 415
CONSEIL PRIVÉ				
Ministère.....	1c	13 594	297	13 297
DÉFENSE NATIONALE				
Ministère.....	1c	459	459	.....
	5c	.....	.....	.....
	10c	317	317	.....
DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN				
.....	1c	40	13	27
	5c	160	.....	160

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
ENVIRONNEMENT				
Ministère.....	1c	.....	.....	.....
Agence Parcs Canada.....	25c	3 713	3 128	585
FINANCES				
Ministère.....	1c	150	150	.....
	5c	100 000	47 000	53 000
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.....	25c	2 026	2 026	.....
INDUSTRIE				
Ministère.....	1c	1 115	1 115	.....
	5c	2 040	2 040	.....
	10c	92	92	.....
Conseil national de recherches du Canada.....	60c	215	215	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70c	454	.....	454
	75c	68 182	7 514	60 668
Conseil de recherches en sciences humaines	80c	925	3	922
	85c	30 949	1 677	29 272
JUSTICE				
Ministère.....	1c	277	136	141
	5c	1 000	.....	1 000
Commissaire à la magistrature fédérale	20c	446	.....	446
Service administratif des tribunaux judiciaires.....	30c	1 993	.....	1 993
Bureau du directeur des poursuites pénales	35c	5 134	.....	5 134
PARLEMENT				
Bibliothèque du Parlement.....	15c	600	.....	600
PATRIMOINE CANADIEN				
Ministère.....	1c	2 899	2 899	.....
	5c	7 700	7 700	.....
Société Radio-Canada	15c	.....	.....	.....
	25c	.....	.....	.....
Musée canadien des civilisations.....	30c	2 180	400	1 780
Société du Centre national des Arts.....	50c	.....	.....	.....
Office national du film.....	60c	.....	.....	.....
Musée national des sciences et de la technologie	75c	1 475	.....	1 475
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	100c	.....	.....	.....
PÊCHES ET OCÉANS	1c	5 888	5 888	.....
	10c	200	200	.....
RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES				
Ministère.....	1c	16 911	16 911	.....
	5c	.....	.....	.....
Conseil canadien des relations industrielles.....	10c	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement.....	16c	.....	.....	.....
RESSOURCES NATURELLES				
Ministère.....	1c	735	735	.....
	5c	14 025	14 025	.....
Énergie atomique du Canada limitée.....	10c	100 000	.....	100 000
Commission canadienne de sûreté nucléaire.....	15c	3 792	3	3 789

Sommaire des modifications apportées aux crédits votés

Ministère ou organisme (en milliers de dollars)	Numéro du crédit	Montant brut	Moins : Autorisations de dépenser disponibles	Montant net
SANTÉ				
Ministère.....	1c	78 369	6 815	71 554
	5c	.....	.....	.....
	10c	27 721	20 162	7 559
Instituts de recherche en santé du Canada.....	20c	4 080	12	4 068
	25c	35 479	1 400	34 079
Agence de la santé publique du Canada.....	40c	330	330	.....
	45c	.....	.....	.....
SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE				
Ministère.....	1c	343	343	.....
Agence des services frontaliers du Canada.....	10c	10 655	10 655	.....
	15c	14 795	14 795	.....
Service canadien du renseignement de sécurité	20c	1 347	1 347	.....
Service correctionnel.....	30c	585	585	.....
Gendarmerie royale du Canada.....	50c	29 001	23 276	5 725
	55c	2 175	2 175	.....
TRANSPORTS				
Ministère.....	1c	4 510	4 510	.....
	5c	.....	.....	.....
	10c	19 162	19 162	.....
Marine Atlantique S.C.C.....	35c	.....	.....	.....
Commission de la capitale nationale	40c	1 415	1 415	.....
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	60c	1 250	.....	1 250
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	65c	590	.....	590
VIA Rail Canada Inc.....	75c	7 505	7 505	.....
TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX	1c	7 444	7 444	.....
	5c	23 766	23 766	.....
Total		2 254 317	777 142	1 477 175

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Affaires étrangères et Commerce international					
Ministère	30 806	6 393	1 422	18 811	7 104
Agence canadienne de développement international	.....	.....	.....	(10 360)	.....
Centre de recherches pour le développement international	.....	.....	.....	.....	.....
Affaires indiennes et du Nord canadien					
Ministère	2 047	(4 327)	(576)	(26 228)	(1 106)
Greffe du Tribunal des revendications particulières	287	216	93	433	322
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	30	.....	.....	10	.....
Agence de promotion économique du Canada atlantique					
Ministère	.....	5	.....	.....	.....
Agence du revenu du Canada	46	.....	.....	.....	.....
Agriculture et Agroalimentaire					
Ministère	1 415	1 512	315	5 369	284
Agence canadienne d'inspection des aliments	.....	374	.....	566	.....
Anciens combattants	130	.....	24	(5 000)	.....
Citoyenneté et Immigration					
Ministère	4 752	(199)	2 700	19 946	(1 872)
Conseil du Trésor					
Secrétariat	707 601	.....	.....	15	.....
Conseil privé					
Ministère	1 299	234	1 333	8 313	1 218
Directeur général des élections	101 725	26 152	19 995	21 753	13 778
Défense nationale					
Ministère	150	93	.....	2 954	.....
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	.....	25	.....	15	.....
Environnement					
Ministère	.....	(30)	(5)	(61)	(16)
Agence Parcs Canada	.....	.....	.....	4 757	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
2 853	3 929	25 374	236	12 675	.....	.....	59 905	49 698
.....	.....	.....	.....	233 411	.....	.....	56 907	166 144
.....	.....	.....	.....	.....	.....	10 942	6 872	4 070
(1 153) 15	(1 355) 31	.....	(4 985)	143 929	.....	10 000	116 200	46 1 397
.....	.....	.....	.....	3 100	.....	.....	200	2 940
.....	.....	.....	.....	1 860	.....	457	2 322	.....
.....	.....	.....	155	.....	.....	(6 000)	.....	(5 799)
1 105 40	2 011 380	471	964	338 548	.....	630	227 338	125 286 1 360
.....	(15 000)	.....	.....	55 415	.....	.....	35 569	.....
(1 329)	(402)	.....	39	5 529	.....	.....	11 189	17 975
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	707 616
625 646	452 751	.... 248	.... 4 823	110 57 910	.....	.... 22	297	13 287 247 803
.....	.....	.....	.....	317	.....	.....	776	2 738
.....	.....	.....	.....	160	.....	.....	13	187
(7)	(22) 100	.... 4 000	.... .....	..... .....	..... .....	(3) ....	.... 3 128	(144) 5 729

* Voir la note au bas de la page 63.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transports et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Finances					
Ministère	97	5	.....	30	.....
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	870	.....	.....	156	.....
Industrie					
Ministère	70	100	25	345	.....
Conseil national de recherches du Canada	.....	.....	.....	.....	.....
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	140	109	28	143	11
Conseil de recherches en sciences humaines	106	225	80	411	24
Justice					
Ministère	142	(168)	(49)	(339)	(17)
Commissaire à la magistrature fédérale	164	40	60	168	4
Service administratif des tribunaux judiciaires	1 423	160	410	.....	.....
Bureau du directeur des poursuites pénales	2 250	300	53	1 852	100
Parlement					
Bibliothèque du Parlement	360	.....	110	130	.....
Patrimoine canadien					
Ministère	2 261	(771)	(552)	(1 931)	(104)
Musée canadien des civilisations	.....	.....	.....	.....	.....
Société du Centre national des Arts	.....	.....	.....	.....	.....
Office national du film	.....	53	102	589	.....
Musée national des sciences et de la technologie	.....	.....	.....	.....	.....
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	.....	.....	.....	.....	.....
Pêches et Océans	420	583	538	1 059	538
Ressources humaines et Développement des compétences					
Ministère	9 466	1 583	382	3 415	93
Conseil canadien des relations industrielles	.....	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	.....	.....	.....	.....	.....
Ressources naturelles					
Ministère	209	.....	.....	526	.....
Énergie atomique du Canada limitée	.....	.....	.....	.....	.....
Commission canadienne de sûreté nucléaire	.....	.....	.....	.....	.....
Santé					
Ministère	11 724	11 467	411	22 135	247
Instituts de recherche en santé du Canada	1 880	887	166	921	30
Agence de la santé publique du Canada	.....	39	6	275	.....

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
.....	18	.....	.....	100 000	.....	.....	47 150	53 000
1 000	.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 026	.....
.....	25	.....	2 590	9 257	.....	.....	3 247	9 165
.....	215	.....	.....	.....	.....	.....	215	.....
12	11	.....	.....	68 606	.....	.....	7 514	61 546
48	31	.....	.....	30 891	.....	.....	1 680	30 136
(30)	(49)	(28)	(91)	1 000	.....	(15)	136	220
.....	10	.....	.....	.....	.....	.....	.....	446
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 993
100	400	.....	.....	.....	.....	.....	.....	5 055
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	600
(135)	(191)	(408)	.....	11 428	.....	(662)	10 599	(1 664)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	2 430	400	2 030
.....	.....	.....	.....	.....	.....	750	.....	750
.....	6	.....	.....	.....	.....	.....	.....	750
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 475	.....	1 475
.....	332	.....	.....	.....	.....	.....	.....	332
538	1 172	.....	.....	1 560	.....	.....	6 088	320
446	269	....	376	(227 705)	.....	35	16 911	(228 551)
.....	120	....	100	.....	.....	.....	.....	220
.....
.....	.....	.....	.....	2 154 580	.....	.....	14 760	2 140 555
.....	.....	.....	.....	.....	.....	100 000	.....	100 000
.....	1 975	....	1 817	.....	.....	.....	3	3 789
576	35 813	....	(15 000)	39 043	.....	66	26 977	79 505
5	51	....	140	35 606	.....	.....	1 412	38 274
1 169	988	....	(696)	(450)	.....	.....	330	1 001

* Voir la note au bas de la page 63.

Dépenses budgétaires du budget supplémentaire des dépenses par article courant de dépense

Ministère ou organisme	Personnel	Transport et communications	Information	Services professionnels et spéciaux	Location
(en milliers de dollars)	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)
Sécurité publique et Protection civile					
Ministère	126	.....	.....	102	.....
Agence des services frontaliers du Canada	3 079	1 333	45	4 804	112
Service canadien du renseignement de sécurité	905	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel	.....	.....	.....	585	.....
Gendarmerie royale du Canada	15 171	2 856	32	3 610	1 159
Transports					
Ministère	1 083	300	50	(894)	50
Marine Atlantique S.C.C.	.....	.....	.....	.....	.....
Commission de la capitale nationale	.....	.....	.....	.....	.....
Société du Vieux-Port de Montréal inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	.....	.....	.....	.....	.....
VIA Rail Canada Inc.	.....	.....	.....	.....	.....
Travaux publics et Services gouvernementaux	.....	52	.....	2 039	2 538
Total pour tous les ministères et organismes	902 234	49 601	27 198	81 424	24 497
Comptes à des fins déterminées consolidés	.....	.....	.....	.....	.....
Total du Budget supplémentaire des dépenses de 2008-2009	902 234	49 601	27 198	81 424	24 497

Achat de services de réparation et d'entretien	Services publics, fournitures et approvisionnements	Acquisition de terrains, de bâtiments et d'ouvrages	Acquisition de machines et de matériel	Paiements de transfert	Service de la dette publique	Autres subventions et paiements	Moins : Fonds disponibles	Total des dépenses nettes*
(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)		
.....	.....	.....	.....	.....	.....	.....	343	(115)
574	477	6 500	7 237	.....	.....	104	25 450	(1 185)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	522	1 347	80
.....	.....	.....	.....	.....	.....	585	.....	.....
1 319	1 693	2 167	1 189	.....	.....	1 044	25 451	4 789
103	6	.....	(2 929)	11 596	.....	(366)	23 672	(14 673)
.....	.....	.....	.....	.....	.....	7 000	.....	7 000
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 415	1 415	.....
.....	.....	.....	.....	.....	.....	1 250	.....	1 250
.....	.....	.....	.....	.....	.....	590	.....	590
.....	.....	.....	.....	.....	.....	7 505	7 505	.....
1 512	309	23 766	.....	.....	.....	825	31 210	(169)
10 032	32 246	64 400	(4 035)	3 088 376	.....	140 016	777 142	3 638 847
.....	.....	.....	.....	315 000	.....	.....	.....	315 000
10 032	32 246	64 400	(4 035)	3 403 376	.....	140 016	777 142	3 953 847

* Les paiements de transfert et les revenus à valoir sur le crédit ont été rajustés afin de tenir compte des coûts administratifs consolidés du programme de l'assurance-emploi. La consolidation des coûts résulte du redressement de montants recouvrés plutôt que d'une augmentation des paiements de transfert.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 – Éventualités du gouvernement	750 000 000 \$
Budget supplémentaire des dépenses (B)	(126 850 000 \$)
Budget supplémentaire des dépenses (C)	(128 447 686 \$)
Solde	494 702 314 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits afin d'assurer au gouvernement une marge de manœuvre suffisante pour faire face à des dépenses urgentes ou imprévues lorsqu'il existe un besoin de trésorerie valable compte tenu du moment où un paiement doit être effectué ou lorsqu'une autorisation précise s'impose pour effectuer un paiement, comme dans le cas des subventions qui ne sont pas inscrites au budget des dépenses. Cette autorisation de suppléer à d'autres crédits demeure jusqu'à l'obtention de l'approbation du Parlement et dans la mesure où les dépenses s'inscrivent dans le cadre du mandat de droit de l'organisation. Les affectations temporaires sont remboursées au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale a été reçue pour une loi de crédits.

Ministère ou organisme	(dollars)
Patrimoine canadien – Commission des relations de travail dans la fonction publique	
Fonds pour remplir le mandat élargi de la Commission des relations de travail dans la fonction publique (CRTFP) en vertu de la <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> .	3 401 410
La CRTFP est un petit organisme qui reçoit un crédit de 6,8 millions de dollars. Le mandat de la CRTFP a été élargi dans le cadre de la nouvelle <i>Loi sur les relations de travail dans la fonction publique</i> et, depuis 2002-2003, la CRTFP a reçu des fonds supplémentaires qui ont été annoncés dans les budgets fédéraux successifs. Puisque le crédit actuel de la CRTFP devait être écoulé avant qu'elle ne reçoive une augmentation de l'autorisation de dépenser dans le cadre du budget supplémentaire des dépenses, une affectation du crédit 5 du Conseil du Trésor lui a permis de remplir son mandat élargi.	
(Une affectation supplémentaire de 3 401 410 \$ provenant du crédit 5 du CT a été accordée après l'impression du budget supplémentaire des dépenses (B) pour une affectation totalisant 4 851 410 \$ qui sera remboursée dès que les crédits du budget supplémentaire des dépenses (B) auront été octroyés.	
Ressources naturelles – Énergie atomique Canada limitée (EACL)	100 000 000
Fonds pour permettre l'achèvement des projets de remise à neuf du réacteur CANada Deutérium-Uranium (CANDU).	
Énergie atomique Canada limitée (EACL) est une société d'État à vocation commerciale dont le mandat consiste à gérer la vente et les services des réacteurs nucléaires commerciaux, l'entretien des laboratoires nucléaires, les activités de recherche et développement dans le secteur nucléaire, la production de radio-isotopes à des fins médicales, les déchets radioactifs et le déclassement des centrales nucléaires.	
Le retard mis à terminer les projets de remise à neuf de réacteurs nucléaires uniques en leur genre résultant de difficultés techniques imprévues a engendré un manque à gagner en 2008-2009. Puisque le crédit actuel d'EACL sera écoulé avant que le budget supplémentaire des dépenses ait reçu la sanction royale, il importe d'assurer l'accès au crédit pour éventualités du gouvernement avant la prochaine période des crédits afin de permettre à EACP de s'acquitter de toutes ses obligations juridiques et contractuelles.	

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 5 – Éventualités du gouvernement

Ministère ou organisme	(dollars)
Santé – Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés Le financement pour poursuivre le mandat du Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés (CEPMB).	381 276
Les pressions sur la charge de travail du CEPMB ont augmenté considérablement depuis 2005 et le budget de 2008 a prévu d'accorder du financement permanent du CEPMB afin de faire face à ces précisions. Le CEPMB est une petite organisation avec une capacité financière limitée qui dépend du financement du budget pour son fonctionnement permanent. Ce financement était inclus dans le Budget supplémentaire des dépenses B et sera remboursé au moyen du crédit 5 du CT lors de l'obtention de la sanction royale.	
Transports – Administration canadienne de la sûreté du transport aérien Fonds pour financer les activités de l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien.	24 665 000
L'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien (ACSTA) a été établie par suite des événements du 11 septembre 2001. Dans le budget de 2008, des fonds pouvant s'élever jusqu'à 181 millions de dollars en 2008-2009 destinés uniquement aux dépenses opérationnelles et aux dépenses en capital ont été réservés pour l'ACSTA afin de l'aider à composer avec de lourdes pressions opérationnelles et d'importants frais d'entretien, de modernisation et de remplacement de l'équipement, y compris le financement des activités de l'ACSTA liées aux Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 à Vancouver. Puisque le crédit actuel de l'ACSTA sera écoulé avant que la sanction royale soit reçue pour le budget supplémentaire des dépenses, cette somme sera remboursée au crédit 5 du Conseil du Trésor une fois que la sanction royale aura été reçue pour le budget supplémentaire des dépenses.	
<i>Total des affectations</i>	128 447 686

Crédit 10 – Initiatives pangouvernementales

0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 10.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 10 du Conseil du Trésor.

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Crédit 15 – Rajustements de la rémunération

Budget supplémentaire des dépenses (B)	170 671 485 \$
Budget supplémentaire des dépenses (C)	707 414 642 \$
	<hr/> 878 086 127 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits nécessitant éventuellement un financement partiel ou intégral en raison de rajustements intervenants dans les conditions d'emploi ou dans les emplois à la fonction publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et de sociétés d'État au sens de l'article 83 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 15.

Ministères ou organismes	Crédit	Budget supplémentaire des dépenses (B) (dollars)	Budget supplémentaire des dépenses (C) (dollars)
Affaires étrangères et Commerce international			
Ministère	1	2 883 107	14 106 852
Corporation commerciale canadienne	15	6 642	.....
Agence canadienne de/ développement international	20	927 167	9 494 023
Centre de recherches pour le développement international	35	5 734	2 420 862
Commission mixte internationale	40	30 325	157 304
Secrétariat de l'ALENA, section canadienne	45	13 198	39 076
Affaires indiennes et du Nord canadien			
Ministère	1	1 824 076	24 171 451
Commission des revendications particulières des Indiens	50	.....	43 694
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	156 418	1 072 463
Agence de promotion économique du Canada atlantique			
Ministère	1	346 656	2 199 164
Agence du revenu du Canada			
Ministère	1	37 191 192	.....
(Compte du RPC)	s.o.	2 182 000	.....
(Recouvrement – Compte du RPC)	s.o.	(2 182 000)	.....
(Compte d'assurance-emploi)	s.o.	2 610 000	.....
(Recouvrement – Compte d'assurance -emploi)	s.o.	(2 610 000)	.....
Agriculture et Agroalimentaire			
Ministère	1	1 822 462	19 615 218
Commission canadienne du lait	25	50 042	334 004
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	5 385 979	259 070
Commission canadienne des grains	40	85 726	1 125 500
Anciens Combattants	1	751 716	19 214 826

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	Budget supplémentaire des dépenses (B) (dollars)	Budget supplémentaire des dépenses (C) (dollars)
Citoyenneté et Immigration			
Ministère	1	1 020 748	21 078 434
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	10	681 851	4 741 445
Conseil du Trésor			
Secrétariat	1	1 027 856	4 095 873
École de la fonction publique du Canada	35	401 552	3 542 784
Commissariat au lobbying	45	6 854	116 512
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	50	688 983	1 699 570
Conseil privé			
Ministère	1	694 250	3 687 205
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5	21 217	119 285
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	80 212	1 248 483
Directeur général des élections	15	187 686	1 606 541
Commissariat aux langues officielles	20	76 047	816 239
Comité de surveillance des activités de renseignements de sécurité	30	11 846	.....
Défense nationale			
Ministère	1	22 190 126	98 932 173
Comité des griefs des Forces canadiennes	15	34 040	200 915
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	20	10 987	48 622
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	1	257 856	1 133 930
Environnement			
Ministère	1	1 314 486	14 979 755
Agence canadienne d'évaluation environnementale	15	59 275	472 982
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	9 050	2 293
Agence Parcs Canada	25	432 701	1 338 754
Finances			
Ministère	1	1 001 102	3 638 527
Vérificateur général	15	1 024 942	.....
Tribunal canadien du commerce extérieur	20	97 110	202 403
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	347 148	.....
Bureau du surintendant des institutions financières	30	15 582	.....
Gouverneur général	1	45 877	730 602

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	Budget supplémentaire des dépenses (B) (dollars)	Budget supplémentaire des dépenses (C) (dollars)
Industrie			
Ministère	1	1 574 550	16 669 623
Agence spatiale canadienne	25	276 014	3 547 779
Commission canadienne du tourisme	40	10 219	.....
Greffé du Tribunal de la concurrence	45	14 716	43 894
Commission du droit d'auteur	50	22 604	45 403
Conseil national de recherches du Canada	55	12 361 880	894 859
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70	111 061	.....
Conseil de recherches en sciences humaines	80	75 287	741 346
Statistique Canada	95	790 849	20 145 002
Justice			
Ministère	1	598 450	11 355 778
Commission canadienne des droits de la personne	10	93 219	1 025 021
Tribunal canadien des droits de la personne	15	35 066	92 131
Commissaire à la magistrature fédérale	20	17 515	256 540
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	134 944	3 315 564
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	.....	1 052 000
Commissariat à l'information du Canada	40	37 886	585 923
Commissariat à la protection de la vie privée du Canada	45	54 078	242 676
Cour suprême du Canada	50	51 395	716 835
Patrimoine canadien			
Ministère	1	924 824	11 947 463
Conseil des Arts du Canada	10	10 219	.....
Société Radio-Canada	15	40 039 293	11 125 303
Musée canadien des civilisations	30	10 219	.....
Musée canadien de la nature	35	9 127	.....
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	40	253 472	1 640 890
Bibliothèque et Archives du Canada	45	261 566	4 787 597
Société du Centre national des Arts	50	1 327 085	.....
Commission des champs de bataille nationaux	55	5 315	93 828
Office national du film	60	166 135	.....
Musée des beaux-arts du Canada	65	403 196	.....
Musée national des sciences et de la technologie	75	9 127	.....
Commission de la fonction publique	80	413 428	3 654 096
Commission des relations de travail dans la fonction publique	85	74 766	5 389
Tribunal de la dotation de la fonction publique	90	37 594	83 855
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	100	29 804	425 450
Téléfilm Canada	110	9 127	1 119 067

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	Budget supplémentaire des dépenses (B) (dollars)	Budget supplémentaire des dépenses (C) (dollars)
Pêches et Océans	1	10 175 949	23 630 889
Ressources humaines et Développement des compétences			
Ministère	1	1 190 058	40 784 666
(Compte du RPC)	s.o.	477 585	16 313 866
(Recouvrement – Compte du RPC)	s.o.	(477 585)	(16 313 866)
(Compte d'assurance-emploi)	s.o.	2 116 129	72 582 440
(Recouvrement – Compte d'assurance-emploi)	s.o.	(2 116 129)	(72 582 440)
Conseil canadien des relations industrielles	10	104 153	501 785
Tribunal canadien des relations professionnelles			
artistes-producteurs	20	34 084	30 882
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	161 796	.....
Ressources naturelles			
Ministère	1	1 063 104	13 715 227
Commission canadienne de sûreté nucléaire	15	485 140	148 069
Office national de l'énergie	25	178 146	4 480 651
Santé			
Ministère	1	1 976 828	36 832 711
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée	15	7 840	8 000
Instituts de recherche en santé du Canada	20	511 686	466 808
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	14 265	66 489
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35	20 966	139 803
Agence de la santé publique du Canada	40	317 508	9 751 573
Sécurité publique et Protection civile			
Ministère	1	365 453	4 979 596
Agence des services frontaliers du Canada	10	1 144 424	81 712 896
Service canadien du renseignement de sécurité	20	909 827	.....
Service correctionnel	30	1 469 692	47 282 433
Commission nationale des libérations conditionnelles	40	349 333	2 317 634
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45	21 536	.....
Gendarmerie royale du Canada	50	1 577 262	23 314 054
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	65	11 239	3 221
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada	70	35 005	56 093

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères ou organismes	Crédit	Budget supplémentaire des dépenses (B) (dollars)	Budget supplémentaire des dépenses (C) (dollars)
Transports			
Ministère	1	1 474 787	21 564 244
Office des transports du Canada	25	131 302	954 521
Commission de la capitale nationale	40	185 767	31 764
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	119 697	727 550
Tribunal d'appel des transports du Canada	70	6 247	46 701
Travaux publics et Services gouvernementaux			
Ministère	1	3 133 606	29 589 773
Services immobiliers (Fonds renouvelable)	1	10 683	7 618 386
Bureau de la traduction (Fonds renouvelable)	1	20 248	2 358 077
<i>Affectations totales</i>		<i>170 671 485</i>	<i>707 414 642</i>

Crédit 25 – Report du budget de fonctionnement 0 \$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en autorisant un report des fonds non utilisés de l'exercice précédent, jusqu'à concurrence de 5 p. 100 du budget de fonctionnement inscrit au budget principal des dépenses de l'exercice précédent d'un ministère ou d'un organisme. Les ministères et les organismes ne sont pas tenus de rembourser les fonds provenant du crédit 25.

Aucune affectation n'a été attribuée à partir du crédit 25 du Conseil du Trésor.

Crédit 30 – Besoins en matière de rémunération 203 342 712\$

Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, ce crédit s'ajoute à d'autres crédits en assurant au gouvernement les fonds nécessaires pour respecter ses exigences juridiques d'employeur, notamment les congés parentaux et les indemnités versées lors d'une cessation d'emploi, ainsi que les rajustements aux conditions d'emploi ou aux emplois à la fonction publique. Les ministères et organismes peuvent obtenir ce crédit tout au long de l'exercice financier.

Ministères et organismes	Crédit	(dollars)
Affaires étrangères et Commerce international		
Ministère	1	10 800 695
Commission mixte internationale	40	89 119
Affaires indiennes et du Nord canadien		
Ministère	1	5 483 876
Bureau l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits	20	103 756
Commission des revendications particulières des Indiens	50	62 647

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères et organismes	Crédit	(dollars)
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	1	373 860
Agence de promotion économique du Canada atlantique	1	916 214
Ministère		
Agence du revenu du Canada	1	36 111 873
Agriculture et Agroalimentaire		
Ministère	1	6 487 073
Commission canadienne du lait	25	56 921
Agence canadienne d'inspection des aliments	30	7 456 282
Commission canadienne des grains	40	184 593
Citoyenneté et Immigration		
Ministère	1	3 991 682
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada	10	906 556
Conseil du Trésor		
Secrétariat	1	1 299 695
École de la fonction publique du Canada	35	612 983
Commissariat au lobbying	45	104 400
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada	50	1 499 315
Conseil privé		
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	10	167 195
Commissariat aux langues officielles	20	206 410
Défense nationale		
Ministère	1	15 755 037
Environnement		
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie	20	68 050
Agence Parcs Canada	25	4 574 927
Finances		
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	25	209 121
Gouverneur général	1	105 182
Industrie		
Ministère	1	6 625 178
Conseil national de recherches du Canada	55	4 044 433
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	70	436 222
Conseil de recherches en sciences humaines	80	284 278
Statistique Canada	95	8 058 779

Affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor

Ministères et organismes	Crédit	(dollars)
Justice		
Ministère	1	7 852 984
Commission canadienne des droits de la personne	10	142 906
Commissaire à la magistrature fédérale	20	98 206
Service administratif des tribunaux judiciaires	30	410 727
Bureau du directeur des poursuites pénales	35	1 100 808
Cour suprême du Canada	50	181 310
Patrimoine canadien		
Ministère	1	2 540 589
Musée canadien des civilisations	30	117 538
Musée canadien de la nature	35	63 732
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	40	1 036 476
Bibliothèque et Archives du Canada	45	651 294
Musée national des sciences et de la technologie	75	228 532
Commission de la fonction publique	80	1 684 223
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	100	37 833
Pêches et Océans	1	9 567 394
Ressources humaines et Développement des compétences		
Ministère	1	6 721 336
Conseil canadien des relations industrielles	10	113 557
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	25	70 672
Ressources naturelles		
Ministère	1	6 338 645
Office national de l'énergie	25	385 625
Santé		
Instituts de recherche en santé du Canada	20	485 270
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses	30	7 990
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	35	67 003
Agence de la santé publique du Canada	40	2 349 939
Sécurité publique et Protection civile		
Agence des services frontaliers du Canada	10	10 313 430
Service correctionnel	30	15 267 079
Commission nationale des libérations conditionnelles	40	626 069
Bureau de l'enquêteur correctionnel	45	169 297
Commission des plaints du public contre la Gendarmerie royale du Canada	70	119 371
Transports		
Ministère	1	6 119 770
Office des transports du Canada	25	514 770
Commission de la capitale nationale	40	380 000
Bureau de l'infrastructure du Canada	50	390 873
Travaux publics et Services gouvernementaux		
Ministère	1	10 111 112
<i>Affectations totales</i>		<i>203 342 712</i>

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés

(Ces fonds appuieront le Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux, qui vise à réduire et à éliminer par la suite l'obligation financière fédérale pour les sites contaminés. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses seront attribués aux ministères, organismes et sociétés d'État du gouvernement fédéral pour qu'ils poursuivent l'évaluation et l'assainissement des sites contaminés et la gestion des risques y afférents.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	228
Agence Parcs Canada	3 857
Agriculture et Agroalimentaire	138
Commission de la capitale nationale	1 415
Défense nationale	286
Gendarmerie royale du Canada	923
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée	60
Ressources naturelles	296
Service correctionnel	585
Travaux publics et Services gouvernementaux	1 490
Total	9 278

Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers)

(Ces fonds serviront à accroître l'efficacité des équipes intégrées de la police des marchés financiers grâce à des améliorations apportées à quatre composantes essentielles des programmes : gestion et politiques des programmes, prévention, enquêtes et poursuites. Les fonds appuieront plus particulièrement les activités suivantes : exercer les responsabilités relatives à la gestion des programmes, y compris la coordination, l'établissement des rapports, les évaluations, l'élaboration des politiques et la recherche; faciliter les enquêtes au moyen de l'entraide juridique et/ou des demandes d'extradition et gérer le Fonds de réserve des équipes intégrées de la police des marchés financiers, lequel sert à couvrir des coûts exceptionnels associés à des poursuites engagées par les procureurs généraux des gouvernements provinciaux pour des fraudes dans les marchés financiers signalées par les équipes; donner des avis juridiques pendant les enquêtes et intenter des poursuites lorsque les provinces décident de ne pas le faire ou aider les équipes provinciales chargées des poursuites; appuyer les activités de neuf équipes d'enquêtes et de quatre unités de renseignements en valeurs mobilières ainsi qu'assurer le soutien opérationnel de l'administration centrale; veiller au remplacement permanent des véhicules des enquêteurs essentiels à la prestation des services liés au programme; offrir des services de secrétariat et de soutien stratégique à Finances Canada afin de l'aider dans son nouveau rôle de coprésident du Conseil exécutif des équipes intégrées de la police des marchés financiers.)

Bureau du directeur des poursuites pénales	5 134
Finances	150
Gendarmerie royale du Canada	27 582
Justice	1 277
Sécurité publique et Protection civile	343
Total	34 486

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes

(Ces fonds permettront au Canada de remplir ses obligations juridiques conformément à l'Accord définitif et aideront les Premières nations à assumer leurs responsabilités liées à l'autonomie gouvernementale, dans les limites fixées par l'Accord définitif. Plus précisément, les ministères utiliseront les fonds pour effectuer le relevé des limites extérieures des réserves de la Première nation Tsawwassen et pour financer les coûts ponctuels de lancement du régime d'autonomie gouvernementale avant l'entrée en vigueur de l'accord. Les fonds serviront aussi à acheter des permis de la flottille de pêche commerciale afin d'atténuer les incidences des conditions d'allocation de pêche à des fins alimentaires, sociales et cérémonielles, énoncées dans l'Accord définitif.)

Affaires indiennes et du Nord canadien	625
Pêches et Océans	200
Total	825

Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013)

(Ces fonds permettront au gouvernement de respecter son engagement pris dans le budget fédéral de 2008 de s'appuyer sur ses investissements antérieurs pour élaborer cette feuille de route en vue de répondre à la réalité démographique changeante du Canada et de promouvoir et de protéger la dualité linguistique d'un bout à l'autre du pays. Les fonds demandés dans le cadre du présent budget supplémentaire des dépenses serviront à mettre sur pied de nouveaux programmes et à étendre la portée des programmes existants dans cinq domaines clés : promouvoir la dualité linguistique auprès de tous les Canadiens, bâtir l'avenir en privilégiant les jeunes, renforcer l'accès aux services pour les communautés, mettre l'accent sur les avantages économiques et assurer une gouvernance efficace pour mieux servir les Canadiens.)

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	150
Agence de promotion économique du Canada atlantique	322
Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	200
Industrie	227
Patrimoine canadien	1 899
Santé	193
Travaux publics et Services gouvernementaux	1 715
Total	4 706

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes visant à améliorer les permis de conduire afin qu'ils servent de document de voyage sûr pour entrer aux États-Unis à partir du Canada par voie terrestre ou maritime
(Puisque l'élaboration et la mise en œuvre de tels programmes relèvent d'abord de la compétence des provinces et des territoires, le gouvernement fédéral se servira des fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour jouer un rôle de soutien. Plus précisément, l'Agence des services frontaliers du Canada utilisera ces fonds pour transmettre des données à la U.S. Customs Border Patrol, pour fournir des orientations aux provinces et aux territoires sur les normes de sécurité des documents, pour négocier les modalités des programmes avec les États-Unis et pour fournir des avis juridiques concernant l'élaboration des programmes. Citoyenneté et Immigration Canada aidera les provinces et les territoires à mettre au point un processus de vérification de la preuve du statut de citoyen, à élaborer et à donner une formation, à effectuer des revues de l'assurance de la qualité et à analyser d'autres preuves de citoyenneté.)

Agence des services frontaliers du Canada	3 502
Citoyenneté et Immigration	372
Total	3 874

Fonds pour appuyer le programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises et le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche

(Les fonds investis dans les deux programmes serviront à financer les secteurs prioritaires ciblés dans la Stratégie des sciences et de la technologie de 2007 et dans le budget fédéral de 2007. Le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche appuie des centres reconnus à l'échelle internationale, spécialisés en commercialisation et en recherche, afin de procurer des retombées sur le plan de la santé, de l'environnement, de la société et de l'économie pour les Canadiens et créé un avantage entrepreneurial. Le programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises facilite les opérations et les activités de commercialisation des réseaux de recherche dirigés par les entreprises dans le but de répondre aux besoins du secteur privé en matière de recherche. Les fonds demandés dans le présent budget supplémentaire des dépenses serviront à effectuer des paiements lorsque les résultats de divers concours seront connus.)

Conseil de recherches en sciences humaines	4 909
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	33 682
Instituts de recherche en santé du Canada	6 179
Total	44 770

Fonds pour l'établissement d'un centre des opérations de sécurité maritime – Grands lacs-Voie maritime du Saint-Laurent afin d'améliorer les capacités en matière de sécurité dans la région en repérant et en réagissant aux menaces à la sécurité nationale

(Ces fonds aideront à renforcer la sécurité du Centre provisoire des opérations de sécurité maritime – Grands lacs en augmentant le nombre de ses heures de fonctionnement et en amenant tous les ministères participants à affecter du personnel au Centre. Ainsi, on pourra réagir plus rapidement et de façon mieux coordonnée à des menaces à la sûreté nationale dans la région des Grands lacs et de la Voie maritime du Saint-Laurent. Les fonds serviront aussi à financer une analyse juridique portant sur les capacités interorganismes de partager l'information. L'accroissement des opérations à l'installation provisoire et l'analyse juridique aideront à savoir comment procéder pour établir un centre permanent, comme annoncé dans le budget fédéral de 2008.)

Défense nationale	173
Gendarmerie royale du Canada	1 298
Total	1 471

Postes horizontaux inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère, organisme ou société d'État

(en milliers de dollars)

Fonds pour les activités de planification et de préparation liées aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010

(Dans le cadre de cette initiative gouvernementale d'envergure internationale, le gouvernement du Canada appuiera les activités relatives au maintien de l'ordre et de la sécurité ayant trait aux Jeux d'hiver de 2010. Ce financement permettra au gouvernement du Canada de mettre l'accent sur la collecte, l'analyse et la diffusion de renseignements sur les menaces au cours des phases de planification et d'application de la stratégie intégrée de sécurité; l'appui au processus d'accréditation en prévision des Jeux, en soumettant à un contrôle tous les candidats afin de déterminer s'ils représentent un danger pour la sécurité; l'amélioration de la capacité de gestion du spectre pour pouvoir régler les problèmes d'interférence aux fréquences radioélectriques nuisant aux opérations et offrir le service de manière ininterrompue pendant toute la durée des Jeux; les préparatifs en vue de fournir de l'expertise et des effectifs pour aider à créer un système de surveillance de la santé publique, formation sur l'intervention en cas d'urgence et prestation de services de laboratoire aux intervenants fédéraux et provinciaux et aux autorités de santé locale, et la création ou la modification de règlements et/ou de mesures en vue d'appuyer les plans de sécurité des lieux et des transports du Groupe intégré de la sécurité des Jeux ainsi que l'inspection et les installations temporaires de contrôle.)

Agence de la santé publique du Canada	60
Industrie	3 020
Service canadien du renseignement de sécurité	1 347
Transports	1 820
Total	6 247
GRAND TOTAL	105 657

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Les organisations demandent souvent de transférer des fonds entre eux à diverses fins. Le tableau présente un résumé de ces transactions. Des montants positifs indiquent les fonds reçus par des organisations, tandis que des montants négatifs désignent des réductions pour les organisations qui transfèrent des fonds.

Le tableau ci-dessous indique les transferts qui apparaissent dans le présent budget supplémentaire des dépenses.

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
Financement en vertu du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers pour les coûts liés à l'élargissement de deux à quatre voies d'un tronçon de la route Transcanadienne dans le parc national de Banff afin d'accroître la sécurité du public et de faire face à une hausse de la circulation commerciale et touristique		
Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	5 000 000
Transports	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(5 000 000)
Pour accroître le commerce du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique, augmenter la part des importations par conteneur en provenance de l'Asie et à destination de l'Amérique du Nord qui transite par la Port d'entrée et améliorer l'efficacité et la fiabilité de la Porte pour les exportations canadiennes et nord-américaines		
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	53 800
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(53 800)
Pour appuyer les responsabilités du ministre quant à la représentation régionale de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard		
Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	310 000
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(310 000)
Pour appuyer les responsabilités du ministre tant qu'à la représentation régionale de la Colombie-Britannique		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	115 000
Sécurité publique et Protection civile	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(115 000)
Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir		
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	1 010 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 600 000
Agriculture et Agroalimentaire	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(3 610 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
Pour contribuer à l'exposition intitulée « Trésors cachés d'Afghanistan »		
Musée canadien des civilisations	Vote 30 (Paiements au Musée canadien des civilisations pour les dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital)	250 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(250 000)
Pour créer et diffuser une production audiovisuelle célébrant le 400^e anniversaire de la ville de Québec		
Office national du film	Crédit 60 (Dépenses du Programme)	750 000
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(750 000)
Pour des coûts additionnels rattachés au nouveau NM Atlantic Vision et au risque de ne pas réaliser la vente du NM Atlantic Freighter au cours de cette année financière		
Marine Atlantique S.C.C.	Crédit 35 (Paiements à Marine Atlantique S.C.C.)	7 000 000
Transports	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(7 000 000)
Pour des fonds destinés à couvrir les coûts associés aux employés en poste à Kandahar (Afghanistan)		
Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	935 524
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(935 524)
Pour des fonds inutilisés liés à la recherche sur la prévention et le traitement de l'obésité chez les enfants		
Santé	Crédit 10 (Subventions et contributions)	322 941
Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	(322 941)
Pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada		
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	66 000
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(66 000)
Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire		
Agence canadienne d'inspection des aliments	Crédit 30 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	350 000
Service canadien du renseignement de sécurité	Crédit 20 (Dépenses de fonctionnement)	80 000
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(430 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement de fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sécurité maritime

Défense nationale	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	2 103 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(482 000)
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(680 000)
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(941 000)

Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada

Pêches et Océans	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	319 695
Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	(175 695)
Environnement	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(144 000)

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (*poste horizontal*)

Agence Parcs Canada	Crédit 25 (Dépenses du Programme)	144 000
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(144 000)

Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger

Affaires étrangères et Commerce international	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement) Crédit 5 (Dépenses en capital)	3 231 500 2 397 000
Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(5 628 500)

Pour fournir un soutien aux agents d'intégrité des mouvements migratoires du ministère travaillant dans des missions à l'étranger

Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	243 580
Agence des services frontaliers du Canada	Crédit 10 (Dépenses de fonctionnement et contributions)	(243 580)

Pour l'édition 2009 du festival biennal « Zones théâtrales » dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec

Société du Centre national des Arts	Crédit 50 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	150 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(150 000)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour l'élaboration de Scène Colombie-Britannique à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique de la province, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel

Société du Centre national des Arts	Crédit 50 (Paiements à la Société du Centre national des Arts)	600 000
Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(600 000)

Pour l'Initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada

Centre de recherches pour le développement international	Crédit 35 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	70 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(70 000)

Pour la gestion des régimes d'assurance-vie et d'assurance-invalidité de la Gendarmerie royale du Canada

Secrétariat du Conseil du Trésor	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	201 451
Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	(201 451)

Pour la logistique du IV^e Séminaire interaméricain sur la gestion des langues

Patrimoine canadien	Crédit 5 (Subventions et contributions)	168 637
Travaux publics et Services gouvernementaux	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(168 637)

Pour la participation des Premières nations aux négociations en ce qui a trait au développement du Port de Prince Rupert situé sur des terres désignées territoire ancestral par ces Premières nations

Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	450 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(450 000)

Pour la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme internationale de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	404 035
Affaires indiennes et du Nord canadien	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(404 035)

Pour le financement des dépenses de fonctionnement relatives au bureau du ministre d'État pour la Condition féminine

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	Crédit 100 (Dépenses de fonctionnement)	332 462
Patrimoine canadien	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(332 462)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour le Fond de coordination de la sûreté maritime

Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	148 667
Bureau du directeur des poursuites pénales	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	(148 667)

Pour le partage des coûts dans le cadre de la passation d'un marché avec un consultant indépendant pour la création d'un modèle intégré d'intervention tous risques destiné à la région de la capitale nationale

Gendarmerie royale du Canada	Crédit 50 (Dépenses de fonctionnement)	10 000
Conseil privé	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	(10 000)

Pour le Programme canadien d'épargne-invalidité afin d'établir un lien entre les systèmes en vue de l'échange d'information sur les inscriptions

Agence du revenu du Canada	Crédit 1 (Dépenses du Programme)	200 833
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(200 833)

Pour le Programme de remise écoAUTO qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique

Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 687 000
Transports	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 687 000)

Pour le programme PromoScience qui offre une aide financière à des organismes donnant l'occasion aux jeunes Canadiens d'en apprendre davantage sur les sciences et le génie

Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	Crédit 75 (Subventions)	20 000
Industrie	Crédit 10 (Subventions et contributions)	(20 000)

Pour les contraintes financières attribuables au déménagement des bureaux régionaux de Vancouver et de Montréal

Conseil canadien des relations industrielles	Crédit 10 (Dépenses du Programme)	220 000
Ressources humaines et Développement des compétences	Crédit 5 (Subventions et contributions)	(220 000)

Pour les fonds obtenus destinés aux conventions collectives

Bureau du directeur des poursuites publiques	Crédit 35 (Dépenses du Programme)	69 877
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(69 877)

Transferts entre organisations inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Ministère/Organisme	Crédit	Dollars
---------------------	--------	---------

Pour maintenir les pratiques établies à l'égard de l'initiative de gestion des risques juridiques partagée

Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	1 000 000
Justice	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(1 000 000)

Pour mener des recherches en Afrique dans le domaine du développement du secteur privé en favorisant un meilleur climat d'investissement et contexte commercial grâce à la recherche et la défense des intérêts (2 000 000 \$) et dans le domaine de la santé en appuyant le développement de la capacité en matière de l'information sur la santé dans les systèmes de santé nationaux intégrés (2 000 000 \$)

Centre de recherches pour le développement international	Crédit 35 (Versements au Centre de recherches pour le développement international)	4 000 000
Agence canadienne de développement international	Crédit 25 (Subventions et contributions)	(4 000 000)

Pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique

Agence de santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	2 386 397
Santé	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	(2 386 397)

Pour soutenir la recherche et le partage des connaissances concernant des enjeux prioritaires en matière de santé publique

Instituts de recherche en santé du Canada	Crédit 25 (Subventions)	450 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 45 (Subventions et contributions)	(450 000)

Remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire

Défense nationale	Crédit 5 (Dépenses en capital)	865 000
Agence de la santé publique du Canada	Crédit 40 (Dépenses de fonctionnement)	(865 000)

Remboursement des fonds pour les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis)

Citoyenneté et Immigration	Crédit 1 (Dépenses de fonctionnement)	57 500
Conseil de recherches en sciences humaines	Crédit 85 (Subventions)	(57 500)

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Une organisation peut, au moyen du budget supplémentaire des dépenses, demander des modifications à diverses autorisations de dépenser obtenues à l'origine à la suite de l'approbation par le Parlement de projets de loi de crédits pour un budget principal des dépenses ou un budget supplémentaire des dépenses. Ces modifications peuvent comprendre des demandes de financement supplémentaire se rapportant à un transfert de fonds d'une autre organisation, à la réaffectation ou à la modification des autorisations de dépenser existantes ou à l'ajout de nouvelles autorisations.

On obtient l'approbation du Parlement pour de telles modifications en recourant au projet de loi de crédits habilitant. Toutefois, pour que ce poste soit inclus dans le projet de loi des crédits, il doit avoir une valeur pécuniaire. Cela ne pose pas de problème lorsqu'un ministère demande également un rajustement de ses affectations. Cependant, en l'absence de toute augmentation du crédit, un montant théorique de « 1 \$ » permet d'inclure le poste au projet de loi de crédits.

Les autorisations associées à chacun des postes de 1 \$ peuvent se rapporter à :

1. *L'approbation de subventions* – Le libellé utilisé dans le budget des dépenses pour décrire une subvention est à caractère législatif de sorte que toute nouvelle subvention ou augmentation à une subvention existante doit d'abord être approuvée par le Parlement avant qu'un paiement ne puisse être versé aux bénéficiaires admissibles. Un poste de 1 \$ est inclus lorsque des affectations supplémentaires ne sont pas requises puisque la nouvelle subvention ou l'augmentation d'une subvention existante est financée au moyen de ressources existantes ou d'un transfert de fonds d'une autre organisation.
2. *Le virement de crédits au sein d'une organisation* – La loi de crédits peut conférer à une organisation des autorisations de dépenser pour plus d'un crédit (p. ex. crédit pour dépenses de fonctionnement, crédit pour dépenses en capital). Tout au long d'un exercice, et pour diverses raisons, l'organisation peut devoir réaligner le financement approuvé à la suite de modifications apportées aux mécanismes de prestation en tenant compte des priorités organisationnelles.
3. *Le virement entre organisations* – Les virements entre organisations sont utilisés à différentes fins, comme pour réaffecter les fonds d'une organisation à une autre, afin de gérer ou de mettre en œuvre une initiative ou un projet de façon plus efficiente et/ou de refléter les nouvelles responsabilités de l'organisation.
4. *La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit* – Le budget supplémentaire des dépenses peut être utilisé pour modifier une autorisation existante intégrée au libellé d'un crédit d'une organisation. La plupart de ces autorisations se retrouvent dans le libellé des crédits non budgétaires des organisations et se rapportent aux limites ou plafonds des prêts et des investissements. Ces crédits non budgétaires sont précédés de la lettre « L ».

Le tableau qui suit illustre, pour chacune des catégories susmentionnées, les cas où un poste d'un montant de 1 \$ est requis dans le présent budget supplémentaire des dépenses. Un certain nombre de ces opérations peuvent être décrites dans le libellé d'un crédit d'un ministère, mais nécessiteront qu'un poste de 1 \$. C'est pourquoi, puisque le tableau suivant est présenté par catégories, certains crédits ministériels pourraient être indiqués plus d'une fois malgré le fait qu'ils ne se rapportent qu'à un seul poste de 1 \$.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

1. L'approbation de subventions

Organisation	Nº du crédit	Explication
Citoyenneté et Immigration – Ministère	5c	Pour augmenter la subvention « Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration » d'un montant de 10 029 000 \$.
Pêches et Océans – Ministère	10c	Pour augmenter la subvention « Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans » d'un montant de 30 000 \$; Pour augmenter la subvention « Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux » d'un montant de 1 175 000 \$.
Ressources naturelles – Ministère	5c	Pour augmenter la subvention « Subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovation – habitations » d'un montant de 13 000 000 \$.
Transports – Ministère	10c	Pour augmenter la subvention « Programme de remise écoAUTO » d'un montant de 658 000 \$.

2. Le virement de crédits au sein d'une organisation

Organisation	Nº du crédit	Explication
Agence de promotion économique du Canada atlantique – Ministère	1c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 456 680 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) pour appuyer la radiation des créances liées à la Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador.
Affaires étrangères et Commerce international – Ministère	10c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 975 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) pour poursuivre les initiatives en cours afin de faire progresser les priorités du Canada en matière de paix et de sécurité mondiales.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	10c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 45 842 027 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour financer la hausse des frais facturés pour les élèves des Premières nations ayant trait à l'éducation dispensée par les provinces, l'augmentation du prix du carburant pour les centrales au diesel dans des réserves ainsi que les coûts de fonctionnement et d'entretien de foyers de soins personnels (39 515 000 \$); et pour fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (6 327 027 \$) et 4 985 000 \$ de crédit 5 (Affaires indiennes et du nord canadien) pour financer la hausse des frais facturés pour les élèves des Premières nations ayant trait à l'éducation dispensée par les provinces, l'augmentation du prix du carburant pour les centrales au diesel dans des réserves ainsi que les coûts de fonctionnement et d'entretien de foyers de soins personnels.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	15c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	25c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 900 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Anciens combattants – Ministère	10c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 000 \$ du crédit 1 (Anciens combattants) pour répondre aux besoins à court terme en matière de subventions.
Défense nationale – Ministère	5c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 82 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour appuyer les investissements dans le projet interministériel d'intégration des systèmes maritimes de commandement, de contrôle et de communications.
Défense nationale – Ministère	10c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 317 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Industrie – Ministère	1c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 783 565 \$ du crédit 10 (Industrie) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Industrie – Ministère	5c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 040 000 \$ du crédit 10 (Industrie) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Patrimoine canadien – Ministère	5c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 310 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien – Ministère) pour appuyer la création de contenu culturel numérisé qui reflète notre diversité culturelle et patrimoniale (programme Culture Canadienne en ligne) et pour contribuer à des projets d'éducation en langue minoritaire dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle.
Patrimoine canadien – Société Radio-Canada	25c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 658 000 \$ du crédit 15 (Patrimoine) pour des remplacements ou des améliorations aux infrastructures comme le remplacement de l'équipement technique et la modernisation des régies de studio de Newsworld et du RDI (Réseau de l'information) ainsi que le financement de projets d'immobilisations comme les améliorations des systèmes de gestion des nouvelles régionales et de la météo et des systèmes de gestion des ressources humaines.
Pêches et Océans	1c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 683 154 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Pêches et Océans	10c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 360 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) pour appuyer des projets de dessaisissement dans le cadre du programme de contributions par catégorie pour les ports de petits bateaux (1 175 000 \$), pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques) (100 000 \$), pour le programme de contributions par catégorie pour les ports de petits bateaux afin de soutenir la capacité opérationnelle des administrations portuaires dans les régions des Maritimes, du Pacifique et du Golfe (50 000 \$), pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans (30 000 \$), pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire) (5 000 \$).
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	1c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 586 562 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.
Transports – Ministère	1c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 954 000 \$ du crédit 5 (Transports) pour financer les coûts de fonctionnement rattachés à divers projets de dragage (2 929 000 \$), pour les coûts d'administration liés au Programme de contribution aux services de police dans les aéroports (25 000 \$).
Transports – Ministère	10c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 459 200 \$ du crédit 1 (Transports) pour accroître le commerce du Canada avec la région de L'Asie-Pacifique, augmenter la part des importations par conteneur en provenance de l'Asie et à destination de l'Amérique du Nord qui transite par la Porte d'entrée et améliorer l'efficacité et la fiabilité de la Porte pour les exportations canadiennes et nord-américaines.
Transports – Marine Atlantique S.C.C.	35c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 000 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour des coûts additionnels rattachés au nouveau NM Atlantic Vision et au risque de ne pas réaliser la vente du NM Atlantic Freighter au cours de cette année financière.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

3. Le virement entre organisations

Organisation	Nº du crédit	Explication
Affaires étrangères et Commerce international – Centre de recherches pour le développement international	35c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) pour mener des recherches en Afrique dans le domaine du développement du secteur privé en favorisant un meilleur climat d'investissement et contexte commercial grâce à la recherche (2 000 000 \$) et la défense des intérêts et dans le domaine de la santé en appuyant le développement de la capacité en matière de l'information sur la santé dans les systèmes de santé nationaux intégrés (2 000 000 \$); et de 70 000 \$ du crédit 40 (Santé) pour l'Initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada.
Affaires indiennes et du Nord canadien – Ministère	10c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour la participation des Premières nations aux négociations en ce qui a trait au développement du Port de Prince Rupert situé sur des terres désignées territoire ancestral par ces Premières nations.
Agence du revenu du Canada	1c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 833 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) pour le Programme canadien d'épargne-invalidité afin d'établir un lien entre les systèmes en vue de l'échange d'information sur les inscriptions.
Agriculture et Agroalimentaire – Agence canadienne d'inspection des aliments	30c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 010 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir; et de 350 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Défense nationale – Ministère	1c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 941 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) , de 680 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) , et de 482 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sécurité maritime; et de 310 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) pour appuyer les responsabilités du ministre quant à la représentation régionale de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard.
Défense nationale – Ministère	5c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 865 000 \$ du crédit 40 (Santé) pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire; et de 66 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.
Patrimoine canadien – Ministère	5c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 168 637 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) pour la logistique du IV ^e Séminaire interaméricain sur la gestion des langues.
Patrimoine canadien – Société du Centre national des Arts	50c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 600 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour l'élaboration de Scène Colombie-Britannique à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique de la province, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel; et de 150 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) pour l'édition 2009 du festival biennal « Zones théâtrale » dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

Organisation	N° du crédit	Explication
Patrimoine canadien – Office national du film	60c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) pour créer et diffuser une production audiovisuelle célébrant le 400 ^e anniversaire de la ville de Québec.
Patrimoine canadien – Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice	100c	Pour autoriser le virement de 332 462 \$ de crédit 1 (Patrimoine canadien) pour le financement du ministre d'État pour la Condition féminine.
Pêches et Océans	1c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 175 695 \$ du crédit 5 (Défense nationale) ; et de 144 000 \$ du crédit 1 (Environnement) pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.
Ressources humaines et Développement des compétences – Ministère	1c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 687 000 \$ du crédit 1 (Transports) pour le Programme de remise écoAUTO qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique; et de 53 800 \$ du crédit 1 (Transports) pour accroître le commerce du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique, augmenter la part des importations par conteneur en provenance de l'Asie et à destination de l'Amérique du Nord qui transite par la Porte d'entrée et améliorer l'efficacité et la fiabilité de la Porte pour les exportations canadiennes et nord-américaines.
Ressources humaines et Développement des compétences – Conseil canadien des relations industrielles	10c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) pour les contraintes financières attribuables au déménagement des bureaux régionaux de Vancouver et de Montréal.
Santé – Agence de la santé publique du Canada	40c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 386 397 \$ du crédit 1 (Santé) pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique.
Conseil du Trésor - Secrétariat	1c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 201 451 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) pour la gestion des régimes d'assurance-vie et d'assurance-invalidité de la Gendarmerie royale du Canada.
Sécurité publique et Protection civile – Services canadiens du renseignement de sécurité	20c	Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.

Postes de 1 \$ inclus dans le présent budget supplémentaire des dépenses

4. La modification de l'autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Organisation	N° du crédit	Explication
Ressources humaines et Développement des compétences – Société canadienne d'hypothèques et de logement	16c	Porter de 450 000 000 000 \$ à 600 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> .

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement, y compris, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, la rémunération et les autres dépenses des Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d'organismes internationaux et autorisation de faire des avances recouvrables jusqu'à concurrence de la part des frais payables par ces organismes; autorisation au gouverneur en conseil de nommer et de fixer les salaires des hauts-commissaires, ambassadeurs, ministres plénipotentiaires, consuls, membres des commissions internationales, le personnel de ces diplomates et d'autres personnes pour représenter le Canada dans un autre pays; dépenses relatives aux locaux de l'Organisation de l'aviation civile internationale; dépenses recouvrables aux fins d'aide aux citoyens canadiens et personnes domiciliées au Canada, y compris les personnes à leur charge, qui sont dans le besoin à l'étranger et rapatriement de ces personnes; programmes de relations culturelles et d'échanges universitaires avec d'autres pays; et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes perçues au cours d'un exercice pour compenser les dépenses connexes survenues au cours de l'exercice pour : des services de formation offerts par l'Institut canadien du service extérieur; les foires et les missions commerciales et d'autres services de développement du commerce international; des services de développement des investissements; des services de télécommunication internationale; des publications ministérielles; d'autres services fournis à l'étranger à d'autres ministères, à des organismes, à des sociétés d'État et à d'autres organisations non fédérales; des services consulaires spécialisés; et des programmes internationaux d'échanges pour l'emploi des jeunes et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 100 000 \$ du crédit 5 (Affaires étrangères et Commerce international), de 175 000 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international), de 935 524 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international), de 3 231 500 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) et de 115 000 \$ du crédit 1 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 316 816 332	7 272 024	18 359 892	1 342 448 248

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
5c Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 9 899 190 \$ du crédit 10 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 2 397 000 \$ du crédit 1 (Citoyenneté et Immigration) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	161 723 219	8 196 190	12 081 410		182 000 819
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions, qui peuvent comprendre : dans le cadre du Programme de partenariat mondial du Canada (aux termes du <i>Partenariat mondial du G8</i>), des versements en espèces ou des biens, de l'équipement et des services en vue de fournir une aide aux pays de l'ancienne Union soviétique; dans le cadre du Programme d'aide au renforcement des capacités antiterroristes du Canada, des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de l'aide antiterroriste aux pays et entités gouvernementales; et, dans le cadre du Programme pour la paix et la sécurité mondiales, du Programme d'opérations mondiales de soutien de la paix, et du Programme Glyn Berry des versements en espèces ou des produits, des services, de l'équipement ou des technologies fournis aux fins de la paix globale et de l'aide à la sécurité; autorisation de contracter durant l'exercice en cours des engagements ne dépassant pas 30 000 000 \$, aux fins de contributions à des personnes, groupes de personnes, conseils et associations, en vue de favoriser l'augmentation des exportations canadiennes; autorisation de payer des cotisations selon les montants établis, en devises des pays où elles sont prélevées; et autorisation de faire d'autres paiements précisés, en devises des pays indiqués, même si le total de ces paiements est supérieur à l'équivalent en dollars canadiens établi en octobre 2007 – Pour autoriser le virement au présent crédit de 975 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	778 268 000	(9 099 190)	1	769 168 811	
11b Passeport Canada – Dépenses en capital	13 515 583	.....	.....		13 515 583
12b Augmenter, en vertu du paragraphe 10(3.1) de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> , le passif éventuel d'Exportation et développement Canada, mentionné à l'alinéa 10(3)b) de cette loi, de 30 000 000 000 \$ à 33 000 000 000 \$.....	1	.....	.....		1
13c Passeport Canada – Dépenses de fonctionnement.....	....	....	12 888 000		12 888 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	78 400 000	.....	.....		78 400 000
(L) Ministre des Affaires étrangères – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....		76 422
(L) Ministre du Commerce international et ministre de la porte d'entrée du Pacifique et des Olympiques de Vancouver-Whistler – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....		76 422

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33).....	4 200 000	.....	.....	4 200 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension spéciale du service diplomatique</i> (S.R. 1985, ch. D-2).....	250 000	.....	.....	250 000
(L) Fonds renouvelable du Bureau des passeports (<i>Loi sur les fonds renouvelables</i> S.R. 1985, ch. R-8).....	.....	.....	.....	.....
Total des dépenses budgétaires.....	2 353 325 979	6 369 024	43 329 303	2 403 024 306
(L) Versements à Exportation et développement Canada pour acquitter ses obligations encourues en vertu de l'article 23 de la <i>Loi sur le développement des exportations</i> (Compte du Canada) afin de faciliter et d'accroître les échanges commerciaux entre le Canada et les autres pays (L.C., 2001, ch. 33) (non budgétaire).....	88 200 000	.....	.....	88 200 000
Total des dépenses non budgétaires.....	88 200 000	.....	.....	88 200 000
Total du Ministère.....	2 441 525 979	6 369 024	43 329 303	2 491 224 306
Corporation commerciale canadienne				
15 Versements à la Corporation commerciale canadienne.....	15 191 642	.....	.....	15 191 642
Total de l'organisme	15 191 642	.....	.....	15 191 642
Agence canadienne de développement international				
20c Dépenses de fonctionnement et autorisation :				
a) d'engager des personnes qui travailleront dans les pays en développement et dans les pays en transition;				
b) de dispenser instruction ou formation à des personnes des pays en développement et des pays en transition, conformément au <i>Règlement sur l'assistance technique</i> , pris par le décret C.P. 1986-993 du 24 avril 1986 (et portant le numéro d'enregistrement DORS/86-475), y compris ses modifications ou tout autre règlement que peut prendre le gouverneur en conseil en ce qui concerne :				
i) la rémunération payable aux personnes travaillant dans les pays en développement et dans les pays en transition, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
ii) le soutien de personnes des pays en développement et des pays en transition en période d'instruction ou de formation, et le remboursement de leurs dépenses ou le paiement d'indemnités à cet égard,				
iii) le remboursement des dépenses extraordinaires liées directement ou indirectement au travail des personnes dans les pays en développement et dans les pays en transition, ou à l'instruction ou à la formation de personnes des pays en développement et des pays en transition.....	235 961 867	(13 018 492)	.....	222 943 375

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
25c Subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et paiements aux institutions financières internationales conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , aux fins d'aide au développement international et d'assistance humanitaire internationale et à d'autres fins précisées, sous forme de paiements comptants et de fourniture de biens, denrées ou services – Pour autoriser le virement au présent crédit de 13 018 492 \$ du crédit 20 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 767 965 000	7 832 968	171 329 208	2 947 127 176	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 784 000	.....	.....	25 784 000
(L) Ministre de la Coopération internationale – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Encassement de billets délivrés aux fonds d'aide des institutions financières internationales conformément à la <i>Loi sur l'aide au développement international (institutions financières)</i>	257 861 000	.....	.....	257 861 000
Total des dépenses budgétaires	3 287 648 289	(5 185 524)	171 329 208	3 453 791 973	
L30a Émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, dont le montant ne doit pas dépasser 227 032 000 \$ (215 032 000 \$ + 12 000 000 \$), conformément à la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , à titre de contributions aux comptes du fonds d'institutions financières internationales	2	.....	.....	2
(L) Paiements aux institutions financières internationales – Souscriptions au capital (non budgétaire)	8 004 000	.....	.....	8 004 000
Total des dépenses non budgétaires	8 004 002	.....	.....	8 004 002
Total de l'organisme	3 295 652 291	(5 185 524)	171 329 208	3 461 795 975	
Centre de recherches pour le développement international					
35c Versements au Centre de recherches pour le développement international – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 000 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) et de 70 000 \$ du crédit 40 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	164 700 734	4 070 000	1	168 770 735	
Total de l'organisme	164 700 734	4 070 000	1	168 770 735	
Commission mixte internationale					
40b Dépenses du Programme – Traitements et dépenses de la section canadienne; dépenses relatives aux études, enquêtes et relevés exécutés par la Commission en vertu du mandat international qui lui est confié et dépenses faites par la Commission en vertu de l'accord entre le Canada et les États-Unis relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs	8 523 997	.....	.....	8 523 997
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	548 000	.....	.....	548 000
Total de l'organisme	9 071 997	.....	.....	9 071 997

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Secrétariat de l'ALÉNA, section canadienne				
45 Dépenses du Programme.....	2 936 298	.....	.....	2 936 298
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	190 000	.....	.....	190 000
Total de l'organisme	3 126 298	.....	.....	3 126 298
Total du portefeuille.....	5 929 268 941	5 253 500	214 658 512	6 149 180 953

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires étrangères et Commerce international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 13	Total
Financement pour agrandir l'Ambassade canadienne à Kaboul en Afghanistan.....	8 390	24 837	.....	.....	33 227
Fonds pour compenser les pertes en devises étrangères encourues dans les missions	23 136	.....	.....	.....	23 136
Fonds pour accroître l'aide au développement auprès des civils et soutenir les programmes de sécurité en Afghanistan.....	4 407	2 237	11 665	.....	18 309
Rajustements à la rémunération conformément aux conventions collectives .....	.....	.....	.....	12 888	12 888
Fonds pour l'établissement du Secteur des services consulaires et de la gestion des urgences	11 765	.....	.....	.....	11 765
Frais de litige liés au différend sur l'Accord sur le bois d'œuvre résineux	2 260	.....	.....	.....	2 260
Fonds pour le Programme d'établissement des rapports sur la sécurité mondiale afin de couvrir l'augmentation des coûts relatifs au transfert de neuf postes existants de l'administration centrale à des missions à l'étranger	1 200	239	.....	.....	1 439
Fonds pour le Programme de soutien au commerce mondial qui vise à attirer des investissements étrangers directs, à augmenter les possibilités d'innovation et de commercialisation canadiennes et à accroître la part détenue par les entreprises canadiennes sur les marchés étrangers .....	.....	.....	210	.....	210
Montant brut des crédits à adopter	51 158	27 313	11 875	12 888	103 234
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	32 798	5 333	11 875	.....	50 006
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	9 899	.....	.....	9 899
Total des fonds disponibles	32 798	15 232	11 875	.....	59 905
Total des crédits à adopter	18 360	12 081	.....	12 888	43 329
Transferts					
Transfert de Citoyenneté et Immigration – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	3 232	2 397	.....	.....	5 629
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour des fonds destinés à couvrir les coûts associés aux employés en poste à Kandahar (Afghanistan)	936	.....	.....	.....	936
Transfert de Sécurité publique et Protection civile – Pour appuyer les responsabilités du ministre quant à la représentation régionale de la Colombie Britannique.....	115	.....	.....	.....	115
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour tenir compte du financement découlant de modifications apportées à la politique ministérielle sur les immobilisations	4 100	(4 100)	.....	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis...	.....	9 899	(9 899)	.....	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 13	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour poursuivre les initiatives en cours afin de faire progresser les priorités du Canada en matière de paix mondiale et de sécurité.....	(975)	.....	975	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le Programme de soutien au commerce mondial qui vise à attirer des investissements étrangers directs, à augmenter les possibilités d'innovation et de commercialisation canadiennes et à accroître la part détenue par les entreprises canadiennes sur les marchés étrangers.....	175	.....	(175)	.....	.....
Transfert à la Défense nationale – Pour appuyer les responsabilités du ministre quant à la représentation régionale de la Nouvelle Écosse et de l'Île du Prince Édouard	(310)	.....	.....	.....	(310)
Total des transferts	7 273	8 196	(9 099)	.....	6 370
Présent budget supplémentaire des dépenses	25 633	20 277	(9 099)	12 888	49 699

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 32 798 226 \$ sont disponibles à même le crédit : 32 449 206 \$ en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement et 349 020 \$ en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 5 332 800 \$ sont disponibles à même le crédit et un montant de 9 899 190 \$ est disponible du crédit 10 en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 11 874 810 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Contributions		
Office des Nations Unies contre la drogue et le crime	11 664 810	.....
Fonds pour la paix mondiale et la sécurité.....	975 000	.....
Programme Horizon le monde en science et technologie.....	210 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	12 849 810	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>11 874 810</i>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>10 074 190</i>	.....
Montant net des paiements de transfert	(9 099 190)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Agence canadienne de développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne de développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour la contribution du Canada au Fonds d'investissement pour le changement climatique de la Banque mondiale aux fins du programme pilote visant à faciliter l'adaptation au changement climatique .....	.....	85 000	85 000
Fonds pour une aide humanitaire et un soutien accru aux programmes d'apport complémentaire de micronutriments, plus particulièrement dans les régions vulnérables comme la Corne de l'Afrique et le Congo.....	.....	65 000	65 000
Fonds pour verser un montant équivalent aux dons offerts par les Canadiens dans le cadre de l'aide internationale à la suite du cyclone Nargis en Birmanie et du tremblement de terre en Chine.....	.....	53 353	53 353
Fonds pour accroître la contribution du Canada relativement aux objectifs mondiaux en matière d'éducation et pour accroître l'efficacité de l'aide en matière d'éducation grâce à l'Initiative de mise en œuvre accélérée de l'Éducation pour tous.....	.....	12 000	12 000
Fonds pour renforcer l'engagement du Canada à doubler l'aide accordée à l'Afrique ...	.....	8 244	8 244
Fonds pour fournir une aide humanitaire à l'Afghanistan, afin d'atténuer la crise causée par la hausse des prix des aliments et la sécheresse.....	.....	4 639	4 639
Montant brut des crédits à adopter	.....	228 236	228 236
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	.....	54 249	54 249
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	.....	2 658	2 658
Total des fonds disponibles	.....	56 907	56 907
Total des crédits à adopter	.....	171 329	171 329
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour fournir une aide humanitaire à l'Afghanistan, afin d'atténuer la crise causée par la hausse des prix des aliments et la sécheresse.....	(10 361)	10 361	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis.....	(2 658)	2 658	.....
Transfert au Musée canadien des civilisations – Pour contribuer à l'exposition intitulée « Trésors cachés d'Afghanistan ».....	.....	(250)	(250)
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour des fonds destinés à couvrir les coûts associés aux employés en poste à Kandahar (Afghanistan) .....	.....	(936)	(936)
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour mener des recherches en Afrique dans le domaine du développement du secteur privé en favorisant un meilleur climat d'investissement et contexte commercial grâce à la recherche (2 000 \$) et la défense des intérêts et dans le domaine de la santé en appuyant le développement de la capacité en matière de l'information sur la santé dans les systèmes de santé nationaux intégrés (2 000 \$) .....	.....	(4 000)	(4 000)
Total des transferts	(13 018)	7 833	(5 185)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(13 018)	179 162	166 144

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 56 907 092 \$ sont disponibles : 54 249 300 \$ à même le crédit; 49 610 000 \$ en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement et 4 639 300 \$ en raison des efforts de l'ACDI en vue d'offrir une aide internationale plus efficace et 2 657 792 \$ du crédit 20; 2 634 000 \$ en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement et 23 792 \$ en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL
Agence canadienne de développement international

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
<u>Subventions</u>		
Subventions pour la programmation multilatérale : Subventions pour l'aide au développement, l'assistance humanitaire ou la planification préalable aux catastrophes, incluant la consolidation de la paix, à l'égard d'opérations, de programmes, de projets, d'activités et d'appels mondiaux; de même qu'à l'appui de programmes de lutte contre la faim, la malnutrition et la maladie au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	230 353 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions pour la programmation bilatérale : Contributions pour l'aide au développement, y compris les dépenses pour des ententes de prêt créées en vertu d'une autorité décrite dans les lois de crédits antérieures, contributions pour la coopération avec les pays en transition et contributions à l'appui de projets, de programmes et d'activités d'aide au développement visant des pays ou des régions donnés au profit des pays ou territoires en développement ou des pays en transition	8 244 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	238 597 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>54 249 300</i>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>5 185 524</i>	.....
Montant net des paiements de transfert	179 162 176	.....

AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COMMERCE INTERNATIONAL

Centre de recherches pour le développement international

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre de recherches pour le développement international demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour le renouvellement de l'engagement à l'égard des Amériques afin d'appuyer le développement démocratique et de stimuler le développement du secteur privé	6 872
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	6 872
Total des crédits à adopter	.....
Transferts	
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour mener des recherches en Afrique dans le domaine du développement du secteur privé en favorisant un meilleur climat d'investissement et contexte commercial grâce à la recherche (2 000 \$) et la défense des intérêts et dans le domaine de la santé en appuyant le développement de la capacité en matière de l'information sur la santé dans les systèmes de santé nationaux intégrés (2 000 \$)	4 000
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour l'Initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada	70
Total des transferts	4 070
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 070

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 35 : Des fonds autorisés totalisant 6 872 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
Ministère					
1c Dépenses de fonctionnement et					
a) dépenses ayant trait aux ouvrages, bâtiments et					
matériel, et dépenses et dépenses recouvrables					
relativement aux services fournis et aux travaux					
effectués sur des propriétés n'appartenant pas au					
gouvernement fédéral;					
b) autorisation d'affecter des fonds, dans le cadre des					
activités de progrès économique des Indiens et des					
Inuits, pour assurer le développement de la capacité					
des Indiens et des Inuits, et pour l'approvisionnement					
en matériaux et en matériel;					
c) autorisation de vendre l'électricité aux					
consommateurs particuliers qui vivent dans des					
centres éloignés et qui ne peuvent pas compter sur les					
sources locales d'approvisionnement, conformément					
aux conditions approuvées par le gouverneur en					
conseil;					
d) le versement, à chacun des membres du Conseil					
privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de					
ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais					
qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement					
n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui					
dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur</i>					
<i>les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le</i>					
<i>Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute					
période inférieure à un an	1 205 341 664	(45 842 027)	.....	1 159 499 637	
5c Dépenses en capital et					
a) dépenses ayant trait aux bâtiments, ouvrages,					
terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la					
propriété peuvent être cédés soit aux gouvernements					
provinciaux, selon les conditions approuvées par le					
gouverneur en conseil, soit à des bandes indiennes ou					
à des Indiens, tant à titre collectif que particulier, à la					
discretion du ministre des Affaires indiennes et du					
Nord canadien, ainsi que de telles dépenses engagées					
à l'égard de propriétés n'appartenant pas au					
gouvernement fédéral;					
b) autorisation d'engager des dépenses recouvrables					
selon des montants ne dépassant pas la part des frais					
assumés par les gouvernements provinciaux, pour des					
routes et ouvrages connexes.....	22 739 000	(4 985 000)	.....	17 754 000	
7b Pour porter de 1 700 000 000 \$ à 2 200 000 000 \$ le					
montant des prêts que le ministre des Affaires					
indiennes et du Nord canadien peut garantir selon le					
crédit 5 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de					
la <i>Loi de crédits n° 3 de 1972 portant affectation de</i>					
<i>crédits</i>	1	.....	.....	1	
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et					
contributions – Pour autoriser le virement au présent					
crédit de 45 842 027 \$ du crédit 1 (Affaires indiennes					
et du Nord canadien), de 4 985 000 \$ du crédit 5					
(Affaires indiennes et du Nord canadien) et de					
450 000 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits</i>					
<i>n° 2 pour 2008-2009</i>	5 693 621 186	37 972 992	1	5 731 594 179	

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
15c Paiements à la Société canadienne des postes conformément à l'entente entre le ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien et la Société canadienne des postes dans le but de fournir le Service aérien omnibus de colis destinés au Nord – Pour autoriser le virement au présent crédit de 10 000 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	46 100 000	10 000 000	1	56 100 001	
20b Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Dépenses de fonctionnement	9 672 407	.....	.....	9 672 407	
25c Bureau de l'Interlocuteur fédéral auprès des Métis et des Indiens non inscrits – Contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 900 000 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	29 444 001	900 000	1	30 344 002	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	52 356 000	.....	.....	52 356 000	
(L) Ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422	
(L) Subventions aux organismes autochtones identifiés pour recevoir des paiements à l'égard des revendications en vertu des lois sur le règlement des revendications territoriales globales	74 316 000	.....	.....	74 316 000	
(L) Subvention au gouvernement du Nunatsiavut pour la mise en œuvre de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador en vertu de la <i>Loi sur l'Accord sur les revendications territoriales des Inuits du Labrador</i>	17 987 000	.....	.....	17 987 000	
(L) Obligations relatives aux garanties de prêts accordés aux Indiens pour le logement et le développement économique	2 000 000	.....	.....	2 000 000	
(L) Paiements d'indemnités aux bénéficiaires des revendications territoriales globales pour des redevances sur les ressources	1 472 000	.....	.....	1 472 000	
(L) Rentes versées aux Indiens – Paiements en vertu de traités	1 400 000	.....	.....	1 400 000	
(L) Comité chargé des cas d'invalidité dus au mercure dans les bandes indiennes de Grassy Narrows et d'Islington	15 000	.....	.....	15 000	
Total des dépenses budgétaires	7 156 540 681	45 965	3	7 156 586 649	
L30c Prêts à des revendicateurs autochtones, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, pour le paiement des frais de recherche, d'élaboration et de négociation concernant les revendications	39 903 000	.....	2 000 000	41 903 001	
L35 Prêts aux Premières nations de la Colombie-Britannique pour les aider à participer au processus de la Commission des traités de la Colombie-Britannique	34 600 000	.....	.....	34 600 000	
Total des dépenses non budgétaires	74 503 000	.....	2 000 000	76 503 000	
Total du Ministère	7 231 043 681	45 965	2,000,003	7 233 089 649	

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
Commission canadienne des affaires polaires					
40 Dépenses du Programme et contributions.....	953 449	.....	.....	953 449	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	71 000	.....	.....	71 000	
Total de l'organisme	1 024 449	.....	.....	1 024 449	
Institut de la statistique des Premières nations					
45 Paiements versés à l'Institut de la statistique des Premières nations pour les dépenses de fonctionnement	4 300 000	.....	.....	4 300 000	
Total de l'organisme	4 300 000	.....	.....	4 300 000	
Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens					
47b Secrétariat de la Commission de vérité et de réconciliation relative aux pensionnats indiens – Dépenses de fonctionnement	58 373 000	.....	.....	58 373 000	
Total de l'organisme	58 373 000	.....	.....	58 373 000	
Commission des revendications particulières des Indiens					
50b Dépenses du Programme.....	5 035 930	.....	.....	5 035 930	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	362 000	.....	.....	362 000	
Total de l'organisme	5 397 930	.....	.....	5 397 930	
Bureau du Canada sur le règlement des questions des pensionnats autochtones					
55b Dépenses de fonctionnement	10 551 752	.....	.....	10 551 752	
60b Contributions	232 973	.....	.....	232 973	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 969 000	.....	.....	8 969 000	
Total de l'organisme	19 753 725	.....	.....	19 753 725	
Greffé du Tribunal des revendications particulières					
62c Dépenses du Programme.....	.....	.....	1 397 363	1 397 363	
Total de l'organisme .....	.....	.....	1 397 363	1 397 363	
Total du portefeuille.....	7 319 892 785	45 965	2 397 366	7 323 336 116	

Nota :

La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

La *Loi sur le Tribunal des revendications particulières* (projet de loi C-30) établit le Greffé du Tribunal des revendications particulières en tant que ministère en vertu de l'annexe 1.1 de la *Loi sur la gestion des finances publiques*.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Affaires indiennes et du Nord canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds supplémentaires pour compenser la hausse du prix du carburant que connaissent les collectivités des Premières nations et du Nord, dans le cadre du Programme d'immobilisation et d'entretien .....	.....	.....	53 809	.....	53 809
Fonds supplémentaires pour atténuer les tensions liées à des questions de santé et de sécurité pour les collectivités des Premières nations.....	.....	.....	26 377	.....	26 377
Fonds pour mettre en œuvre l'initiative La Justice, enfin en vue de mettre en œuvre du plan d'action du Canada visant à accélérer le règlement des revendications particulières	11 411	.....	2 000	.....	13 411
Fonds pour compenser l'accroissement des coûts liés au Programme d'approvisionnement alimentaire par la poste du Service aérien omnibus.....	.....	.....	.....	10 000	10 000
Fonds pour la démolition immédiate de logement inhabitables dans la réserve de la Première nation Tsuu T'ina à Calgary en Alberta.....	.....	.....	6 420	.....	6 420
Fonds pour appuyer la mise en œuvre du plan d'action global du Canada visant à consulter les Premières nations, les Métis et les Inuits et, le cas échéant, à tenir compte de leurs besoins lorsque les décisions envisagées par la Couronne pourraient avoir une incidence défavorable sur les droits, établis et potentiels, des peuples autochtones et ceux issus de traités.....	1 430	.....	3 000	.....	4 430
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes (<i>poste horizontal</i>).....	75	.....	550	.....	625
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	228	.....	.....	.....	228
Montant brut des crédits à adopter	13 144	.....	92 156	10 000	115 300
Fonds disponibles					
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	13 144	.....	92 156	.....	105 300
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	.....	.....	.....	10 000	10 000
Total des fonds disponibles	13 144	.....	92 156	10 000	115 300
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Crédit 15	Total
Transfert de Transports – Pour la participation des Premières nations aux négociations en ce qui a trait au développement du Port de Prince Rupert situé sur des terres désignées territoire ancestral par ces Premières nations.....	.....	.....	450	.....	450
Réaffectation des ressources à l'interne – Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	(6 327)	.....	6 327	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer la hausse des frais facturés pour les élèves des Premières nations ayant trait à l'éducation dispensée par les provinces, l'augmentation du prix du carburant pour les centrales au diesel dans des réserves ainsi que les coûts de fonctionnement et d'entretien de foyers de soins personnels	(39 515)	(4 985)	44 500	.....	.....
Transfert au Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie – Pour la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique.....	.....	.....	(404)	.....	(404)
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis...	.....	.....	(10 900)	10 000	(900)
Total des transferts	(45 842)	(4 985)	39 973	10 000	(854)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(45 842)	(4 985)	39 973	10 000	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

	<u>Crédit 25</u>	<u>Crédit L30</u>	<u>Total</u>
Fonds pour mettre en œuvre l'initiative La Justice, enfin en vue de mettre en œuvre du plan d'action du Canada visant à accélérer le règlement des revendications particulières .....	.....	2 000	2 000
Fonds pour appuyer la mise en œuvre du plan d'action global du Canada visant à consulter les Premières nations, les Métis et les Inuits et, le cas échéant, à tenir compte de leurs besoins lorsque les décisions envisagées par la Couronne pourraient avoir une incidence défavorable sur les droits, établis et potentiels, des peuples autochtones et ceux issus de traités.....	900	.....	900
Montant brut des crédits à adopter	900	2 000	2 900
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	900	.....	900
Total des crédits à adopter	.....	2 000	2 000
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis...	900	.....	900
Présent budget supplémentaire des dépenses	900	2 000	2 046

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 13 143 849 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de retard dans les travaux menés sur des sites fédéraux contaminés causés par des conditions climatiques défavorables (8 000 000 \$); de retards quant au lancement de l'Année polaire internationale, ce qui a modifié le calendrier des activités de mise en œuvre et des projets scientifiques pluriannuels (4 927 830 \$) et d'économies réalisées à la suite de diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (216 019 \$). Ces fonds seront utilisés de façon temporaire afin de réduire le montant des nouveaux crédits requis et ils seront de nouveau disponibles aux fins prévues au cours du prochain exercice.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 92 156 430 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de retards relatifs aux modifications à apporter à la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec*. Ces fonds seront utilisés de façon temporaire afin de réduire le montant des nouveaux crédits requis et ils seront de nouveau disponibles aux fins prévues au cours du prochain exercice.

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 10 000 000 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison de retards relatifs aux modifications à apporter à la *Loi sur les Cris et les Naskapis du Québec* (7 843 570 \$) et des retards dans les travaux sur des sites fédéraux contaminés causés par des conditions climatiques défavorables (2 156 430 \$). Ces fonds seront utilisés de façon temporaire afin de réduire le montant des nouveaux crédits requis et ils seront de nouveau disponibles aux fins prévues au cours du prochain exercice.

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 900 000 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison de retards quant au lancement de l'Année polaire internationale, ce qui a modifié le calendrier des activités de mise en œuvre et des projets scientifiques pluriannuels. Ces fonds seront utilisés de façon temporaire afin de réduire le montant des nouveaux crédits requis et ils seront de nouveau disponibles aux fins prévues au cours du prochain exercice.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Ministère

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Subventions		
Subventions pour appuyer les Premières nations, les Inuits, les conseils tribaux, les organismes ou d'autres ordres de gouvernement pour les activités de mise en œuvre stipulées dans les diverses ententes	550 000	.....
Montant total brut des subventions	550 000	.....
Contributions		
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans les domaines des immobilisations et de l'entretien.....	85 186 430	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine de l'éducation	16 200 000	.....
Contributions versées aux Premières nations pour la gestion de sites contaminés	14 806 527	.....
Paiements aux Indiens, Inuits et Innus devant servir à fournir des services publics dans le domaine du développement social	11 300 000	.....
Contributions aux bénéficiaires et à divers organismes de mise en œuvre pour la mise en œuvre d'ententes sur les revendications territoriales globales	7 500 000	.....
Contributions au titre des consultations et de l'élaboration des politiques.....	3 450 000	.....
Contributions aux bandes indiennes pour la gestion de leurs terres et de leurs successions ...	2 440 500	.....
Contributions pour appuyer le processus de négociation visant les revendications globales, particulières et spéciales ainsi que les initiatives d'autonomie gouvernementale	2 000 000	.....
Programme de contributions de l'Interlocuteur fédéral.....	900 000	.....
Montant total brut des contributions	143 783 457	.....
Montant total brut des paiements de transfert	144 333 457	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>92 156 430</i>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>11 304 035</i>	.....
Montant net des paiements de transfert	40 872 992	.....

AFFAIRES INDIENNES ET DU NORD CANADIEN

Greffé du Tribunal des revendications particulières

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Greffé du Tribunal des revendications particulières demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 62

Fonds pour appuyer les activités du Greffé du Tribunal des revendications particulières	1 397
---	--------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	46 897 907	.....	40 000	46 937 907
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	240 284 000	.....	2 900 100	243 184 100
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 324 000	.....	.....	5 324 000
Total du portefeuille.....	292 505 907	.....	2 940 100	295 446 007

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour l'implantation d'un réseau de télécommunications à large bande à la Baie-James .....	.....	2 000	2 000
Fonds pour l'implantation de l'Initiative visant l'appui au développement des croisières internationales sur le fleuve Saint-Laurent et la rivière Saguenay	40	950	990
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	150	150
Montant brut des crédits à adopter	40	3 100	3 140
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	.....	200	200
Présent budget supplémentaire des dépenses	40	2 900	2 940

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 200 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de retards quant au déménagement du Planétarium de Montréal.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de diversification des collectivités	3 100 100	.....
Montant total brut des paiements de transfert	3 100 100	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	200 000	.....
Montant net des paiements de transfert	2 900 100	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 456 680 \$ du crédit 5 (Agence de promotion économique du Canada atlantique) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	86 873 970	456 680	1	87 330 651
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	248 816 104	(456 680)	.....	248 359 424
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 017 000	.....	.....	8 017 000
Total du Ministère.....	343 707 074	.....	1	343 707 075
Société d'expansion du Cap-Breton				
10 Paiements à la Société d'expansion du Cap-Breton en vertu de la <i>Loi sur la Société d'expansion du Cap-Breton</i>	8 650 000	.....	.....	8 650 000
Total de l'organisme	8 650 000	.....	.....	8 650 000
Total du portefeuille.....	352 357 074	.....	1	352 357 075

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de promotion économique du Canada atlantique demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour l'usine Atlantic Beef Products Inc. afin de diversifier ses activités, d'acheter du nouvel équipement, de former des employés et de mettre en œuvre un plan d'affaires et de marketing dynamique.....	.....	2 000	2 000
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>)	5	317	322
Montant brut des crédits à adopter	5	2 317	2 322
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5	2 317	2 322
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la radiation des créances liées à la Société pour le développement de Terre-Neuve et du Labrador.....	457	(457)	.....
Présent budget supplémentaire des dépenses	457	(457)	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 5 500 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 2 316 500 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report des contributions en vertu du Programme de développement des entreprises.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Contributions		
Contributions en vertu du Programme de développement des entreprises	2 316 500	.....
Montant total brut des paiements de transfert	2 316 500	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	2 316 500	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	456 680	.....
Montant net des paiements de transfert	(456 680)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses du Programme et dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> – Pour autoriser le virement au présent crédit de 200 833 \$ du crédit 1 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	3 291 018 427	200 833	1	3 291 219 261
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	400 644 000	.....	.....	400 644 000
(L) Ministre du Revenu national – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Versements d'allocations spéciales pour enfants.....	219 000 000	.....	.....	219 000 000
(L) Dépense des recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 60 de la <i>Loi sur l'Agence du revenu du Canada</i>	161 263 000	.....	.....	161 263 000
(L) Paiements aux agences privées de recouvrement en vertu de l'article 17.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	23 316 000	.....	(6 000 000)	17 316 000
(L) Paiements aux provinces en vertu de la <i>Loi sur les droits d'exportation de produits de bois d'œuvre</i>	419 000 000	.....	.....	419 000 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur les mesures d'aide liées aux coûts de l'énergie</i>	1 210 000	.....	.....	1 210 000
Total du portefeuille.....	4 515 527 849	200 833	(5 999 999)	4 509 728 683

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

AGENCE DU REVENU DU CANADA

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence du revenu du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits

	<u>Crédit 1</u>	<u>Légal</u>	<u>Total</u>
Économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement relativement aux paiements à des recouvrements privés	(6 000)	(6 000)
Total des rajustements des crédits			(6 000)

Transferts

Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour le Programme canadien d'épargne-invalidité afin d'établir un lien entre les systèmes en vue de l'échange d'information sur les inscriptions	201	.....	201
Présent budget supplémentaire des dépenses	201	(6 000)	(5 799)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes provenant des ententes de recherche concertée et des services de recherche, des activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâtures communautaires, et de l'administration du Programme Agri-stabilité, et de compenser les dépenses engagées durant l'exercice; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	713 896 199	(3 610 000)	4 248 642	714 534 841
5c Dépenses en capital.....	53 153 874	.....	1 435 000	54 588 874
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	570 339 832	.....	121 212 285	691 552 117
15 Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, à garantir le paiement d'un montant ne dépassant pas en totalité et en tout temps, la somme de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme des avances de crédit printanières et de 1 500 000 000 \$ payable sous la forme d'avances de fonds fournies par les organismes de producteurs, la Commission canadienne du blé et autres prêteurs en vertu du Programme d'avances printanières bonifié.	1	.....	.....	1
20 Aux termes de l'article 29 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation au ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire, au nom de Sa Majesté du chef du Canada et conformément aux conditions approuvées par le ministre des Finances, de garantir le paiement des montants ne dépassant pas en totalité et en tout temps la somme de 140 000 000 \$ payable à l'égard des Accords de ligne de crédit à être engagés par Financement agricole Canada pour les besoins du Programme national renouvelé (2003) sur l'éthanol de la biomasse	1	.....	.....	1
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	69 236 000	.....	.....	69 236 000
(L) Ministre de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-stabilité	655 200 000	.....	.....	655 200 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-protection.....	388 700 000	.....	.....	388 700 000
(L) Paiements de contributions pour le Programme Agri-investissement	159 489 000	.....	.....	159 489 000

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
		Transferts	Rajustements des crédits		
(L) Paiements relatifs à la <i>Loi sur les programmes de commercialisation agricole</i> (L.C., 1997, ch. C-34).....	152 080 000	.....	.....	152 080 000	
(L) Paiements de contributions pour le Programme d'aide en cas de catastrophe agricole – Agri-relance.....	108 400 000	.....	.....	108 400 000	
(L) Contributions à l'appui du Programme Agri-investissement pour l'élément de coûts de production	100 000 000	.....	.....	100 000 000	
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association.....	5 000 000	.....	2 000 000	7 000 000	
(L) Prêts garantis en vertu de la <i>Loi sur les prêts destinés aux améliorations agricoles et à la commercialisation selon la formule coopérative</i> (L.R., 1985, ch. 25 [3 ^e suppl.]).....	4 000 000	.....	.....	4 000 000	
(L) Subventions aux offices établis conformément à la <i>Loi sur les offices des produits agricoles</i> (L.R., 1985, ch. F-4).....	200 000	.....	.....	200 000	
(L) Fonds renouvelable de l'Agence canadienne du pari mutuel .....	.....	.....	.....	.....
(L) Subventions à l'appui du Programme de réforme des porcs reproducteurs.....	12 000 000	.....	.....	12 000 000	
Total du Ministère.....	2 991 771 329	(3 610 000)	128 895 927	3 117 057 256	
Commission canadienne du lait					
25 Dépenses du Programme.....	3 778 963	.....	.....	3 778 963	
Total de l'organisme	3 778 963	.....	.....	3 778 963	
Agence canadienne d'inspection des aliments					
30c Dépenses de fonctionnement et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 010 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) et de 350 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	548 599 180	1 360 000	1	549 959 181	
35a Dépenses en capital.....	44 395 952	.....	.....	44 395 952	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	67 475 000	.....	.....	67 475 000	
(L) Paiements d'indemnisation conformes aux exigences prévues par les règlements pris en application de la <i>Loi sur la santé des animaux</i> et de la <i>Loi sur la protection des végétaux</i> et autorisés en vertu de la <i>Loi sur l'Agence canadienne d'inspection des aliments</i> (L.C., 1997, ch. 6).....	1 500 000	.....	.....	1 500 000	
Total de l'organisme	661 970 132	1 360 000	1	663 330 133	
Commission canadienne des grains					
40a Dépenses du Programme.....	31 680 629	.....	.....	31 680 629	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	577 000	.....	.....	577 000	
(L) Fonds renouvelable de la Commission canadienne des grains.....	(120 000)	.....	.....	(120 000)	
Total de l'organisme	32 137 629	.....	.....	32 137 629	
Total du portefeuille.....	3 689 658 053	(2 250 000)	128 895 928	3 816 303 981	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Agriculture et Agroalimentaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour faciliter la transition des producteurs de tabac jaune de l'Ontario afin de les aider à se retirer de l'industrie (Programme de transition pour les producteurs de tabac – volet « Rachat des contingents »).....	1 051	.....	287 895	288 946
Fonds pour les éléments des programmes non liés à gestion des risques de l'entreprise du cadre stratégique <i>Cultivons l'avenir</i>	13 112	1 435	43 653	58 200
Fonds pour la mise en œuvre de la nouvelle série de programmes de gestion des risques de l'entreprise pour les producteurs canadiens	1 949	.....	5 000	6 949
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	138	.....	.....	138
Montant brut des crédits à adopter	16 250	1 435	336 548	354 233
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	12 002	.....	215 336	227 338
Total des crédits à adopter	4 248	1 435	121 212	126 895
Crédits législatifs				
Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association				2 000
Total des rajustements des crédits				128 895
Transferts				
Transfert à Santé (2 600 \$) et à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (1 010 \$) – Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique <i>Cultivons l'avenir</i>	(3 610)	.....	.....	(3 610)
Présent budget supplémentaire des dépenses	638	1 435	121 212	125 285

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 12 001 858 \$ sont disponibles à même le crédit en raison : d'économies réalisées (273 912 \$) à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement; et des délais dans l'exécution du projet de la série de programmes de gestion des risques de l'entreprise (11 727 946 \$).

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 215 335 815 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'un montant de 117 500 000 \$ provenant de la conversion permanente des fonds consacrés au programme de protection du revenu agricole en fonds législatifs pour les programmes de gestion des risques de l'entreprise; de retards concernant le Programme fédéral de transition relatif aux vergers et vignobles (1 806 420 \$); de retards relatifs au Programme d'innovation pour les bioproduits agricoles (13 385 325 \$); de retards relatifs à l'initiative de facilitation de l'élimination des matières à risque spécifiées (17 500 000 \$); de retard concernant l'initiative de lutte contre les maladies dans l'industrie porcine – Phase II (20 130 000 \$) et de retards relatifs à l'Initiative pour un investissement écoagricole dans les biocarburants (45 014 070 \$).

AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE

Ministère

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Subventions		
(L) Fonds pour l'avenir de la Canadian Cattlemen's Association .....	.....	2 000 000
Montant total brut des subventions	.....	2 000 000
Contributions		
Contributions pour le Programme de transition pour les producteurs de tabac	287 895 000	.....
Contributions pour permettre la compétitivité des entreprises et des secteurs	9 882 000	.....
Contributions pour promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement	9 715 000	.....
Contributions pour réduire au minimum la fréquence et l'ampleur des incidents liés aux risques	7 202 100	.....
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Environnement ...	5 700 000	.....
Contributions pour améliorer la salubrité et la sécurité alimentaire du Canada	5 254 000	.....
Contributions à l'appui du Programme de partenariat avec le secteur privé pour la gestion des risques	3 000 000	.....
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Renouveau	2 900 000	.....
Contributions pour accélérer le rythme de l'innovation et faciliter l'adoption de nouvelles technologies	2 300 000	.....
Contributions à l'appui de la recherche et d'initiatives pilotes liées au programme Agri-protection	2 000 000	.....
Contributions pour venir en aide au secteur agricole et agroalimentaire – Science et innovation	700 000	.....
Montant total brut des contributions	336 548 100	.....
Montant total brut des paiements de transfert	336 548 100	2 000 000
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	215 335 815	.....
Montant net des paiements de transfert	121 212 285	2 000 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence canadienne d'inspection des aliments

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence canadienne d'inspection des aliments demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 30
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir	1 010
Transfert de Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	350
Présent budget supplémentaire des dépenses	
	1 360

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ANCIENS COMBATTANTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
1c Dépenses de fonctionnement; entretien de propriétés, y compris les dépenses afférentes à des travaux de génie et de recherche technique qui n'ajoutent aucune valeur tangible à la propriété immobilière, aux taxes, à l'assurance et au maintien des services publics; autorisation, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, d'effectuer des travaux de réparation nécessaires sur des propriétés construites en vertu de contrats particuliers à prix ferme et vendues conformément à la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C. 1970, ch. V-4), afin de corriger des défectuosités dont ni l'ancien combattant ni l'entrepreneur ne peuvent être tenus financièrement responsables ainsi que tout autre travail qui s'impose sur d'autres propriétés afin de sauvegarder l'intérêt que le directeur y possède et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	980 894 741	(20 000 000)	.....	960 894 741
5 Dépenses en capital.....	22 862 000	.....	.....	22 862 000
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 20 000 000 \$ du crédit 1 (Anciens combattants) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	2 383 119 001	20 000 000	1	2 403 119 002	
15a Tribunal des anciens combattants (révision et appel) – Dépenses de fonctionnement	11 755 652	.....	.....	11 755 652
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 696 000	.....	.....	40 696 000
(L) Ministre des Anciens Combattants – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des anciens combattants	175 000	.....	.....	175 000
(L) Remboursements, en vertu de l'article 15 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> , de redressements de compensation effectués en conformité avec la <i>Loi sur les terres destinées aux anciens combattants</i> (S.R.C., 1970, ch. V-4)	10 000	.....	.....	10 000
(L) Rajustement des engagements actuariels de l'assurance des soldats de retour au pays	10 000	.....	.....	10 000
(L) Crédits de réadaptation en vertu de l'article 8 de la <i>Loi sur les indemnités de services de guerre</i> (S.R.C., 1970, ch. W-4)	2 000	.....	.....	2 000
Total du portefeuille.....	3 439 600 816	.....	1	3 439 600 817

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

ANCIENS COMBATTANTS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Anciens Combattants demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Augmentation de la subvention pour les indemnités et les allocations d'invalidité en raison d'une augmentation de nombre de paiements.....	....	35 000	35 000
Fonds destinés à la Commission des sépultures de guerre du Commonwealth.....	....	240	240
Aide en matière d'éducation aux enfants d'anciens combattants décédés – Fonds pour de l'aide en matière d'enseignement supérieur aux enfants de certains membres décédés des forces armées .....	....	175	175
Programme d'approche faisant la promotion du Programme de reconnaissance des anciens combattants exposés aux effets nucléaires.....	154	....	154
Montant brut des crédits à adopter	154	35 415	35 569
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	154	35 415	35 569
Total des crédits à adopter	....	....	....
Transferts			
Réaffection des ressources à l'interne – Pour répondre aux besoins à court terme en matière de subventions.....	(20 000)	20 000	....
Présent budget supplémentaire des dépenses	(20 000)	20 000	....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 154 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 35 415 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de besoins moins importants en bénéfices et services des autres soins à domicile (22 415 000 \$) et aux allocations pour perte de revenus (13 000 000 \$).

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Subventions		
Indemnités et allocations d'invalidité.....	55 000 000	....
Commission des sépultures de guerre du Commonwealth	240 000	....
Aide en matière d'enseignement supérieur aux enfants de certains membres décédés des forces armées	175 000	....
Montant total brut des paiements de transfert	55 415 000	....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	35 415 000	....
Montant net des paiements de transfert	20 000 000	....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 500 000 \$ du crédit 5 (Citoyenneté et Immigration), de 1 000 000 \$ du crédit 1 (Justice), de 243 580 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile) et de 57 500 \$ du crédit 85 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	453 088 661	172 580	22 302 790	475 564 031
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	881 648 355	(4 500 000)	1	877 148 356
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	38 621 001	.....	.....	38 621 001
(L) Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration – Traitement et allocation pour automobile.....	76 422	.....	.....	76 422
Total des dépenses budgétaires.....	1 373 434 439	(4 327 420)	22 302 791	1 391 409 810
(L) Prêts aux immigrants et aux réfugiés afin de faciliter l'arrivée des nouveaux venus en vertu de l'article 88 de la <i>Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés</i> (2001, c. 27)	1	.....	.....	1
Total des dépenses non budgétaires.....	1	.....	.....	1
Total du Ministère.....	1 373 434 440	(4 327 420)	22 302 791	1 391 409 811
Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada				
10 Dépenses du Programme.....	106 557 707	.....	.....	106 557 707
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 837 000	.....	.....	12 837 000
Total de l'organisme	119 394 707	.....	.....	119 394 707
Total du portefeuille.....	1 492 829 147	(4 327 420)	22 302 791	1 510 804 518

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

CITOYENNETÉ ET IMMIGRATION

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Citoyenneté et Immigration demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds supplémentaires destinés au Programme fédéral de santé intérimaire qui fournit des soins de santé temporaires aux réfugiés	20 090	.....	20 090
Augmentation de la subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration .....	.....	10 029	10 029
Fonds consacrés aux programmes de publicité gouvernementale	3 000	.....	3 000
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes visant à améliorer les permis de conduire afin qu'ils servent de document de voyage sûr pour entrer aux États-Unis à partir du Canada par voie terrestre ou maritime (<i>poste horizontal</i>)	372	.....	372
Montant brut des crédits à adopter	23 462	10 029	33 491

Fonds disponibles

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 160	10 029	11 189
Total des crédits à adopter	22 302	.....	22 302

Transferts

Transfert de Justice – Pour maintenir les pratiques établies à l'égard de l'initiative de gestion des risques juridiques partagée	1 000	.....	1 000
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada – Pour fournir un soutien aux agents d'intégrité des mouvements migratoires du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	244	.....	244
Transfert du Conseil de recherches en sciences humaines – Remboursement des fonds pour les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis)	58	.....	58
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'augmentation de la charge de travail liée au traitement des demandes à titre de résident temporaire et de résident permanent	4 500	(4 500)	.....
Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour fournir un soutien au personnel du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(5 629)	.....	(5 629)
Total des transferts	173	(4 500)	(4 327)
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 475	(4 500)	17 975

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 159 575 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés aux exigences relatives aux visas pour les ressortissants de la République Tchèque et de la République de Lettonie (737 000 \$); de modifications apportées à la Loi sur la citoyenneté qui soustrait certaines personnes adoptées du processus d'immigration (173 000 \$); et d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (249 575 \$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 10 029 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins en contributions pour le programme Cours de langue pour les immigrants au Canada.

Paiements de transfert (dollars)

	Crédit	Légal
Subventions		
Subvention aux fins de l'Accord Canada-Québec sur l'immigration	10 029 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	10 029 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	10 029 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	4 500 000	.....
Montant net des paiements de transfert	(4 500 000)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Secrétariat				
1c Dépenses du Programme et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépasser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités du Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour autoriser le virement au présent crédit de 201 451 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits no 2 pour 2008-2009</i>	189 920 529	201 451	1	190 121 981
5 Éventualités du gouvernement – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits relativement à la feuille de paye et à d'autres besoins et pour payer des dépenses diverses, urgentes ou imprévues qui n'ont pas autrement été pourvues, y compris les subventions et les contributions qui ne sont pas énumérées dans le budget des dépenses et l'augmentation du montant des subventions qui y sont énumérées quand ces dépenses s'inscrivent dans le mandat légal d'une organisation gouvernementale et autorisation de réemployer les sommes affectées à des besoins autres que ceux de la feuille de paye, tirées d'autres crédits et versées au présent crédit	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10 Initiatives pangouvernementales – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d'autres crédits pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives de gestion stratégique entreprises dans la fonction publique du Canada	7 141 000	.....	.....	7 141 000
15c Rajustements à la rémunération – Sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, pour augmenter d'autres crédits qui peuvent nécessiter un financement partiel ou intégral par suite de rajustements effectués aux modalités de service ou d'emploi de l'administration publique fédérale, y compris les membres de la Gendarmerie royale du Canada et les Forces canadiennes, les personnes nommées par le gouverneur en conseil et les sociétés d'État au sens de l'article 83 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> .....	.....	.....	707 414 643	707 414 643

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
20b Assurances de la fonction publique – Paiements à l’égard de programmes d’assurance, de pension, d’avantages sociaux ou autres, ou applicables à l’administration de ces programmes ou autres, notamment des primes, des contributions, des avantages sociaux, des frais et autres dépenses faites en faveur de la fonction publique ou d’une partie de celle-ci et pour toutes autres personnes, déterminées par le Conseil du Trésor, et autorisation de dépenser tous revenus ou toutes autres sommes perçues à l’égard de ces programmes ou autres pour compenser toutes dépenses découlant de ces programmes ou autres et pour pourvoir au remboursement à certains employés de leur part de la réduction des primes conformément au paragraphe 96(3) de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i>	1 862 943 839	.....	.....	1 862 943 839
25 Report du budget de fonctionnement – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits en raison du report du budget de fonctionnement de l’exercice précédent	113 425 999	.....	.....	113 425 999
30b Besoin en matière de rémunération – Sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor, pour suppléer à d’autres crédits pour des besoins relatifs aux prestations parentales et de maternité, aux versements liés à la cessation de service ou d’emploi, aux rajustements apportés aux modalités de service ou d’emploi dans l’administration publique fédérale, y compris pour les membres de la Gendarmerie royale du Canada et des Forces canadiennes, qui n’ont pas été pourvus par le crédit 15, Rajustements à la rémunération	296 657 289	.....	.....	296 657 289
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	20 472 000	.....	.....	20 472 000
(L) Président du Conseil du Trésor – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur la mise au point des pensions du service public</i> (S.R., 1970, ch. P-33)	20 000	.....	.....	20 000
Total du Secrétariat	3 240 657 078	201 451	707 414 644	3 948 273 173
École de la fonction publique du Canada				
35 Dépenses du Programme.....	62 266 262	.....	.....	62 266 262
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	6 072 000	.....	.....	6 072 000
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 18(2) de la <i>Loi sur l’École de la fonction publique du Canada</i>	32 000 000	.....	.....	32 000 000
Total de l’organisme	100 338 262	.....	.....	100 338 262
Commissariat à l’intégrité du secteur public				
40 Dépenses du Programme.....	6 104 271	.....	.....	6 104 271
(L) Contributions aux régimes d’avantages sociaux des employés	520 000	.....	.....	520 000
Total de l’organisme	6 624 271	.....	.....	6 624 271

CONSEIL DU TRÉSOR

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Commissariat au lobbying					
45 Dépenses du Programme.....	4 359 554	.....	.....	4 359 554	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	416 000	.....	.....	416 000	
Total de l'organisme	4 775 554	.....	.....	4 775 554	
Agence de gestion des ressources humaines de la fonction publique du Canada					
50b Dépenses du Programme.....	89 745 933	.....	.....	89 745 933	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 364 000	.....	.....	8 364 000	
Total de l'organisme	98 109 933	.....	.....	98 109 933	
Total du portefeuille.....	3 450 505 098	201 451	707 414 644	4 158 121 193	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

CONSEIL DU TRÉSOR

Secrétariat

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Secrétariat du Conseil du Trésor demande des fonds pour les postes suivants :

	<u>Géré à l'échelle du ministère</u>	<u>Crédit 1</u>	<u>Crédit 15</u>	<u>Total</u>
Crédits à adopter				
Rajustements à la rémunération – Transferts aux ministères et aux organismes pour les rajustements salariaux .....	.....	707 415	707 415	707 415
Transferts				
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour la gestion des régimes d'assurance-vie et d'assurance-invalidité de la Gendarmerie royale du Canada.....	201	.....	201	201
Présent budget supplémentaire des dépenses	201	707 415	707 616	

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses du Programme, y compris les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues ailleurs et le fonctionnement de la résidence du Premier ministre; et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	128 364 846	(10 000)	13 297 234	141 652 080
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 348 000	.....	.....	12 348 000
(L) Premier ministre – Traitement et allocation pour automobile	157 422	.....	.....	157 422
(L) Président du Conseil privé de la Reine pour le Canada, ministre des Affaires intergouvernementales et ministre de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Leader du gouvernement au Sénat – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Leader du gouvernement à la Chambre des communes et ministre de la réforme démocratique – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total du Ministère	141 099 534	(10 000)	13 297 234	154 386 768
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes				
5 Dépenses du Programme	6 399 017	.....	.....	6 399 017
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	439 000	.....	.....	439 000
Total de l'organisme	6 838 017	.....	.....	6 838 017
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports				
10 Dépenses du Programme	27 107 157	.....	.....	27 107 157
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 394 000	.....	.....	3 394 000
Total de l'organisme	30 501 157	.....	.....	30 501 157
Directeur général des élections				
15a Dépenses du Programme	24 846 627	.....	.....	24 846 627
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 861 000	.....	.....	3 861 000
(L) Dépenses d'élections	84 318 000	.....	247 802 979	332 120 979
(L) Traitement du directeur général des élections	259 500	.....	.....	259 500
Total de l'organisme	113 285 127	.....	247 802 979	361 088 106
Commissaire aux langues officielles				
20 Dépenses du Programme	18 900 707	.....	.....	18 900 707
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 142 000	.....	.....	2 142 000
Total de l'organisme	21 042 707	.....	.....	21 042 707

CONSEIL PRIVÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Secrétariat de la Commission des nominations publiques					
25 Dépenses du Programme.....	992 249	.....	.....	992 249	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	122 000	.....	.....	122 000	
Total de l'organisme	1 114 249	.....	.....	1 114 249	
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité					
30 Dépenses du Programme.....	2 779 846	.....	.....	2 779 846	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	284 000	.....	.....	284 000	
Total de l'organisme	3 063 846	.....	.....	3 063 846	
Total du portefeuille.....	316 944 637	(10 000)	261 100 213	578 034 850	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

CONSEIL PRIVÉ

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil privé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

	Crédit 1
Fonds pour la création et le fonctionnement de la Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney	9 506
Fonds pour la poursuite des activités de la Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India	2 878
Fonds pour la poursuite des activités de l'Enquête interne sur les actions des responsables canadiens relativement à Abdullah Almalki, Ahmad Abou-Elmaati et Muayyed Nureddin.....	1 210
Montant brut des crédits à adopter	<u>13 594</u>

Fonds disponibles

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	297
Total des crédits à adopter	<u>13 297</u>

Transferts

Transfert à la Gendarmerie royale du Canada – Pour le partage des coûts dans le cadre de la passation d'un marché avec un consultant indépendant pour la création d'un modèle intégré d'intervention tous risques destiné à la région de la capitale nationale.....	(10)
Présent budget supplémentaire des dépenses	<u>13 287</u>

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 296 751 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Contributions		
Commission d'enquête concernant les allégations au sujet des transactions financières et commerciales entre Karlheinz Schreiber et le très honorable Brian Mulroney – Fonds destinés aux parties et aux intervenants	95 000	....
Commission d'enquête relative aux mesures d'investigation prises à la suite de l'attentat à la bombe perpétré contre le vol 182 d'Air India – Fonds destinés aux familles	15 000	....
Total des paiements de transfert	110 000	....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

CONSEIL PRIVÉ

Directeur général des élections

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Directeur général des élections réclame des fonds pour les postes suivants :

Crédits législatifs	Total
Fonds pour la préparation et la conduite de la 40 ^e élection générale (14 octobre 2008) et des quatre élections partielles du 8 et 22 septembre 2008 (annulées et remplacées par la 40 ^e élection générale), et pour la préparation de la 41 ^e élection générale.....	247 803
Paiements de transfert (dollars)	
Autres paiements de transfert	
(L) Remboursement des dépenses électorales des candidats et des partis politiques à la suite de la 40 ^e élection générale et des élections partielles de septembre 2008 .....	..... 58 560 322
(L) Allocation aux partis politiques enregistrés (disposition à l'égard du financement politique de la <i>Loi électorale du Canada</i>).....	..... (650 000)
Total des paiements de transfert	..... 57 910 322

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et autorisation de contracter, sous réserve d'affectation par le Conseil du Trésor, des engagements totalisant 28 688 336 560 \$ à l'égard des crédits 1, 5 et 10 du Ministère, quelle que soit l'année au cours de laquelle sera effectué le paiement de ces engagements (et dont il est estimé qu'une tranche de 11 218 030 000 \$ deviendra payable dans les années à venir); autorisation d'effectuer des paiements, imputables à l'un ou l'autre de ces crédits, aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction exécutés par ces administrations; autorisation, sous réserve des directives du Conseil du Trésor, de faire des dépenses ou des avances recouvrables aux termes de l'un ou l'autre de ces crédits, à l'égard du matériel fourni ou de services rendus au nom de particuliers, de sociétés, d'organismes extérieurs, d'autres ministères et organismes de l'État et d'autres administrations; et autorisation, sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor, d'affecter les recettes de l'exercice pour n'importe lequel de ces crédits et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 941 000 \$ du crédit 10 (Sécurité publique et Protection civile), de 680 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile), de 482 000 \$ du crédit 1 (Transports) et de 310 000 \$ du crédit 1 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> 14 254 983 489	2 014 000	1	14 256 997 490	
5c Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 82 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale), de 865 000 \$ du crédit 40 (Santé) et de 66 000 \$ du crédit 50 (Sécurité publique et Protection civile) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> 3 840 229 347	407 305	1	3 840 636 653	
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, lesquelles subventions et contributions peuvent comprendre des versements en espèces ou tenir lieu de paiement accordé à un bénéficiaire, des prestations de biens ou de services ou l'utilisation d'installations, et qui peuvent également comprendre les contributions pouvant être approuvées par le gouverneur en conseil, aux termes de l'article 3 de la <i>Loi de 1950 sur les crédits de défense</i> , pour l'acquisition ou le transfert d'équipement de défense, de services ou de fournitures ou d'installations aux fins de défense – Pour autoriser le virement au présent crédit de 317 000 \$ du crédit 1 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> 193 516 470	317 000	1	193 833 471	

DÉFENSE NATIONALE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	278 456 084	.....	.....	278 456 084	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés – Membres militaires	938 131 916	.....	.....	938 131 916	
(L) Ministre de la Défense nationale – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422	
(L) Versements en vertu de la <i>Loi sur les prestations de retraite supplémentaires</i>	6 796 400	.....	.....	6 796 400	
(L) Versements en vertu des parties I à IV de la <i>Loi sur la continuation de la pension des services de défense</i> (L.R., 1970, ch. D-3)	1 492 700	.....	.....	1 492 700	
(L) Versements aux ayants droit de certains membres de l'Aviation royale du Canada tués dans l'exercice de leurs fonctions alors qu'ils servaient à titre d'instructeurs dans le cadre du Plan d'entraînement des aviateurs du Commonwealth britannique (<i>Loi n° 4 de 1968 portant affectation de crédits</i>)	82 340	.....	.....	82 340	
Total du Ministère	19 513 765 168	2 738 305	3	19 516 503 476	
Comité des griefs des Forces canadiennes					
15 Dépenses du Programme	6 189 540	.....	.....	6 189 540	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	572 000	.....	.....	572 000	
Total de l'organisme	6 761 540	.....	.....	6 761 540	
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire					
20b Dépenses du Programme	4 521 768	.....	.....	4 521 768	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	281 000	.....	.....	281 000	
Total de l'organisme	4 802 768	.....	.....	4 802 768	
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications					
23a Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications – Dépenses du Programme	1 364 520	.....	.....	1 364 520	
Total de l'organisme	1 364 520	.....	.....	1 364 520	
Total du portefeuille	19 526 693 996	2 738 305	3	19 529 432 304	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

DÉFENSE NATIONALE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Défense nationale demande des fonds pour les postes suivants :

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Crédits à adopter				
Fonds pour le Programme de contributions à l'appui de la décontamination des anciennes stations radars de la ligne Mid-Canada situées en Ontario.....	....	....	317	317
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	286	....	....	286
Fonds pour l'établissement d'un centre des opérations de sécurité maritime – Grands lacs-Voie maritime du Saint-Laurent afin d'améliorer les capacités en matière de sécurité dans la région en repérant et en réagissant aux menaces à la sécurité nationale (<i>poste horizontal</i>).....	173	....	....	173
Montant brut des crédits à adopter	459	....	317	776
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	459	....	....	459
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit .....	....	....	317	317
Total des fonds disponibles	459	....	317	776
Total des crédits à adopter	....	....	....	....
Transferts				
Transfert de l'Agence des services frontaliers du Canada (941 \$), de la Gendarmerie royale du Canada (680 \$) et Transports (482 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sécurité maritime	2 103	....	....	2 103
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire .....	....	865	....	865
Transfert d'Affaires étrangères et Commerce international – Pour appuyer les responsabilités du ministre quant à la représentation régionale de la Nouvelle-Écosse et de l'Île-du-Prince-Édouard.....	310	....	....	310
Transfert de la Gendarmerie royale du Canada – Pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	....	66	....	66
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	(317)	....	317	....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les investissements dans le projet interministériel d'intégration des systèmes maritimes de commandement, de contrôle et de communications	(82)	82	....	....
Transfert à Pêches et Océans – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	....	(176)	....	(176)
Transfert à l'Agence canadienne d'inspection des aliments (350 \$) et au Service canadien du renseignement de sécurité (80 \$) – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire .....	....	(430)	....	(430)
Total des transferts	2 014	407	317	2 738
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 014	407	317	2 738

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

DÉFENSE NATIONALE
Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 459 493 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (453 530 \$) et de retards dans l'exécution des projets du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux (5 963 \$).

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 317 000 \$ sont disponibles du crédit 1 en raison de retards dans l'exécution des projets du Plan d'action pour les sites contaminés fédéraux.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
<u>Contributions</u>		
Programme de contributions à l'appui de la décontamination des anciennes stations radars de la ligne Mid-Canada situées en Ontario	317 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	317 000	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>317 000</i>	.....
Montant net des paiements de transfert	.....	.....

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
1c Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	50 994 900	.....	26 751	51 021 651
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	232 433 587	.....	160 000	232 593 587
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 322 000	.....	.....	5 322 000
Total du portefeuille	288 750 487	.....	186 751	288 937 238

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Diversification de l'économie de l'Ouest canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>)	40	160	200
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	13	.....	13
Présent budget supplémentaire des dépenses	27	160	187

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 13 249 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Contributions		
Contributions prévues dans le cadre de programmes ou de projets qui favorisent ou mettent en valeur l'expansion et la diversification économiques de l'Ouest, y compris le lancement, le développement ou l'expansion d'entreprises, l'établissement de nouvelles entreprises, les activités de recherche et de développement, et la mise en valeur de l'infrastructure commerciale, et les contributions sélectives à d'autres programmes touchant le développement régional et économique dans l'Ouest	160 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et :				
a) dépenses recouvrables engagées à l'égard de la Commission des ressources en eau des provinces des Prairies, de la Commission d'étude du bassin de la rivière Qu'Appelle et de la Commission d'étude du bassin de la rivière Saint-Jean;				
b) autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions mentionnées à l'alinéa a) peuvent avoir besoin, au traitement que ces commissions peuvent déterminer;				
c) dépenses recouvrables engagées à l'égard des recherches sur la planification régionale des ressources en eau et des inventaires des ressources en eau;				
d) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais de la régularisation du niveau du lac des Bois et du lac Seul que doivent assumer les provinces du Manitoba et de l'Ontario;				
e) autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la somme de la part des frais des levés hydrométriques que doivent assumer les organismes provinciaux et les organismes de l'extérieur;				
f) aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours du présent exercice les recettes de l'exercice générées par les activités du Ministère financées à même ce crédit;				
g) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	764 716 733	(144 000)	.....	764 572 733
5b Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces ou aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations; et autorisation de consentir des avances recouvrables ne dépassant pas la part des frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral	51 129 140	.....	.....	51 129 140
10b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, contributions aux pays en développement conformément au Fonds multilatéral du Protocole de Montréal sous forme de paiements comptants ou de fourniture de biens, équipement ou services.....	200 621 901	.....	.....	200 621 901

ENVIRONNEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	83 648 000	.....	.....	.....	83 648 000
(L) Ministre de l'Environnement – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	.....	76 422
Total du Ministère.....	1 100 192 196	(144 000)	.....	.....	1 100 048 196
Agence canadienne d'évaluation environnementale					
15 Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice générées par la prestation de services d'évaluation environnementale, y compris les examens des commissions, les études approfondies, les médiations, la formation et les publications d'information par l'Agence canadienne d'évaluation environnementale.....	32 368 375	.....	.....	.....	32 368 375
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 942 000	.....	.....	.....	2 942 000
Total de l'organisme	35 310 375	.....	.....	.....	35 310 375
Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie					
20 Dépenses du Programme.....	5 035 300	.....	.....	.....	5 035 300
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	411 000	.....	.....	.....	411 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	20 000	.....	.....	.....	20 000
Total de l'organisme	5 466 300	.....	.....	.....	5 466 300
Agence Parcs Canada					
25c Dépenses du Programme, y compris les dépenses en capital, les subventions inscrites au Budget des dépenses et les contributions, dont les dépenses engagées sur des propriétés autres que celles du fédéral, et les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions au coût des engagements réalisés par ces dernières – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) et de 144 000 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	516 080 081	5 144 000	585 297	521 809 378	
30b Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques en vue de l'établissement de nouveaux parcs nationaux, lieux historiques nationaux et autres aires patrimoniales connexes aux fins énoncées à l'article 21 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	12 500 001	.....	.....	.....	12 500 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	44 019 000	.....	.....	.....	44 019 000
(L) Dépenses qui équivalent aux recettes résultant de la poursuite des opérations en vertu de l'article 20 de la <i>Loi sur l'Agence Parcs Canada</i>	111 000 000	.....	.....	.....	111 000 000
Total de l'organisme	683 599 082	5 144 000	585 297	689 328 379	
Total du portefeuille.....	1 824 567 953	5 000 000	585 297	1 830 153 250	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

ENVIRONNEMENT

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Environnement – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Transferts

Transfert à Pêches et Océans – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	Crédit 1
.....	(144)

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Agence Parcs Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence Parcs Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	Crédit 25
.....	3 713

Fonds disponibles

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 128
.....	585

Transferts

Transfert de Transport – Pour le financement en vertu du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers pour les coûts liés à l'élargissement de deux à quatre voies d'un tronçon de la route Transcanadienne dans le parc national de Banff afin d'accroître la sécurité du public et de faire face à une hausse de la circulation commerciale et touristique	5 000
Transfert de Santé – Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	144

Total des transferts

Total des transferts	5 144
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 729

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 3 127 690 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies de 2 894 000 \$ réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement, et d'économies de 233 690 \$ réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Ministère					
1c Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	116 889 451	.....	.....	116 889 451	
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	607 200 000	.....	53 000 000	660 200 000	
7a Aux fins du paragraphe 193(4) de la <i>Loi d'exécution du budget de 2006</i> , le montant total du solde impayé du principal de toutes les hypothèques visées par une police d'assurance faisant l'objet d'un accord qui ne doit en aucun temps dépasser 250 000 000 \$.....	1	.....	.....	1	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 910 000	.....	.....	11 910 000	
(L) Ministre des Finances – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422	
(L) Frais d'intérêt et autres coûts	31 509 000 000	.....	.....	31 509 000 000	
(L) Transfert canadien en matière de santé (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	22 629 304 000	.....	.....	22 629 304 000	
(L) Péréquation fiscale (Partie I – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	13 619 924 000	.....	.....	13 619 924 000	
(L) Transfert canadien en matière de programmes sociaux (Partie V.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	10 557 729 000	.....	.....	10 557 729 000	
(L) Financement des territoires (Partie I.1 – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	2 312 939 000	.....	.....	2 312 939 000	
(L) Paiements à l'Association internationale de développement (L.R. 1985, ch. B-7)	318 280 000	.....	.....	318 280 000	
(L) Paiement à l'Ontario (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	150 000 000	.....	.....	150 000 000	
(L) Achat de la monnaie canadienne	147 000 000	.....	.....	147 000 000	
(L) Subventions législatives (<i>Lois constitutionnelles de 1867 à 1982</i> , et autres autorisations législatives)	32 000 000	.....	.....	32 000 000	
(L) Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes (<i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(671 858 000)	.....	.....	(671 858 000)	
(L) Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (Partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i>)	(3 047 889 000)	.....	.....	(3 047 889 000)	
(L) Incitatif pour l'élimination des impôts provinciaux sur le capital (<i>Loi d'exécution du budget de 2007</i>)	229 000 000	.....	.....	229 000 000	
(L) Fiducie pour l'infrastructure du transport en commun (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	500 000 000	.....	.....	500 000 000	
(L) Fonds de recrutement de policiers (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	400 000 000	.....	.....	400 000 000	
(L) Fiducie pour les projets de démonstration de captage et de stockage du carbone de la Saskatchewan (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	240 000 000	.....	.....	240 000 000	

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
(L) Paiement transitoire à la Saskatchewan au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	31 204 000	.....	.....	31 204 000	
(L) Paiement à la Nouvelle-Écosse pour le stockage du carbone (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	5 000 000	.....	.....	5 000 000	
(L) Paiement transitoire au Nunavut au titre du Transfert canadien en matière de programmes sociaux (<i>Loi d'exécution du budget de 2008</i>)	705 000	.....	.....	705 000	
Total des dépenses budgétaires	79 698 413 874	.....	53 000 000	79 751 413 874	
L10a Conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , émission et paiement de billets à vue, non productifs d'intérêts et non négociables, d'un montant ne devant pas dépasser 384 280 000 \$ en faveur de l'Association internationale de développement	2	.....	.....	2	
(L) Paiements et encasement de billets délivrés à la Banque européenne pour la reconstruction et le développement – Souscriptions au capital (non-budgétaire) (L.C. 1991, ch. 12)	3 075 000	.....	.....	3 075 000	
Total des dépenses non budgétaires	3 075 002	.....	.....	3 075 002	
Total du Ministère	79 701 488 876	.....	53 000 000	79 754 488 876	
Vérificateur général					
15 Dépenses du Programme	76 835 992	.....	.....	76 835 992	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	9 620 000	.....	.....	9 620 000	
Total de l'organisme	86 455 992	.....	.....	86 455 992	
Tribunal canadien du commerce extérieur					
20 Tribunal canadien du commerce extérieur - Dépenses du Programme	9 546 410	.....	.....	9 546 410	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 168 000	.....	.....	1 168 000	
Total de l'organisme	10 714 410	.....	.....	10 714 410	
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada					
25c Dépenses du Programme	51 777 321	.....	.....	51 777 321	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 235 000	.....	.....	4 235 000	
Total de l'organisme	56 012 321	.....	.....	56 012 321	
Bureau du surintendant des institutions financières					
30 Dépenses du Programme	868 582	.....	.....	868 582	
(L) Dépense des recettes conformément au paragraphe 17(2) de la <i>Loi sur le Bureau du surintendant des institutions financières</i> (L.R., 1985, ch. 18 [3 ^e suppl.])	1	.....	.....	1	
Total de l'organisme	868 583	.....	.....	868 583	

FINANCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
PPP Canada Inc.					
32a Paiements à PPP Canada Inc. pour le fonctionnement et l'exécution des programmes	2 900 000	.....	.....	.....	2 900 000
33a Paiements à PPP Canada Inc. pour les investissements du Fonds P3	92 600 000	.....	.....	.....	92 600 000
(L) Paiements à PPP Canada Inc. (<i>Loi d'exécution du budget et de l'énoncé économique de 2007</i>).....	5 000 000	.....	.....	.....	5 000 000
Total de l'organisme	100 500 000	.....	.....	.....	100 500 000
Total du portefeuille.....	79 956 040 182	.....	53 000 000	.....	80 009 040 182

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

FINANCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Finances demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds visant à augmenter le paiement de dettes des organisations internationales au nom de pays pauvres dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale	100 000	100 000	100 000
Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers) (<i>poste horizontal</i>)	150	.....	150
Montant brut des crédits à adopter	150	100 000	100 150
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	150	47 000	47 150
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....	53 000	53 000

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 150 476 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 47 000 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de délais relatifs aux paiements de transfert prévus pour l'allègement de la dette bilatérale de certains pays qui respectent les conditions nécessaires à l'annulation de leur dette bilatérale.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Subventions		
Paiements de dettes à des organisations internationales au nom des pays pauvres	100 000 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	100 000 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	47 000 000	.....
Montant net des paiements de transfert	53 000 000	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

FINANCES

Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 25
Fonds pour augmenter les activités d'adhésion et la production d'information stratégique pour les renseignements canadiens et les activités d'application	2 026
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	2 026
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 2 026 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes, perçues au cours d'un exercice, qui ont trait à la recherche sur les communications, aux faillites et aux corporations et celles qui découlent des services et des processus de réglementation, prévus en vertu de la <i>Loi sur la concurrence</i> : dépôt d'un avis préalable à une fusion, certificats de décisions préalables, avis consultatifs et photocopies et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 783 565 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	424 112 244	783 565	1	424 895 810
5c Dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 040 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	19 896 727	2 040 000	1	21 936 728
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	652 441 529	(2 843 565)	.....	649 597 964
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	50 078 000	.....	.....	50 078 000
(L) Ministre de l'Industrie – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 36)	105 015 000	.....	9 985 000	115 000 000
(L) Subvention à CANARIE inc. pour exploiter et développer la prochaine génération du Réseau de recherche avancée du Canada (Canet5)	15 000 000	.....	.....	15 000 000
(L) Fonds renouvelable de l'Office de la propriété intellectuelle du Canada	4 852 000	.....	.....	4 852 000
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i> (L.R., 1985, ch. S-11)	2 050 000	.....	(800 000)	1 250 000
Total des dépenses budgétaires.....	1 273 521 922	(20 000)	9 185 002	1 282 686 924
L15 Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	.....	300 000
L20 Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	.....	500 000
Total des dépenses non budgétaires.....	800 000	.....	.....	800 000
Total du Ministère.....	1 274 321 922	(20 000)	9 185 002	1 283 486 924
Agence spatiale canadienne				
25b Dépenses de fonctionnement	202 034 214	.....	.....	202 034 214
30a Dépenses en capital.....	118 413 000	.....	.....	118 413 000
35b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	47 031 001	.....	.....	47 031 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 563 000	.....	.....	10 563 000
Total de l'organisme	378 041 215	.....	.....	378 041 215

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
Commission canadienne du tourisme					
40 Dépenses du Programme.....	82 656 219	.....	.....	.....	82 656 219
Total de l'organisme	82 656 219	.....	.....	.....	82 656 219
Tribunal de la concurrence					
45b Dépenses du Programme.....	1 937 517	.....	.....	.....	1 937 517
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	153 000	.....	.....	.....	153 000
Total de l'organisme	2 090 517	.....	.....	.....	2 090 517
Commission du droit d'auteur					
50 Dépenses du Programme.....	2 454 354	.....	.....	.....	2 454 354
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	289 000	.....	.....	.....	289 000
Total de l'organisme	2 743 354	.....	.....	.....	2 743 354
Conseil national de recherches du Canada					
55b Dépenses de fonctionnement	428 829 841	.....	.....	.....	428 829 841
60c Dépenses en capital.....	49 838 988	.....	.....	.....	49 838 988
65b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	143 957 001	.....	.....	.....	143 957 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 980 000	.....	.....	.....	45 980 000
(L) Dépense des recettes conformément à l'alinéa 5(1)e) de la <i>Loi sur le Conseil national de recherches</i> (L.R., 1985, ch. N-15)	83 495 000	.....	.....	.....	83 495 000
Total de l'organisme	752 100 830	.....	.....	.....	752 100 830
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie					
70c Dépenses de fonctionnement	43 657 140	.....	453 800	.....	44 110 940
75c Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 404 035 \$ du crédit 10 (Affaires indiennes et du Nord canadien) et de 20 000 \$ du crédit 10 (Industrie) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	920 778 750	424 035	60 667 750	981 870 535	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 129 000	.....	.....	4 129 000	
Total de l'organisme	968 564 890	424 035	61 121 550	1 030 110 475	
Conseil de recherches en sciences humaines					
80c Dépenses de fonctionnement	24 192 273	.....	921 639	.....	25 113 912
85c Subventions inscrites au Budget des dépenses	622 976 950	(57 500)	29 272 250	.....	652 191 700
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 342 000	.....	.....	2 342 000	
Total de l'organisme	649 511 223	(57 500)	30 193 889	679 647 612	
Conseil canadien des normes					
90 Paiements versés au Conseil canadien des normes aux termes de l'article 5 de la <i>Loi sur le Conseil canadien des normes</i>	7 129 000	.....	.....	7 129 000	
Total de l'organisme	7 129 000	.....	.....	7 129 000	

INDUSTRIE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Statistique Canada					
95a Dépenses du Programme, contributions et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice	438 770 230	.....	.....	438 770 230	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 870 000	.....	.....	63 870 000	
Total de l'organisme	502 640 230	.....	.....	502 640 230	
Total du portefeuille.....	4 619 799 400	346 535	100 500 441	4 720 646 376	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

INDUSTRIE
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Industrie demande des fonds pour les postes suivants :

	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour les activités de planification et de préparation liées aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	980	2 040	....	3 020
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>).....	135	....	92	227
Montant brut des crédits à adopter	1 115	2 040	92	3 247
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	331	....	92	423
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit	784	2 040	....	2 824
Total des fonds disponibles	1 115	2 040	92	3 247
Total des crédits à adopter	....	....	....	....
Crédits législatifs				
Fonds pour les paiements proposés à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>				9 985
Fonds pour les paiements proposés à des prêteurs concernant des réclamations de prêts faites en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>			(800)	
Total des crédits législatifs				9 185
Total des rajustements des crédits				9 185
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	784	2 040	(2 824)	....
Transfert au Conseil de recherches en science naturelles et en génie – Pour le programme PromoScience qui offre une aide financière à des organismes donnant l'occasion aux jeunes Canadiens d'en apprendre davantage sur les sciences et le génie .....	....	....	(20)	(20)
Total des transferts	784	2 040	(2 844)	(20)
Présent budget supplémentaire des dépenses	784	2 040	(2 844)	9 165

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 1 115 000 \$ sont disponibles : 331 435 \$ à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement; et 783 565 \$ du crédit 10 en raison du report de la subvention à la Corporation de la ville de Brantford.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 2 040 000 \$ sont disponibles du crédit 10 en raison du report de la subvention à la Corporation de la ville de Brantford.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 91 900 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report de la subvention à la Corporation de la ville de Brantford.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE
Ministère

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Contributions		
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur le financement des petites entreprises du Canada</i>	9 985 000	
Contributions en vertu du Programme de développement du Nord de l'Ontario	91 900	.....
(L) Obligations contractées en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux petites entreprises</i>	(800 000)	
Montant total brut des paiements de transfert	91 900	9 185 000
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	91 900	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	2 843 565	.....
Montant net des paiements de transfert	(2 843 565)	9 185 000

Conseil national de recherches du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil national de recherches du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 60
Réinvestissement des recettes provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers.....	215
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	215
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 60 : Des fonds autorisés totalisant 214 712 \$ sont disponibles à même le crédit étant donné que certains investissements immobiliers n'ont pu être réalisés en 2008-2009.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 70	Crédit 75	Total
Fonds pour appuyer la réalisation de travaux de recherche concertée qui contribuent directement à combler les besoins en matière de savoir et d'innovation des secteurs de l'automobile, de la fabrication, de la foresterie et de la pêche et pour appuyer les opérations du Centre canadien de rayonnement synchrotron, un centre de recherche situé à l'Université de la Saskatchewan	454	34 500	34 954
Fonds pour appuyer le programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises et le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>) .....	....	33 682	33 682
Montant brut des crédits à adopter	454	68 182	68 636
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit .....	....	7 514	7 514
Total des crédits à adopter	454	60 668	61 122
Transferts			
Transfert d'Affaires Indiennes et du Nord canadien – Pour la participation du Canada à l'Année polaire internationale 2007-2008, un programme international de recherche à grande échelle en Arctique et en Antarctique.....	....	404	404
Transfert d'Industrie – Pour le programme PromoScience qui offre une aide financière à des organismes donnant l'occasion aux jeunes Canadiens d'en apprendre davantage sur les sciences et le génie .....	....	20	20
Total des transferts	....	424	424
Présent budget supplémentaire des dépenses	454	61 092	61 546

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 75 : Des fonds autorisés totalisant 7 513 760 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés au programme des Réseaux de centres d'excellence faisant partie de Subventions et bourses.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Subventions		
Subventions et bourses	34 924 035	....
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	26 657 635	....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	7 023 875	....
Montant total brut des paiements de transfert	68 605 545	....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	7 513 760	....
Montant net des paiements de transfert	61 091 785	....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

INDUSTRIE

Conseil de recherches en sciences humaines

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil de recherches en sciences humaines demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 80	Crédit 85	Total
Fonds pour appuyer le Programme des coûts indirects de la recherche .....	.....	15 000	15 000
Fonds pour appuyer la recherche contribuant à accroître la compréhension des effets de l'environnement sur la vie des Canadiens et des besoins en matière de développement social et économique des collectivités du Nord	925	11 040	11 965
Fonds pour appuyer le programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises et le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	4 909	4 909
Montant brut des crédits à adopter	925	30 949	31 874
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	3	1 677	1 680
Total des crédits à adopter	922	29 272	30 194
Transferts			
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Remboursement des fonds qui visaient à appuyer les Centres d'excellence afin de favoriser et de financer les recherches stratégiques portant sur l'immigration, l'intégration et la diversité (projet Métropolis) .....	.....	(58)	(58)
Présent budget supplémentaire des dépenses	922	29 214	30 136

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 80 : Des fonds autorisés totalisant 3 275 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Crédit 85 : Des fonds autorisés totalisant 1 676 750 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés au programme des Réseaux de centres d'excellence faisant partie de Subventions et bourses.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
<u>Subventions</u>		
Coûts indirects de la recherche	15 000 000	.....
Subventions et bourses	11 040 000	.....
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	3 926 000	.....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par l'entreprise	983 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	30 949 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	1 676 750	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	57 500	.....
Montant net des paiements de transfert	29 214 750	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
Ministère					
1c Dépenses de fonctionnement, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours d'un exercice les recettes, et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice, qui découlent de la prestation de services juridiques fournis de manière obligatoire aux ministères et organismes fédéraux et de manière facultative à des sociétés d'État, à des organisations non fédérales et internationales, à condition que ces services soient conformes au mandat du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 148 667 \$ du crédit 35 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	304 344 224	(921 210)	141 386	303 564 400	
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	388 189 784	.....	1 000 000	389 189 784
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	63 281 000	.....	.....	63 281 000
(L) Ministre de la Justice et procureur général du Canada – Traitements et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total du Ministère.....	755 891 430	(921 210)	1 141 386	756 111 606	
Commission canadienne des droits de la personne					
10 Dépenses du Programme.....	19 144 283	.....	.....	19 144 283
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 221 000	.....	.....	2 221 000
Total de l'organisme	21 365 283	.....	.....	21 365 283
Tribunal canadien des droits de la personne					
15 Dépenses du Programme.....	4 217 860	.....	.....	4 217 860
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	384 000	.....	.....	384 000
Total de l'organisme	4 601 860	.....	.....	4 601 860

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
Commissaire à la magistrature fédérale					
20c Dépenses de fonctionnement, traitements, indemnités et dépenses pour les juges, y compris les juges adjoints de la Cour suprême du Yukon, de la Cour suprême des Territoires du Nord-Ouest et de la Cour de justice du Nunavut, non prévus dans la <i>Loi sur les juges</i> et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes de l'année générées par la prestation de services administratifs et de formation judiciaire	8 269 871	.....	446 139	8 716 010
25 Conseil canadien de la magistrature – Dépenses de fonctionnement	1 673 700	.....	.....	1 673 700
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	824 000	.....	.....	824 000
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., 1985, ch. J-1)	397 971 000	.....	.....	397 971 000
Total de l'organisme	408 738 571	.....	446 139	409 184 710
Service administratif des tribunaux judiciaires					
30c Dépenses du Programme.....	59 133 420	.....	1 993 132	61 126 552
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 194 000	.....	.....	6 194 000
Total de l'organisme	65 327 420	.....	1 993 132	67 320 552
Bureau du directeur des poursuites pénales					
35c Dépenses du Programme, et, conformément au paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes générées par la prestation de services de poursuites et de services connexes aux ministères et organismes fédéraux et de services facultatifs aux sociétés d'État, à des organismes non gouvernementaux et internationaux, à condition que ces services soient conformes au mandat du Bureau du directeur des poursuites pénales et de compenser les dépenses connexes au cours du même exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 69 877 \$ du crédit 1 (Justice) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	146 242 715	(78 790)	5 133 780	151 297 705	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	14 630 000	.....	.....	14 630 000
Total de l'organisme	160 872 715	(78 790)	5 133 780	165 927 705	
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada					
40a Commissariat à l'information du Canada – Dépenses du Programme.....	8 866 117	.....	.....	8 866 117
45b Commissariat à la protection de la vie privée du Canada – Dépenses du Programme.....	19 811 567	.....	.....	19 811 567
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 861 000	.....	.....	2 861 000
Total de l'organisme	31 538 684	.....	.....	31 538 684

JUSTICE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Cour suprême du Canada					
50 Dépenses du Programme.....	22 949 555	.....	.....	22 949 555	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	2 236 000	.....	.....	2 236 000	
(L) Traitements, indemnités et pensions des juges, pensions aux conjoints et aux enfants des juges et montants forfaitaires versés aux conjoints des juges qui décèdent pendant leur mandat (L.R., (1985), ch. J-1)	5 171 000	.....	.....	5 171 000	
Total de l'organisme	30 356 555	.....	.....	30 356 555	
Total du portefeuille.....	1 478 692 518	(1 000 000)	8 714 437	1 486 406 955	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n’ayant pas encore été approuvés au moment de l’impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

JUSTICE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Justice demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers) (<i>poste horizontal</i>)	277	1 000	1 277

Fonds disponibles

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	136	.....	136
Total des crédits à adopter	141	1 000	1 141

Transferts

Transfert du Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour le Fond de coordination de la sûreté maritime	149	.....	149
Transfert au Bureau du directeur des poursuites pénales – Pour les fonds obtenus destinés aux conventions collectives	(70)	.....	(70)
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour maintenir les pratiques établies à l'égard de l'initiative de gestion des risques juridiques partagée	(1 000)	.....	(1 000)
Total des transferts	(921)	.....	(921)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(780)	1 000	220

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 135 516 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Contributions		
Fonds de réserve des équipes intégrées d'application de la loi dans les marchés	1 000 000	.....
Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.		

Commissaire à la magistrature fédérale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Commissaire à la magistrature fédérale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

	Crédit 20
Fonds pour la mise en œuvre des changements entrepris comme suite au rapport de la Commission d'examen de la rémunération des juges	446

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

JUSTICE

Service administratif des tribunaux judiciaires

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service administratif des tribunaux judiciaires demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour les coûts relatifs aux juges suppléants, aux protonotaire et à la réorganisation.....	1 993
Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.	

Bureau du directeur des poursuites pénales

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Bureau du directeur des poursuites pénales demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 35
Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers) (<i>poste horizontal</i>).....	5 134
Transferts	
Transfert de Justice – Pour les fonds obtenus destinés aux conventions collectives.....	70
Transfert à Justice – Pour le Fond de coordination de la sûreté maritime	(149)
Total des transferts	(79)
Présent budget supplémentaire des dépenses	5 055

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Sénat				
1 Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement en remplacement d'une résidence pour le président du Sénat, versements à l'égard des coûts de fonctionnement des bureaux des sénateurs, contributions et subventions inscrites au Budget des dépenses et autorisation de dépenser au cours d'un exercice les recettes perçues, inhérentes aux activités du Sénat, au cours de ce même exercice.....	58 467 000	.....	.....	58 467 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	6 717 000	.....	.....	6 717 000
(L) Dignitaires du Sénat et sénateurs – Traitements, allocations et autres paiements versés au président du Sénat, aux sénateurs et autres dignitaires du Sénat en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> ; contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires (L.R., 1985 ch. M-5)	25 048 000	.....	.....	25 048 000
Total de l'organisme	90 232 000	.....	.....	90 232 000
Chambre des communes				
5b Dépenses du Programme, y compris une indemnité de logement au lieu d'une résidence pour le président de la Chambre des communes et au lieu d'un appartement pour le vice-président, les versements pour le fonctionnement des bureaux de circonscription des députés, les contributions et l'autorisation de dépenser les recettes de l'exercice provenant des activités de la Chambre des communes	279 672 767	.....	.....	279 672 767
10b Dépenses en capital.....	.....	.....	.....	.....
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	34 944 000	.....	.....	34 944 000
(L) Députés – Traitements et indemnités des agents supérieurs et des députés de la Chambre des communes en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et contributions au compte d'allocations de retraite des parlementaires et au compte de convention de retraite des parlementaires.....	114 417 281	.....	.....	114 417 281
Total de l'organisme	429 034 048	.....	.....	429 034 048
Bibliothèque du Parlement				
15c Dépenses du Programme, y compris l'autorisation de dépenser les recettes produites durant l'exercice provenant des activités de la Bibliothèque du Parlement	36 310 819	.....	600 000	36 910 819
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 721 000	.....	.....	4 721 000
Total de l'organisme	41 031 819	.....	600 000	41 631 819
Commissariat aux conflits d'intérêt et à l'éthique				
20 Dépenses du Programme.....	6 566 850	.....	.....	6 566 850
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	790 000	.....	.....	790 000
Total de l'organisme	7 356 850	.....	.....	7 356 850

PARLEMENT

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Conseiller sénatorial en éthique					
25 Dépenses du Programme.....	689 000	.....	.....	.....	689 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	102 000	.....	.....	.....	102 000
Total de l'organisme	791 000	.....	.....	.....	791 000
Total du portefeuille.....	568 445 717	.....	600 000	569 045 717	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

PARLEMENT
Bibliothèque du Parlement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Bibliothèque du Parlement demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 15

Fonds pour couvrir les coûts de fonctionnement supplémentaires, notamment pour les services et la documentation relatifs à la nouvelle législature, les indemnités de départ et les coûts de négociations de conventions collectives....

600

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes générées au cours de l'exercice par l'Institut canadien de conservation, le Réseau canadien d'information sur le patrimoine, le Service de transport des expositions et le Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	281 237 489	(5 392 462)	.....	275 845 027
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 310 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) et de 168 637 \$ du crédit 1 (Travaux publics et Services gouvernementaux) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1 140 111 603	3 728 637	1	1 143 840 241
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	28 254 000	.....	.....	28 254 000
(L) Ministre du Patrimoine canadien – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Traitements des lieutenants-gouverneurs	1 129 000	.....	.....	1 129 000
(L) Paiements en vertu de la <i>Loi sur la pension de retraite des lieutenants-gouverneurs</i> (L.R., 1985, ch. L-8)	637 000	.....	.....	637 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – lieutenants-gouverneurs précédents	182 000	.....	.....	182 000
Total du Ministère	1 451 627 514	(1 663 825)	1	1 449 963 690
Conseil des Arts du Canada				
10b Paiements au Conseil des Arts du Canada, aux termes de l'article 18 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i> , devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de cette loi	182 088 138	.....	.....	182 088 138
Total de l'organisme	182 088 138	.....	.....	182 088 138
Société Radio-Canada				
15c Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses de fonctionnement	1 062 444 294	(5 658 000)	.....	1 056 786 294
20 Paiements à la Société Radio-Canada pour le fonds de roulement	4 000 000	.....	.....	4 000 000
25c Paiements à la Société Radio-Canada pour les dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 5 658 000 \$ du crédit 15 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	91 019 000	5 658 000	1	96 677 001
Total de l'organisme	1 157 463 294	.....	1	1 157 463 295
Musée canadien des droits de la personne				
27b Paiements au Musée canadien des droits de la personne à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	5 000 000	.....	.....	5 000 000
Total de l'organisme	5 000 000	.....	.....	5 000 000

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
Musée canadien des civilisations						
30c	Paiements au Musée canadien des civilisations à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital – Pour autoriser le virement au présent crédit de 250 000 \$ du crédit 25 (Affaires étrangères et Commerce international) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	67 249 850	250 000	1 779 621		69 279 471
	Total de l'organisme	67 249 850	250 000	1 779 621		69 279 471
Musée canadien de la nature						
35b	Paiements au Musée canadien de la nature à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	62 288 859	.....	.....		62 288 859
	Total de l'organisme	62 288 859	.....	.....		62 288 859
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes						
40a	Dépenses du Programme et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes de l'exercice en vertu du <i>Règlement de 1995 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> , et des autres activités d'exploitation, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor	11 407 242	.....	.....		11 407 242
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 466 000	.....	.....		5 466 000
	Total de l'organisme	16 873 242	.....	.....		16 873 242
Bibliothèque et Archives du Canada						
45b	Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes produites pour compenser les dépenses connexes engagées durant l'exercice et attribuables à l'accès à la collection et à sa reproduction	153 059 493	.....	.....		153 059 493
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 853 000	.....	.....		11 853 000
	Total de l'organisme	164 912 493	.....	.....		164 912 493
Société du Centre national des Arts						
50c	Paiements à la Société du Centre national des Arts – Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 5 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	51 772 727	750 000	1		52 522 728
	Total de l'organisme	51 772 727	750 000	1		52 522 728
Commission des champs de bataille nationaux						
55b	Dépenses du Programme.....	8 765 854	.....	.....		8 765 854
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	374 000	.....	.....		374 000
(L)	Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	1 600 000	.....	.....		1 600 000
	Total de l'organisme	10 739 854	.....	.....		10 739 854

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Office national du film					
60c Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 750 000 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	66 277 078	750 000	1	67 027 079	
(L) Fonds renouvelable de l'Office national du film .....	.....	.....	.....	.....
Total de l'organisme	66 277 078	750 000	1	67 027 079	
Musée des beaux-arts du Canada					
65b Paiements au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital.....	47 501 196	.....	.....	47 501 196	
70 Paiement au Musée des beaux-arts du Canada à l'égard de l'acquisition d'objets pour la collection.....	8 000 000	.....	.....	8 000 000	
Total de l'organisme	55 501 196	.....	.....	55 501 196	
Musée national des sciences et de la technologie					
75c Paiements au Musée national des sciences et de la technologie à l'égard des dépenses de fonctionnement et des dépenses en capital	33 995 659	.....	1 475 000	35 470 659	
Total de l'organisme	33 995 659	.....	1 475 000	35 470 659	
Commission de la fonction publique					
80b Dépenses du Programme et, conformément au paragraphe 29.1 (2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter au cours du même exercice les revenus et de compenser les dépenses engagées au cours du même exercice par la prestation des produits et services d'évaluation et de counseling	94 043 938	.....	.....	94 043 938	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	11 673 000	.....	.....	11 673 000	
Total de l'organisme	105 716 938	.....	.....	105 716 938	
Commission des relations de travail dans la fonction publique					
85b Dépenses du Programme.....	12 003 026	.....	.....	12 003 026	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	760 000	.....	.....	760 000	
Total de l'organisme	12 763 026	.....	.....	12 763 026	
Tribunal de la dotation de la fonction publique					
90 Dépenses du Programme.....	4 741 144	.....	.....	4 741 144	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	487 000	.....	.....	487 000	
Total de l'organisme	5 228 144	.....	.....	5 228 144	
Greffé du Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d'actes répréhensibles					
95 Dépenses du Programme.....	1 726 180	.....	.....	1 726 180	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	189 000	.....	.....	189 000	
Total de l'organisme	1 915 180	.....	.....	1 915 180	

PATRIMOINE CANADIEN

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice				
100c Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements, rajusté en vertu de la Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 332 462 \$ du crédit 1 (Patrimoine canadien) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	8 970 932	332 462	1	9 303 395
105b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	25 150 000	.....	.....	25 150 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 012 000	.....	.....	1 012 000
Total de l'organisme	35 132 932	332 462	1	35 465 395
Téléfilm Canada				
110b Paiements à Téléfilm Canada devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	107 806 129	.....	.....	107 806 129
Total de l'organisme	107 806 129	.....	.....	107 806 129
Total du portefeuille	3 594 352 253	418 637	3 254 626	3 598 025 516

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Patrimoine canadien demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

	Crédit 1	Crédit 5	Total
Financement pour les commémorations du 250 ^e anniversaire de la démocratie parlementaire au Canada, qui sera célébré dans le cadre d'une série d'événements dans la province de la Nouvelle-Écosse, et pour le 150 ^e anniversaire de la colonie de la Colombie-Britannique qui vise à célébrer l'histoire, le patrimoine, les arts et la culture de cette province .....	.....	7 200	7 200
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>)	1 399	500	1 899
Fonds pour des ressources humaines dans le cadre de la mise en œuvre du programme et de la planification des Jeux olympiques et paralympiques de 2010 à Vancouver.	1 500	.....	1 500
Montant brut des crédits à adopter	2 899	7 700	10 599

Fonds disponibles

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	2 899	7 700	10 599
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....

Transferts

Transfert de Travaux publics et Services gouvernementaux – Pour la logistique du IV ^e Séminaire interaméricain sur la gestion des langues .....	.....	169	169
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer la création de contenu culturel numérisé qui reflète notre diversité culturelle et patrimoniale (programme Culture Canadienne en ligne)	(3 410)	3 410	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour contribuer à des projets d'éducation en langue minoritaire dans le cadre du programme Développement des communautés de langue officielle	(900)	900	.....
Transfert à la Société du Centre national des Arts – Pour l'édition 2009 du festival biennal « Zones théâtrales » dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec .....	.....	(150)	(150)
Transfert à Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice – Pour le financement des dépenses de fonctionnement relatives au bureau du ministre d'État pour la Condition féminine	(332)	.....	(332)
Transfert à la Société du Centre national des Arts – Pour l'élaboration de Scène Colombie-Britannique à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique de la province, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel .....	.....	(600)	(600)
Transfert à l'Office national du film – Pour créer et diffuser une production audiovisuelle célébrant 400 ^e anniversaire de la ville de Québec	(750)	.....	(750)
Total des transferts	(5 392)	3 729	(1 663)

Présent budget supplémentaire des dépenses

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Ministère

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 2 899 450 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 7 699 500 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (2 914 500 \$) et du report du financement pour le Programme communautaire de reconnaissance historique en raison de la date du premier appel de propositions de financement et de l'intérêt plus faible que prévu (4 785 000 \$).

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Contributions		
Contributions au programme de Célébration, Commémoration et Apprentissage	7 200 000	.....
Contributions à l'appui du programme Culture canadienne en direct	3 410 000	.....
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	1 068 637	.....
Contributions au Fonds de la musique du Canada	499 500	.....
Montant total brut des contributions	12 178 137	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>7 699 500</i>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>750 000</i>	.....
Montant net des paiements de transfert	3 728 637	.....

Société Radio-Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société Radio-Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 15	Crédit 25	Total
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour des remplacements ou des améliorations aux infrastructures comme le remplacement de l'équipement technique et la modernisation des régies de studio de Newsworld et du RDI (Réseau de l'information), ainsi que le financement de projets d'immobilisations comme les améliorations des systèmes de gestion des nouvelles régionales et de la météo et des systèmes de gestion des ressources humaines	(5 658)	5 658	.....

Nota : Les inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Musée canadien des civilisations

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée canadien des civilisations demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 30
Fonds pour combler le déficit de fonctionnement lié aux paiements versés en remplacement d'impôts.....	2 180
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	400
Total des crédits à adopter	1 780
Transferts	
Transfert de l'Agence canadienne de développement international – Pour contribuer à l'exposition intitulée « Trésors cachés d'Afghanistan ».....	250
Présent budget supplémentaire des dépenses	2 030

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés totalisant 400 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Société du Centre national des Arts

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Centre national des Arts demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 50
Transfert de Patrimoine canadien – Pour l'élaboration de Scène Colombie-Britannique à Ottawa, un festival qui mettra à l'honneur la communauté artistique de la province, ouvrira des portes à l'étranger pour les artistes et favorisera le tourisme culturel	600
Transfert de Patrimoine canadien – Pour l'édition 2009 du festival biennal « Zones théâtrales » dont le mandat est de faire rayonner le théâtre professionnel des communautés francophones canadiennes et des régions du Québec.....	150
Présent budget supplémentaire des dépenses	750

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PATRIMOINE CANADIEN

Office national du film

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Office national du film demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts

Crédit 60

Transfert de Patrimoine canadien – Pour créer et diffuser une production audiovisuelle célébrant le 400 ^e anniversaire de la ville de Québec.....	750
--	------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Musée national des sciences et de la technologie

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Musée national des sciences et de la technologie demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 75

Financement pour combler le manque à gagner relatif au fonctionnement du hangar d'entreposage d'aéronefs au Musée de l'aviation du Canada.....	1 475
--	--------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Condition féminine – Bureau de la coordonnatrice demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts

Crédit 100

Transfert de Patrimoine canadien – Pour le financement des dépenses de fonctionnement relatives au bureau du ministre d'État pour la Condition féminine	332
---	------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses de fonctionnement et :				
a) participation du Canada aux dépenses des commissions internationales des pêches, autorisation de fournir gratuitement des locaux aux commissions internationales des pêches, autorisation de consentir des avances recouvrables équivalentes aux montants de la quote-part de ces commissions dans les programmes à frais partagés;				
b) autorisation de consentir des avances recouvrables à l'égard des services de transport et d'arrimage et d'autres services de la marine marchande fournis pour le compte de particuliers, d'organismes indépendants et d'autres gouvernements au cours de l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière de navigation, y compris les aides à la navigation et la navigation maritime;				
c) autorisation de dépenser les recettes produites dans l'exercice au cours des activités ou par suite des activités de la Garde côtière canadienne;				
d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 683 154 \$ du crédit 10 (Pêches et Océans), de 175 695 \$ du crédit 5 (Défense nationale) et de 144 000 \$ du crédit 1 (Environnement) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	1 284 303 773	1 642 849	1	1 285 946 623
5b Dépenses en capital et autorisation de faire des paiements aux provinces, aux municipalités, à des autorités locales ou à des entrepreneurs privés à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations, et autorisation d'acheter et de vendre des bateaux de pêche commerciale	310 916 945	.....	.....	310 916 945
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 1 360 000 \$ du crédit 1 (Pêches et Océans) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	99 391 665	(1 323 154)	1	98 068 512
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	118 555 000	.....	.....	118 555 000
(L) Ministre des Pêches et Océans – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total du portefeuille.....	1 813 243 805	319 695	2	1 813 563 502

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

PÊCHES ET OCÉANS

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Pêches et Océans demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 10	Total
Fonds destinés au programme de dessaisissement des ports non-essentiels.....	4 875	.....	4 875
Fonds pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique	900	.....	900
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de l'Accord définitif concernant la Première nation Tsawwassen et les ententes connexes (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	200	200
Fonds provenant des recettes versées par des pollueurs ou de la Caisse d'indemnisation des dommages dus à la pollution par les hydrocarbures causée par les navires	113	.....	113
Montant brut des crédits à adopter	5 888	200	6 088
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3 205	200	3 405
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	2 683	.....	2 683
Total des fonds disponibles	5 888	200	6 088
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de la Défense nationale (176 \$) et d'Environnement (144 \$) – Pour des investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada.....	320	.....	320
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer des projets de dessaisissement dans le cadre du programme de contributions par catégorie pour les ports de petits bateaux	(1 175)	1 175	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour renforcer la capacité de conservation et de mise en valeur des pêches (Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques)	(100)	100	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour le programme de contributions par catégorie pour les ports de petits bateaux afin de soutenir la capacité opérationnelle des administrations portuaires dans les régions des Maritimes, du Pacifique et du Golfe	(50)	50	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques (Programme de contribution à la recherche universitaire)	(5)	5	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour appuyer les organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans	(30)	30	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	2 683	(2 683)	.....
Total des transferts	1 643	(1 323)	320
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 643	(1 323)	320

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 5 887 992 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés à l'évaluation, la gestion et l'assainissement des sites contaminés fédéraux (3 148 432 \$) et des économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (56 406 \$). Un montant de 2 683 154 \$ est disponible du crédit 10 en raison de la diminution des besoins causés par des retards dans l'exécution de certains plans d'entreprise de l'Initiative des pêches commerciales intégrées de l'Atlantique.

Crédit 10 : Des fonds autorisés détotalisant 200 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins causés par des retards dans l'exécution de certains plans d'entreprise de l'Initiative des pêches commerciales intégrées de l'Atlantique.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

PÊCHES ET OCÉANS

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
<u>Subventions</u>		
Subventions à l'appui des organismes qui participent à la recherche, à la mise en valeur, à la gestion et à la promotion des activités liées aux pêches et océans.....	30 000	.....
Programme de subvention globale pour la disposition de ports pour petits bateaux.....	1 175 000	.....
Montant total brut des subventions	1 205 000	.....
<u>Contributions</u>		
Contributions en vertu du Programme autochtone de gestion des ressources aquatiques et océaniques	100 000	.....
Contributions à l'appui d'une participation accrue des Autochtones aux pêches commerciales, aux ententes de gestion des pêches coopératives et aux consultations liées aux ententes de pêches des Autochtones	200 000	.....
Contribution à l'appui du programme de contribution à la recherche universitaire afin de soutenir le perfectionnement et la recherche universitaire relativement aux priorités scientifiques.....	5 000	.....
Contributions à l'appui du programme de contributions par catégorie pour les ports de petits bateaux	50 000	.....
Montant total brut des contributions	355 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	1 560 000	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>200 000</i>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>2 683 154</i>	.....
Montant net des paiements de transfert	(1 323 154)	.....

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
Ministère					
1c Dépenses de fonctionnement et :					
a) autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables au titre du Régime de pensions du Canada et du Compte d'assurance-emploi;					
b) en vertu du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , le pouvoir de dépenser les recettes reçues au cours de l'exercice qui proviennent des services du Secteur des programmes d'accès public, des services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des Ententes sur le développement du marché du travail et <u>des services d'agents réceptionnaires offerts aux Canadiens au nom de Passeport Canada</u> en vue de compenser les dépenses connexes encourues au cours de l'exercice;					
c) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 586 562 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) et de 1 740 800 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> .	666 230 965	17 126 529	1	683 357 495	
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	1 775 171 629	(15 806 562)	.....	1 759 365 067	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	232 693 050	.....	.....	232 693 050	
(L) Ministre des Ressources humaines et du Développement social – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422	
(L) Ministre du Travail et ministre de l'Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422	
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R. 1985, ch. O-9)	25 321 000 000	.....	(368 000 000)	24 953 000 000	
(L) Versements du Supplément de revenu garanti (L.R. 1985, ch. O-9)	7 696 000 000	.....	63 000 000	7 759 000 000	
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants	2 470 000 000	.....	38 000 000	2 508 000 000	
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEEE) au nom des bénéficiaires des REEEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants	588 000 000	.....	32 000 000	620 000 000	
(L) Versements d'allocations (L.R. 1985, ch. O-9)	573 000 000	.....	(21 000 000)	552 000 000	

En vertu du décret C.P. 2007-1310, les attributions à l'égard de l'administration du Programme de remise écoAUTO en ce qui a trait aux demandes de remise sont transférées du ministre des Transports au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	327 974 000	.....	(18 398 000)	309 576 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> ..	142 868 000	.....	18 414 000	161 282 000
(L) Paiements d'indemnités à des agents de l'État (L.R., 1985 ch. G-5) et à des marins marchands (L.R., 1985 ch. M-6)	43 000 000	.....	.....	43 000 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	34 000 000	.....	16 000 000	50 000 000
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	24 078 000	.....	8 654 000	32 732 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	6 769 000	.....	752 000	7 521 000
(L) Redressements du passif actuarial de l'assurance de la fonction publique	145 000	.....	.....	145 000
(L) Prestations de retraite supplémentaires – Pensions pour les agents des rentes sur l'État	35 000	.....	.....	35 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	22 000	.....	7 000	29 000
(L) Paiements en vertu du Programme de protection des salariés aux personnes admissibles pour les salaires et les indemnités de vacances qui sont dus par les employeurs en faillite ou mis sous séquestration, de même que les paiements aux syndics et aux séquestrés qui fourniront les renseignements nécessaires pour déterminer l'admissibilité	31 200 000	.....	.....	31 200 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles .....	.....	.....	100 000	100 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles .....	.....	.....	600 000	600 000
Total des dépenses budgétaires	39 932 339 488	1 319 967	(229 870 999)	39 703 788 456
(L) Prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> (non budgétaire)	906 297 000	.....	(18 550 000)	887 747 000
Total des dépenses non budgétaires	906 297 000	.....	(18 550 000)	887 747 000
Total du Ministère	40 838 636 488	1 319 967	(248 420 999)	40 591 535 456

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses				Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits		
Conseil canadien des relations industrielles					
10c Dépenses du Programme – Pour autoriser le virement au présent crédit de 220 000 \$ du crédit 5 (Ressources humaines et Développement des compétences) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	11 772 360	220 000	1	11 992 361	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 490 000	.....	.....	1 490 000	
Total de l'organisme	13 262 360	220 000	1	13 482 361	
Société canadienne d'hypothèques et de logement					
15b Rembourser à la Société canadienne d'hypothèques et de logement les remises accordées sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées et les dépenses contractées, ainsi que les pertes subies et les frais et débours engagés en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ou à l'égard des pouvoirs que la Société exerce ou des tâches et des fonctions qu'elle exécute, en conformité avec le pouvoir de toute loi du Parlement du Canada, autre que la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> , au titre du pouvoir qui lui est conféré par la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	2 305 049 000	.....	.....	2 305 049 000	
16c Porter de 450 000 000 000 \$ à 600 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement en vertu de l'alinéa 11b) de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> .....	.....	.....	1	1	
Total des dépenses budgétaires	2 305 049 000	.....	1	2 305 049 001	
(L) Avances consenties en vertu de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> (non-budgétaire)	(210 200 000)	.....	.....	(210 200 000)	
Total des dépenses non budgétaires	(210 200 000)	.....	.....	(210 200 000)	
Total de l'organisme	2 094 849 000	.....	1	2 094 849 001	
Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs					
20 Dépenses du Programme	1 928 584	.....	.....	1 928 584	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	167 000	.....	.....	167 000	
Total de l'organisme	2 095 584	.....	.....	2 095 584	
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail					
25 Dépenses du Programme	4 282 571	.....	.....	4 282 571	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	1 031 000	.....	.....	1 031 000	
Total de l'organisme	5 313 571	.....	.....	5 313 571	
Total du portefeuille	42 954 157 003	1 539 967	(248 420 997)	42 707 275 973	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources humaines et Développement des compétences demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour compenser la diminution des coûts d'administration imputés au Compte d'assurance-emploi.....	14 911	.....	14 911
Fonds pour la réalisation d'une enquête nationale sur le niveau de compétence des Canadiens en matière financière pour aider à cerner les besoins requis et à orienter les initiatives à venir en matière d'éducation des investisseurs.....	2 000	.....	2 000
Montant brut des crédits à adopter	16 911	.....	16 911
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 324	.....	1 324
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	15 587	.....	15 587
Total des fonds disponibles	16 911	.....	16 911
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Crédits législatifs			
Augmentation des prévisions relatives aux versements du Supplément de revenu garanti en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen			63 000
Augmentation des prévisions relatives à la Prestation universelle pour la garde d'enfants en fonction du taux de croissance et de la démographie des enfants admissibles à la prestation			38 000
Augmentation des prévisions relatives aux paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-études en raison principalement des augmentations du montant de subvention maximale conformément au budget fédéral de 2007			32 000
Augmentation des Subventions canadiennes pour études en raison d'une plus grande utilisation que prévue des subventions pour revenus moindres et pour incapacité permanente.....			18 414
Augmentation des paiements de Bons d'études canadiens en raison d'une meilleure communication et d'une plus grande connaissance du produit de la population ciblée.....			16 000
Augmentation des paiements d'intérêts et autres paiements en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement de l'augmentation du portefeuille lié à l'étude combiné avec l'interprétation plus clémante de la législation à la suite du jugement de la Cour d'appel fédérale			8 654
Augmentation des obligations en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> en raison de l'augmentation de la valeur prévue du portefeuille			752
Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles			600
Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....			100
Augmentation des paiements d'intérêts en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i> en raison principalement de l'augmentation de la valeur prévue du portefeuille			7
Diminution des paiements pour les modalités de financement direct en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison principalement d'une révision de structure des frais inclus dans le nouveau contrat du fournisseur de services du Programme canadien de prêts aux étudiants et d'une diminution des paiements compensatoires aux provinces non-participantes en raison d'une diminution des dépenses nettes de programme.....			(18 398)
Diminution du montant net des prêts consentis en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i> en raison de la tendance actuelle des prêts consentis ainsi que des suppositions révisées faites par le Bureau de l'actuaire en chef.....			(18 550)

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Crédits législatif	Crédit 1	Crédit 5	Total
Diminution des prévisions relatives aux versements d'allocations en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen		(21 000)	
Diminution des prévisions relatives aux versements de prestation de la Sécurité de la vieillesse en fonction des prévisions quant au nombre de prestataires et au taux mensuel moyen		(368 000)	
Total des crédits législatifs		(248 421)	
Total des rajustements des crédits		(248 421)	
Transferts			
Transfert de Transports – Pour le Programme de remise écoAUTO qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique.....	1 687	.....	1 687
Transfert de Transports – Pour accroître le commerce du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique, augmenter la part des importations par conteneur en provenance de l'Asie et à destination de l'Amérique du Nord qui transite par la Porte d'entrée et améliorer l'efficacité et la fiabilité de la Porte pour les exportations canadiennes et nord-américaines	54	.....	54
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	15 587	(15 587)	.....
Transfert à l'Agence du revenu du Canada – Pour le Programme canadien d'épargne-invalidité afin d'établir un lien entre les systèmes en vue de l'échange d'information sur les inscriptions	(201)	.....	(201)
Transfert au Conseil canadien des relations industrielles – Pour les contraintes financières attribuables au déménagement de deux bureaux régionaux de Vancouver et de Montréal.....		(220)	(220)
Total des transferts	17 127	(15 807)	1 320
Présent budget supplémentaire des dépenses	17 127	(15 807)	(247 101)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 16 910 550 \$ sont disponibles : 1 323 988 \$ à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement; et 15 586 562 \$ du crédit 5 en raison du report de ressources liées au Programme de reconnaissance des titres de compétences étrangers pour s'assurer que des fonds suffisants sont disponibles en 2009-2010 pour financer des projets pluriannuels nouveaux et existants qui répondent aux priorités du gouvernement du Canada en matière d'évaluation et reconnaissance des titres de compétences étrangers et en raison du report des ressources attribuées au programme de Partenariats pour les compétences et l'emploi des Autochtones causé par les retards dans l'approbation et la mise en œuvre de certains projets imputables à leur complexité et à la participation de nombreux partenaires.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Ministère

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
<u>Subventions</u>		
(L) Versements du Supplément de revenu garanti.....	63 000 000
(L) Prestation universelle pour la garde d'enfants.....	38 000 000
(L) Paiements de subventions canadiennes pour l'épargne-études aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'encourager les Canadiens à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants.....	32 000 000
(L) Subventions canadiennes pour études aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	18 414 000
(L) Paiements de Bons d'études canadiens aux fiduciaires de régimes enregistrés d'épargne-études (REEE) au nom des bénéficiaires des REEE afin d'appuyer l'accès à l'éducation postsecondaire des enfants de familles à faible revenu.....	16 000 000
(L) Paiements de Subventions canadiennes pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	600 000
(L) Paiements de Bons canadiens pour l'épargne-invalidité aux émetteurs de régimes enregistrés d'épargne-invalidité (REEI) au nom des bénéficiaires du REEI afin d'encourager la sécurité financière à long terme des personnes handicapées admissibles.....	100 000
(L) Versements d'allocations.....	(21 000 000)
(L) Versements de la Sécurité de la vieillesse	(368 000 000)
Montant total brut des subventions	(220 886 000)
<u>Contributions</u>		
(L) Paiements d'intérêts et autres obligations aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	8 654 000
(L) Paiements relatifs aux obligations contractées sous forme de prêts garantis en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	752 000
(L) Paiements d'intérêts aux institutions de crédit en vertu de la <i>Loi fédérale sur les prêts aux étudiants</i>	7 000
(L) Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	(16 012 000)
Montant total brut des contributions	(6 599 000)
Montant total brut des paiements de transfert	(227 485 000)
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	15 806 562	.....
Montant net des paiements de transfert	(15 806 562)	(227 485 000)

Conseil canadien des relations industrielles

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Conseil canadien des relations industrielles demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts	Crédit 10
Transfert de Ressources humaines et Développement des compétences – Pour les contraintes financières attribuables au déménagement des bureaux régionaux de Vancouver et de Montréal.....	220

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES HUMAINES ET DÉVELOPPEMENT DES COMPÉTENCES

Société canadienne d'hypothèques et de logement

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société canadienne d'hypothèques et de logement – *Aucuns fonds supplémentaires ne sont demandés*

Crédits à adopter

Crédit 16

Autorisation d'augmenter de 150 000 000 000 \$ le plafond du montant total impayé et assuré de tous les prêts assurés par la Société canadienne d'hypothèques et de logement.....
---	-------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser les recettes reçues pendant l'exercice par suite de la vente de produits d'information et de produits forestiers, et de la perception de frais pour les services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration dans le cadre des activités du Ministère et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	826 814 460	.....	.....	826 814 460
5c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	449 921 000	.....	1	449 921 001
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 575 000	.....	.....	54 575 000
(L) Ministre des Ressources naturelles – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracotières	670 750 000	.....	1 569 466 545	2 240 216 545
(L) Paiements au compte des recettes extracotières de la Nouvelle-Écosse	407 300 000	.....	148 031 819	555 331 819
(L) Contribution à l'Office Canada – Terre-Neuve des hydrocarbures extracotiers	6 000 000	.....	.....	6 000 000
(L) Contribution à l'Office Canada – Nouvelle-Écosse des hydrocarbures extracotiers	2 900 000	.....	.....	2 900 000
(L) Contributions à l'appui des frais d'infrastructure se rapportant directement ou indirectement à la prospection, à la mise en valeur, à la production ou au transport de pétrole et de gaz dans la zone extracotière de la Nouvelle-Écosse	500 000	.....	.....	500 000
(L) Fonds renouvelable de Géomatique Canada .....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiements de péréquation compensatoires à Terre-Neuve .....	.....	.....	399 041 000	399 041 000
(L) Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy ....	.....	.....	5 000 000	5 000 000
(L) Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable .....	.....	.....	19 015 588	19 015 588
Total du Ministère	2 418 836 882	.....	2 140 554 953	4 559 391 835
Énergie atomique du Canada limitée				
10c Paiements à Énergie atomique du Canada limitée pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	452 273 000	.....	100 000 000	552 273 000
Total de l'organisme	452 273 000	.....	100 000 000	552 273 000

RESSOURCES NATURELLES

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
			Rajustements des crédits		
Commission canadienne de sûreté nucléaire					
15c Dépenses du Programme, subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	87 574 283	.....	3 788 959		91 363 242
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 040 000	.....	.....		10 040 000
(L) Dépenses aux termes du paragraphe 29.1(1) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>	12 956 000	.....	.....		12 956 000
Total de l'organisme	110 570 283	.....	3 788 959		114 359 242
Société de développement du Cap-Breton					
20 Paiements à la Société de développement du Cap-Breton pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	66 239 000	.....	.....		66 239 000
Total de l'organisme	66 239 000	.....	.....		66 239 000
Office national de l'énergie					
25b Dépenses du Programme	43 479 348	.....	.....		43 479 348
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 167 000	.....	.....		5 167 000
Total de l'organisme	48 646 348	.....	.....		48 646 348
Administration du pipe-line du Nord					
30 Dépenses du Programme	256 200	.....	.....		256 200
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	21 000	.....	.....		21 000
Total de l'organisme	277 200	.....	.....		277 200
Total du portefeuille	3 096 842 713	.....	2 244 343 912		5 341 186 625

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

RESSOURCES NATURELLES

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Ressources naturelles demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Augmentation des subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovation – habitations .....	.....	13 000	13 000
Fonds pour appuyer les mesures canadiennes de réglementation de la teneur en carburants renouvelables dans l'essence, le diesel et le mazout domestique	306	1 025	1 331
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>)	296	.....	296
Réinvestissement des frais demandés pour des services de délivrance de permis en matière d'explosifs, des cours de formation et des certification liés à la <i>Loi sur les explosifs</i> et au Règlement sur les explosifs	133	.....	133
Montant brut des crédits à adopter	735	14 025	14 760
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	735	14 025	14 760
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Crédits législatifs			
Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracotières		1 569 467	
Paiements de péréquation compensatoire à Terre-Neuve		399 041	
Paiements au compte des recettes extracotières de la Nouvelle-Écosse		148 032	
Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable		19 016	
Fonds versés à l'Université de Calgary pour l'Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy		5 000	
Total des crédits législatifs		2 140 556	
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....	.....	2 140 556

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 734 917 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (511 675 \$) et du report du Programme de la qualité de l'air du Canada (223 242 \$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 14 025 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins liés aux contributions à l'appui du programme écoÉNERGIE pour l'électricité renouvelable (13 000 000 \$) et du report du Programme de la qualité de l'air du Canada (1 025 000 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

RESSOURCES NATURELLES
Ministère

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Subventions		
(L) Subvention à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable .....	.....	19 015 588
Subventions à l'appui du programme écoÉNERGIE Rénovation – habitations.....	13 000 000	.....
(L) Subvention à l'Université de Calgary pour l'Institute for Sustainable Energy, Environment and Economy.....	.....	5 000 000
Montant total brut des subventions	13 000 000	24 015 588
Contributions		
(L) Paiements au Fonds terre-neuvien des recettes provenant des ressources en hydrocarbures extracotières .....	.....	1 569 466 545
(L) Paiements de péréquation compensatoire à Terre-Neuve .....	.....	399 041 000
(L) Paiements au compte des recettes extracotières de la Nouvelle-Écosse .....	.....	148 031 819
Contributions à l'appui du Réglement sur le contenu renouvelable dans l'essence, le carburant diesel et le mazout de chauffage	1 025 000	.....
Montant total brut des contributions	1 025 000	2 116 539 364
Montant total brut des paiements de transfert	14 025 000	2 140 554 952
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	14 025 000	.....
Montant net des paiements de transfert	.....	2 140 554 952

Énergie atomique du Canada limitée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Énergie atomique du Canada limitée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10
Fonds pour appuyer l'achèvement des projets de remise en état du réacteur CANDU*	100 000

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

* Un montant de 100 000 000 \$ provenant du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor a été approuvé en vue de financer temporairement ce poste. Un sommaire des postes du crédit pour éventualités du Conseil du Trésor se trouve au début de ce document.

RESSOURCES NATURELLES

Commission canadienne de sûreté nucléaire

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission canadienne de sûreté nucléaire demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

	<u>Crédit 15</u>
Fonds remboursables aux fins des investissements prioritaires dans l'amélioration des locaux et l'infrastructure des systèmes pour appuyer la croissance de la Commission canadienne de sûreté nucléaire	3 792

Fonds disponibles

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	3
Présent budget supplémentaire des dépenses	3 789

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 15 : Des fonds autorisés totalisant 3 041 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé, aux activités de réglementation et aux services médicaux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 15 000 000 \$ du crédit 5 (Santé) et de 2 600 000 \$ du crédit 1 (Agriculture et Agroalimentaire) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	1 761 056 040 63 008 001	4 069 603 (15 000 000)	71 553 599	1 836 679 242 48 008 001
5c Dépenses en capital.....				
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 11 000 000 \$ du crédit 1 (Santé) et de 322 941 \$ du crédit 25 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	1 374 919 704	11 322 941	7 558 634	1 393 801 279
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	110 949 000	.....	.....	110 949 000
(L) Ministre de la Santé – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total du Ministère.....	3 310 009 167	392 544	79 112 233	3 389 513 944
Agence canadienne de contrôle de la procréation assistée				
15b Dépenses du Programme.....	12 357 540	.....	.....	12 357 540
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	635 000	.....	.....	635 000
Total de l'organisme	12 992 540	.....	.....	12 992 540
Instituts de recherche en santé du Canada				
20c Dépenses de fonctionnement	46 002 871	.....	4 068 117	50 070 988
25c Subventions inscrites au Budget des dépenses – Pour autoriser le virement au présent crédit de 450 000 \$ du crédit 45 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de.....	883 464 072	127 059	34 079 000	917 670 131
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 428 000	.....	.....	4 428 000
Total de l'organisme	933 894 943	127 059	38 147 117	972 169 119

SANTÉ

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
					Total – Budgets des dépenses à ce jour
Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses					
30a Dépenses du Programme.....	4 718 407	.....	.....	4 718 407	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	468 000	.....	.....	468 000	
Total de l'organisme	5 186 407	.....	.....	5 186 407	
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés					
35b Dépenses du Programme.....	10 351 086	.....	.....	10 351 086	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	631 000	.....	.....	631 000	
Total de l'organisme	10 982 086	.....	.....	10 982 086	
Agence de la santé publique du Canada					
40c Dépenses de fonctionnement et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation d'affecter les recettes pour compenser les dépenses engagées au cours de l'exercice pour la vente de produits – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 386 397 \$ du crédit 1 (Santé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	388 929 405	1 451 397	1	390 380 803	
45c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	202 967 001	(450 000)	.....	202 517 001	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	30 434 000	.....	.....	30 434 000	
Total de l'organisme	622 330 406	1 001 397	1	623 331 804	
Total du portefeuille.....	4 895 395 549	1 521 000	117 259 351	5 014 175 900	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

SANTÉ
Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Santé demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour accélérer les négociations tripartites en Colombie-Britannique et entamer des négociations avec d'autres provinces ainsi qu'appuyer des investissements destinés à l'innovation en santé et aux services de santé essentiels des Premières nations.....	78 176	.....	27 721	105 897
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>).....	193	.....	.....	193
Montant brut des crédits à adopter	78 369	.....	27 721	106 090
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	6 815	.....	20 162	26 977
Total des crédits à adopter	71 554	.....	7 559	79 113
Transferts				
Transfert d'Agriculture et Agroalimentaire – Pour assurer la continuité des programmes pendant la mise en œuvre du cadre stratégique Cultivons l'avenir	2 600	.....	.....	2 600
Transfert des Instituts de recherche en santé du Canada – Pour des fonds inutilisés liés à la recherche sur la prévention et le traitement de l'obésité chez les enfants .....	.....	.....	323	323
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour refléter avec précision les dépenses prévues pour l'exercice en cours.....	15 000	(15 000)	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour l'augmentation de la demande de services requis dans le cadre du Programme de soutien en santé pour la résolution des questions des pensionnats indiens.....	(11 000)	.....	11 000	.....
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	(144)	.....	.....	(144)
Transfert à l'Agence de la santé publique du Canada – Pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique.....	(2 386)	.....	.....	(2 386)
Total des transferts	4 070	(15 000)	11 323	393
Présent budget supplémentaire des dépenses	75 624	(15 000)	18 882	79 506

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 6 815 445 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins de fonctionnement liés au report de financement pour le Programme de réglementation de la qualité de l'air (4 282 600 \$); d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (2 282 025 \$); et de la diminution du financement lié au Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux à la suite de changements apportés aux plans des projets (250 820 \$).

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 20 161 900 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés au report du financement pour le Programme de financement du traitement de la toxicomanie (16 597 000 \$), le Fonds des initiatives communautaires de la Stratégie antidrogue (3 000 000 \$) et le Programme de subventions internationales à la santé (200 000 \$); et de la diminution du financement lié au Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux à la suite de changements apportés aux plans des projets (364 900 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ
Ministère

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Contributions		
Contributions aux prestations en soins de santé des Premières nations et des Inuits	12 200 000	.....
Contributions au Programme de soutien en santé – résolution des questions des pensionnats indiens.....	11 000 000	.....
Contributions aux programmes d'établissements de santé et d'immobilisations des Premières nations et des Inuits	9 918 802	.....
Contributions pour la gouvernance en santé et soutien à l'infrastructure des Premières nations et des Inuits.....	5 450 000	.....
Contributions aux programmes communautaires des Premières nations et des Inuits	322 941	.....
Transfert des services de santé aux Premières nations et aux Inuits.....	113 997	.....
Contributions aux soins de santé primaires des Premières nations et des Inuits	37 735	.....
Montant total brut des paiements de transfert	39 043 475	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	20 161 900	.....
Montant net des paiements de transfert	18 881 575	.....

SANTÉ

Instituts de recherche en santé du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les Instituts de recherche en santé du Canada demandent des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 20	Crédit 25	Total
Fonds pour appuyer les priorités en matière de recherche en santé, notamment la salubrité des aliments et l'innocuité des médicaments, les besoins en matière de santé des collectivités du Nord et les problèmes de santé associés à des contaminants provenant de l'environnement	4 080	29 300	33 380
Fonds pour appuyer le programme des Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises et le programme des Centres d'excellence en commercialisation et en recherche (<i>poste horizontal</i>) .....	.....	6 179	6 179
Montant brut des crédits à adopter	4 080	35 479	39 559
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	12	1 400	1 412
Total des crédits à adopter	4 068	34 079	38 147
Transferts			
Transfert de l'Agence de la santé publique du Canada – Pour soutenir la recherche et le partage des connaissances concernant des enjeux prioritaires en matière de santé publique .....	.....	450	450
Transfert à Santé – Pour des fonds inutilisés liés à la recherche sur la prévention et le traitement de l'obésité chez les enfants .....	.....	(323)	(323)
Total des transferts	.....	127	127
Présent budget supplémentaire des dépenses	4 068	34 206	38 274

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés totalisant 11 582 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement.

Crédit 25 : Des fonds autorisés totalisant 1 400 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés au programme des Réseaux de centres d'excellence faisant partie des Subventions pour les projets de recherche et le soutien au personnel.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
Subventions		
Subventions pour les projets de recherche et le soutien au personnel	29 750 000	.....
Centres d'excellence en commercialisation et en recherche	4 442 000	.....
Réseaux de centres d'excellence dirigés par les entreprises	1 737 000	.....
Montant total brut des paiements de transfert	35 929 000	.....
Moins : Fonds disponibles à même le crédit	1 400 000	.....
Moins : Fonds transférés à un autre crédit	322 941	.....
Montant net des paiements de transfert	34 206 059	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SANTÉ
Agence de la santé publique du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence de la santé publique du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 40	Crédit 45	Total
Fonds pour la mise en œuvre de l'Initiative fédérale de lutte contre les mauvais traitements envers les aînés afin d'assurer la dignité et la sécurité de ces derniers...	270	.....	270
Fonds pour les activités de planification et de préparation liées aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	60	.....	60
Montant brut des crédits à adopter	330	.....	330
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	330	.....	330
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert de Santé – Pour renouveler l'Initiative de recherche et développement en génomique.....	2 386	.....	2 386
Transfert au Centre de recherches pour le développement international – Pour l'Initiative de recherche en santé mondiale afin d'acquérir et de partager des connaissances en vue de renforcer les systèmes de santé et d'élaborer une capacité de recherche en santé mondiale dans les pays en développement et au Canada	(70)	.....	(70)
Transfert aux Instituts de recherche en santé du Canada – Pour soutenir la recherche et le partage des connaissances concernant des enjeux prioritaires en matière de santé publique .....	.....	(450)	(450)
Transfert à Défense nationale – Remboursement des fonds inutilisés pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire.....	(865)	.....	(865)
Total des transferts	1 451	(450)	1 001
Présent budget supplémentaire des dépenses	1 451	(450)	1 001

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 330 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement à la suite du report du financement de la Stratégie nationale sur les antiviraux.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	151 560 836	(115 000)	.....	151 445 836
5b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions	251 664 643	.....	.....	251 664 643
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 003 000	.....	.....	12 003 000
(L) Ministre de la Sécurité publique – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
Total du Ministère	415 304 901	(115 000)	.....	415 189 901
Agence des services frontaliers du Canada				
10c Dépenses de fonctionnement, contributions et, aux termes du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , autorisation de dépenser durant l'année en cours les recettes perçues pendant l'exercice qui se rapportent aux activités à la frontière de l'Agence des services frontaliers du Canada : droits pour la prestation d'un service ou pour l'utilisation d'une installation ou pour un produit, droit ou privilège; et paiements reçus en vertu de contrats conclus par l'Agence	1 485 908 121	(1 184 580)	.....	1 484 723 541
15c Dépenses en capital	115 504 825	.....	.....	115 504 825
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	143 632 000	.....	.....	143 632 000
Total de l'organisme	1 745 044 946	(1 184 580)	.....	1 743 860 366
Service canadien du renseignement de sécurité				
20c Dépenses de fonctionnement – Pour autoriser le virement au présent crédit de 80 000 \$ du crédit 5 (Défense nationale) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	409 722 981	80 000	1	409 802 982
25 Dépenses en capital	20 854 000	.....	.....	20 854 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	40 376 000	.....	.....	40 376 000
Total de l'organisme	470 952 981	80 000	1	471 032 982

Nota : Le montant des « autorisations à ce jour » de l'Agence des services frontaliers du Canada comprend 5 684 144 \$ au crédit 10. Ces montants ont été affectés en 2007-2008.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
Service correctionnel				
30c Dépenses de fonctionnement, subventions inscrites au Budget des dépenses, contributions et				
a) autorisation de verser à la Caisse de bienfaisance des détenus les revenus tirés, au cours de l'année, des activités des détenus financées par cette caisse;				
b) autorisation d'exploiter des cantines dans les établissements fédéraux et de déposer les revenus provenant des ventes dans la Caisse de bienfaisance des détenus;				
c) paiements, selon les conditions prescrites par le gouverneur en conseil, aux détenus élargis ou pour le compte des détenus élargis qui ont été frappés d'incapacité physique lors de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux, et aux personnes à charge de détenus et d'ex-détenus décédés à la suite de leur participation aux activités normales des programmes réalisés dans les établissements fédéraux;				
d) autorisation au ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, sous réserve de l'approbation du gouverneur en conseil, de conclure une entente avec le gouvernement de l'une ou l'autre des provinces en vue de l'incarcération, dans les établissements de cette province, de toutes les personnes condamnées ou envoyées dans un pénitencier, de l'indemnisation pour l'entretien de ces personnes et du paiement des frais de construction et d'autres frais connexes de ces établissements	1 822 372 378			1 822 372 378
35a Dépenses en capital, y compris les paiements :				
a) aux collectivités autochtones, au sens de l'article 79 de la <i>Loi sur le système correctionnel et la mise en liberté sous condition</i> , en ce qui concerne la prestation de services correctionnels en vertu de l'article 81 de cette loi;				
b) aux organisations sans but lucratif prenant part aux mesures correctionnelles communautaires, aux provinces et aux municipalités à titre de contributions pour des travaux de construction entrepris par ces administrations.....	271 261 000			271 261 000
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	193 526 000			193 526 000
(L) Fonds renouvelable CORCAN				
Total de l'organisme	2 287 159 378			2 287 159 378
Commission nationale des libérations conditionnelles				
40b Dépenses du Programme.....	44 984 236			44 984 236
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 111 000			5 111 000
Total de l'organisme	50 095 236			50 095 236
Bureau de l'enquêteur correctionnel				
45 Dépenses du Programme.....	3 670 483			3 670 483
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	452 000			452 000
Total de l'organisme	4 122 483			4 122 483

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses	
				Total – Budgets des dépenses à ce jour	
Gendarmerie royale du Canada					
50c Dépenses de fonctionnement et autorisation d'affecter les recettes de l'exercice – Pour autoriser le virement au présent crédit de 17 824 560 \$ du crédit 55 (Sécurité publique et Protection civile) et de 10 000 \$ du crédit 1 (Conseil privé) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i> et pour prévoir un montant supplémentaire de	2 062 457 804	16 887 109	5 726 362	2 085 071 275	
55c Dépenses en capital.....	408 611 718	(17 824 560)	.....	390 787 158	
60b Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions, le montant inscrit à chacune des subventions pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	90 098 501	.....	.....	90 098 501	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	61 564 000	.....	.....	61 564 000	
(L) Pensions et autres prestations des employés – Membres de la GRC.....	333 518 000	.....	.....	333 518 000	
(L) Pensions aux termes de la <i>Loi sur la continuation des pensions de la Gendarmerie royale du Canada</i> (L.R., 1970 ch. R-10)	23 000 000	.....	.....	23 000 000	
Total de l'organisme	2 979 250 023	(937 451)	5 726 362	2 984 038 934	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada					
65 Dépenses du Programme.....	1 396 439	.....	.....	1 396 439	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	152 000	.....	.....	152 000	
Total de l'organisme	1 548 439	.....	.....	1 548 439	
Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada					
70 Dépenses du Programme.....	8 088 376	.....	.....	8 088 376	
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	742 000	.....	.....	742 000	
Total de l'organisme	8 830 376	.....	.....	8 830 376	
Total du portefeuille.....	7 962 308 763	(2 157 031)	5 726 363	7 965 878 095	

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Sécurité publique et Protection civile demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

	Crédit 1
Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers) (<i>poste horizontal</i>)	343

Fonds disponibles

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	343
--	-----

Total des crédits à adopter

Transferts

Transfert à Affaires étrangères et Commerce international – Pour appuyer les responsabilités du ministre tant qu'à la représentation régionale de la Colombie-Britannique	(115)
---	-------

Présent budget supplémentaire des dépenses	(115)
---	--------------

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 343 090 \$ sont disponibles à même le crédit : 273 089 \$ en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement et 70 001 \$ en raison du report des activités liées au centre des opérations de sécurité maritime – Grands lacs –voie maritime du Saint-Laurent.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Agence des services frontaliers du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

L'Agence des services frontaliers du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 10	Crédit 15	Total
Fonds pour étendre le programme NEXUS conçu pour faciliter et accélérer le passage à la frontière	5 748	3 500	9 248
Fonds consacrés à la construction d'un nouveau bureau d'entrée terrestre à St. Stephen, Nouveau-Brunswick.....	.....	6 500	6 500
Fonds pour l'exécution du programme Fumigant conçu pour protéger la santé et la sécurité des employés de l'Agence	3 954	2 246	6 200
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes visant à améliorer les permis de conduire afin qu'ils servent de document de voyage sûr pour entrer aux États-Unis à partir du Canada par voie terrestre ou maritime (<i>poste horizontal</i>).....	953	2 549	3 502
Montant brut des crédits à adopter	10 655	14 795	25 450
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	10 655	14 795	25 450
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert à Citoyenneté et Immigration – Pour fournir un soutien aux agents d'intégrité des mouvements migratoires du ministère travaillant dans des missions à l'étranger	(244)	.....	(244)
Transfert à la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sécurité maritime	(941)	.....	(941)
Total des transferts	(1 185)	.....	(1 185)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(1 185)	.....	(1 185)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 10 : Des fonds totalisant 10 655 421 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins de fonctionnement découlant d'un report du financement du Manifeste électronique (8 473 716 \$), de l'annulation de la campagne publicitaire de « l'Initiative relative aux voyages dans l'hémisphère occidental » (1 833 834 \$), de la réaffectation des ressources pour défrayer d'autres coûts liés au fonctionnement et au personnel (253 457 \$), d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (87 079 \$) et de la réduction du financement destiné au Plan d'action sur les sites contaminés fédéraux à la suite de modifications aux plans de projets (7 335 \$).

Crédit 15 : Des fonds totalisant 14 794 506 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de fonctionnement à la suite d'un report du financement destiné à l'armement.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Service canadien du renseignement de sécurité

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Le Service canadien du renseignement de sécurité demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

	Crédit 20
Fonds pour les activités de planification et de préparation liées aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	1 347

Fonds disponibles

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	1 347
--	-------

Total des crédits à adopter

.....

Transferts

Transfert de la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées à l'Initiative de recherche et de technologie chimique, biologique, radiologique et nucléaire	80
---	----

Présent budget supplémentaire des dépenses	80
---	-----------

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 20 : Des fonds autorisés de 1 346 900 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins courants suite au retardement de certains projets liés aux installations et au renouvellement de l'infrastructure de la technologie de l'information.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Service correctionnel

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Service correctionnel demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	585
--	-----

Fonds disponibles

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	585
--	-----

Présent budget supplémentaire des dépenses
---	-------

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 30 : Des fonds autorisés de 584 575 \$ sont disponibles à même le crédit en raison du report d'initiatives liées au Module de gestion de l'information sur la santé à la suite de retards dans le processus d'acquisition.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

SÉCURITÉ PUBLIQUE ET PROTECTION CIVILE

Gendarmerie royale du Canada

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Gendarmerie royale du Canada demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 50	Crédit 55	Total
Fonds pour appliquer efficacement la loi contre les crimes sérieux liés à la fraude dans les marchés financiers au Canada (programme des équipes intégrées de la police des marchés financiers) (<i>poste horizontal</i>)	26 413	1 169	27 582
Fonds pour l'établissement d'un centre des opérations de sécurité maritime – Grands lacs-Voie maritime du Saint-Laurent afin d'améliorer les capacités en matière de sécurité dans la région en repérant et en réagissant aux menaces à la sécurité nationale (<i>poste horizontal</i>)	1 278	20	1 298
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	....	986	986
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	923	....	923
Réinvestissement des droits de propriété intellectuelle	387	....	387
Montant brut des crédits à adopter	29 001	2 175	31 176
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	5 451	2 175	7 626
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à partir d'un autre crédit.....	17 825	....	17 825
Total des fonds disponibles	23 276	2 175	25 451
Total des crédits à adopter	5 725	....	5 725
Transferts			
Transfert du Conseil privé – Pour le partage des coûts dans le cadre de la passation d'un marché avec un consultant indépendant pour la création d'un modèle intégré d'intervention tous risques destiné à la région de la capitale nationale	10	....	10
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour réduire le montant des nouveaux crédits requis	17 825	(17 825)	....
Transfert à la Défense nationale – Pour des fonds inutilisés liés aux investissements dans des initiatives de coordination des opérations de recherche et de sauvetage partout au Canada	(66)	....	(66)
Transfert au Secrétariat du Conseil du Trésor – Pour la gestion des régimes d'assurance-vie et d'assurance-invalidité de la Gendarmerie royale du Canada.....	(201)	....	(201)
Transfert à la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de la sécurité maritime	(680)	....	(680)
Total des transferts	16 888	(17 825)	(937)
Présent budget supplémentaire des dépenses	22 613	(17 825)	4 788

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 50 : Des fonds autorisés totalisant 23 275 324 \$ sont disponibles : le montant de 5 450 764 \$ est disponible en raison d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (110 764 \$) et d'une diminution des besoins en matière de services de police et de sécurité pour les Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 étant donné la réaffectation de fonds destinés à combler les besoins de projets en cours (5 340 000 \$); et un montant de 17 824 560 \$ du crédit 55 en raison d'une diminution des besoins de l'École de la GRC.

Crédit 55 : Des fonds autorisés totalisant 2 175 440 \$ sont disponibles à même le crédit en raison d'une diminution des besoins de l'École de la GRC.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Total – Budgets des dépenses à ce jour
Ministère				
1c Dépenses de fonctionnement et a) autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux pendant l'exercice d'une juridiction ou par suite de l'exercice d'une juridiction en matière d'aéronautique; b) autorisation de faire des paiements de commissions pour le recouvrement de revenus conformément à la <i>Loi sur l'aéronautique</i> ; c) autorisation de dépenser les recettes de l'exercice; d) le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an – Pour autoriser le virement au présent crédit de 2 929 000 \$ du crédit 5 (Transports) et de 25 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	375 453 447	(4 178 000)	1	371 275 448
5c Dépenses en capital, y compris les contributions pour les travaux de construction exécutés par des provinces ou des municipalités, des autorités locales ou des entrepreneurs privés	81 855 000	(2 929 000)	.....	78 926 000
10c Subventions inscrites au Budget des dépenses et contributions – Pour autoriser le virement au présent crédit de 4 459 200 \$ du crédit 1 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	818 463 449	(7 565 800)	1	810 897 650
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 965 000	.....	.....	66 965 000
(L) Ministre des Transports – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Paiement de subvention pour l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland selon la <i>Loi sur l'ouvrage de franchissement du détroit de Northumberland</i> (L.C., 1993, ch. 43)	54 896 961	.....	.....	54 896 961
(L) Paiements versés conformément aux ententes de la Voie maritime du Saint-Laurent conclues dans le cadre de la <i>Loi maritime du Canada</i> (L.C., 1998, ch. 10)	41 900 000	.....	.....	41 900 000
(L) Versements à la Compagnie des chemins de fer nationaux du Canada à l'égard de l'abolition des péages sur le pont Victoria à Montréal, et pour la réfection de la voie de circulation du pont (crédit 107, <i>Loi des subsides n° 5 de 1963</i> , L.C. 1963, ch. 42).....	3 300 000	.....	.....	3 300 000
Total du Ministère.....	1 442 910 279	(14 672 800)	2	1 428 237 481
Société canadienne des postes				
15 Paiements à la Société canadienne des postes à des fins spéciales	97 210 000	.....	.....	97 210 000
Total de l'organisme	97 210 000	.....	.....	97 210 000

Nota : En vertu du décret C.P. 2007-1310, les attributions à l'égard de l'administration du Programme de remise écoAUTO en ce qui a trait aux demandes de remise sont transférées du ministre des Transports au ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences.

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien						
20b	Paiements à l'Administration canadienne de la sûreté du transport aérien pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	436 156 000	.....	.....	.....	436 156 000
	Total de l'organisme	436 156 000	.....	.....	.....	436 156 000
Office des transports du Canada						
25	Dépenses du Programme.....	24 579 622	.....	.....	.....	24 579 622
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 291 000	.....	.....	.....	3 291 000
	Total de l'organisme	27 870 622	.....	.....	.....	27 870 622
Société des ponts fédéraux limitée						
30b	Paiements à la Société des ponts fédéraux Limitée	10 704 000	.....	.....	.....	10 704 000
	Total de l'organisme	10 704 000	.....	.....	.....	10 704 000
Marine Atlantique S.C.C.						
35c	Paiements à Marine Atlantique S.C.C. relativement : a) aux frais de la direction de cette société; paiements à des fins d'immobilisations et paiements pour des activités de transport, y compris les services de transport maritime suivants conformément à des marchés conclus avec Sa Majesté : traversiers et terminus de Terre-Neuve; b) aux paiements à l'égard des frais engagés par la société pour assurer des prestations de retraite anticipée, des prestations de cessation d'emploi et d'autres prestations à ses employés lorsque ces frais sont engagés par suite de la réduction du personnel ou de l'interruption ou de la diminution d'un service – Pour autoriser le virement au présent crédit de 7 000 000 \$ du crédit 10 (Transports) de la <i>Loi de crédits n° 2 pour 2008-2009</i>	110 476 000	7 000 000	1	1	117 476 001
	Total de l'organisme	110 476 000	7 000 000	1	1	117 476 001
Commission de la capitale nationale						
40c	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses de fonctionnement	82 310 767	.....	.....	.....	82 310 767
45b	Paiements à la Commission de la capitale nationale pour les dépenses en capital.....	27 934 000	.....	.....	.....	27 934 000
	Total de l'organisme	110 244 767	.....	.....	.....	110 244 767
Bureau de l'infrastructure du Canada						
50	Dépenses de fonctionnement	39 408 670	.....	.....	.....	39 408 670
55b	Contributions	3 307 474 994	.....	.....	.....	3 307 474 994
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 229 000	.....	.....	.....	3 229 000
	Total de l'organisme	3 350 112 664	.....	.....	.....	3 350 112 664
Société du Vieux-Port de Montréal inc.						
60c	Paiements à la Société du Vieux-Port de Montréal inc. pour les dépenses de fonctionnement	19 900 000	.....	1 250 000	.....	21 150 000
	Total de l'organisme	19 900 000	.....	1 250 000	.....	21 150 000

TRANSPORTS

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	Présent budget supplémentaire des dépenses		Total – Budgets des dépenses à ce jour
Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée						
65c	Paiements à la société Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc. à affecter au paiement de l'excédent des dépenses sur les revenus de la société (à l'exception de l'amortissement des immobilisations et des réserves) relativement à l'exploitation des ponts Jacques-Cartier, Champlain et Mercier, d'une partie de l'autoroute Bonaventure, de l'estacade du pont Champlain et du tunnel Melocheville à Montréal.....	87 808 000	.....	589 734		88 397 734
	Total de l'organisme	87 808 000	.....	589 734		88 397 734
Tribunal d'appel des transports du Canada						
70b	Dépenses du Programme.....	1 679 292	.....	.....		1 679 292
(L)	Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	121 000	.....	.....		121 000
	Total de l'organisme	1 800 292	.....	.....		1 800 292
VIA Rail Canada Inc.						
75c	Paiements à VIA Rail Canada Inc. relativement aux frais de la direction de cette société, paiements à des fins d'immobilisations et paiements en vue de la prestation d'un service ferroviaire aux voyageurs au Canada conformément aux marchés conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la Loi n° 1 de 1977 portant affectation de crédits.....	335 560 000	.....	.....		335 560 000
	Total de l'organisme	335 560 000	.....	.....		335 560 000
	Total du portefeuille.....	6 030 752 624	(7 672 800)	1 839 737		6 024 919 561

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transports demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Fonds pour les services régionaux et éloignés de transport ferroviaire voyageurs pour assurer la prestation de services de transport ferroviaire voyageurs sécuritaires, fiables, viables et durables dans les collectivités éloignées ou en tant qu'un moyen de transport de rechange dans les collectivités rurales .....	.....	.....	10 900	10 900
Fonds pour une contribution à NAV Canada en vue d'appuyer la sécurité au cours des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>	10	.....	6 600	6 610
Fonds pour l'amélioration du rendement du système de réglementation pour les grands projets de ressources naturelles	2 260	.....	.....	2 260
Fonds pour les activités de planification et de préparation liées aux services de police et à la sécurité des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010 (<i>poste horizontal</i>).....	1 820	.....	.....	1 820
Financement du Programme de remise écoAUTO qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique..	.....	.....	658	658
Fonds pour une contribution à la municipalité régionale de Durham pour une étude de planification sur le transport en commun.....	.....	.....	613	613
Fonds pour le Plan d'action 2000 sur le changement climatique : Programme de démonstration en transport urbain .....	.....	.....	391	391
Fonds pour accroître le commerce du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique, augmenter la part des importations par conteneur en provenance de l'Asie et à destination de l'Amérique du Nord qui transite par la Porte d'entrée et améliorer l'efficacité et la fiabilité de la Porte pour les exportations canadiennes et nord-américaines.....	340	.....	.....	340
Réinvestissement des redevances de la propriété intellectuelle.....	50	.....	.....	50
Fonds pour fournir un soutien accru aux agents de la Couronne partout au Canada	30	.....	.....	30
Montant brut des crédits à adopter	4 510	.....	19 162	23 672
Fonds disponibles				
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	4 510	.....	19 162	23 672
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....	.....
Transferts				
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour les coûts d'administration liés au Programme de contribution aux services de police dans les aéroports	25	.....	(25)	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour financer les coûts de fonctionnement rattachés à divers projets de dragage	2 929	(2 929)	.....	.....
Réaffectation des ressources à l'interne – Pour accroître le commerce du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique, augmenter la part des importations par conteneur en provenance de l'Asie et à destination de l'Amérique du Nord qui transite par la Porte d'entrée et améliorer l'efficacité et la fiabilité de la Porte pour les exportations canadiennes et nord-américaines.....	(4 459)	.....	4 459	.....
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour accroître le commerce du Canada avec la région de l'Asie-Pacifique, augmenter la part des importations par conteneur en provenance de l'Asie et à destination de l'Amérique du Nord qui transite par la Porte d'entrée et améliorer l'efficacité et la fiabilité de la Porte pour les exportations canadiennes et nord-américaines.....	(54)	.....	.....	(54)
Transfert à Affaires indiennes et du Nord canadien – Pour la participation des Premières nations aux négociations en ce qui a trait au développement du Port de Prince Rupert situé sur des terres désignées territoire ancestral par ces Premières nations	(450)	.....	.....	(450)
Transfert à la Défense nationale – Pour des initiatives de sécurité publique liées au remboursement des fonds inutilisés pour les Centres des opérations de sécurité maritime.....	(482)	.....	.....	(482)

TRANSPORTS

Ministère

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Transferts	Crédit 1	Crédit 5	Crédit 10	Total
Transfert à Ressources humaines et Développement des compétences – Pour le Programme de remise écoAUTO qui incite les Canadiens à acheter des véhicules à haut rendement énergétique.....	(1 687)	.....	.....	(1 687)
Transfert à l'Agence Parcs Canada – Financement en vertu du Fonds pour les portes d'entrée et les passages frontaliers pour les coûts liés à l'élargissement de deux à quatre voies d'un tronçon de la route Transcanadienne dans le parc national de Banff afin d'accroître la sécurité du public et de faire face à une hausse de la circulation commerciale et touristique.....	.....	.....	(5 000)	(5 000)
Transfert à Marine Atlantique S.C.C. – Pour des coûts additionnels rattachés au nouveau NM Atlantic Vision et au risque de ne pas réaliser la vente du NM Atlantic Freighter au cours de cette année financière .....	.....	.....	(7 000)	(7 000)
Total des transferts	(4 178)	(2 929)	(7 566)	(14 673)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(4 178)	(2 929)	(7 566)	(14 673)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 4 510 219 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement.

Crédit 10 : Des fonds autorisés totalisant 19 161 412 \$ sont disponibles à même le crédit en raison des économies réalisées à la suite de l'examen stratégique régulier des dépenses ministérielles mené par le gouvernement (2 500 000 \$) et en raison de la diminution des besoins liés au report d'une contribution du Fonds d'infrastructure de transport de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique.

Paiements de transfert (dollars)	Crédit	Légal
<u>Subventions</u>		
Programme de remise écoAUTO.....	658 000	.....
Montant total brut des subventions	658 000	.....
<u>Contributions</u>		
Programme de contributions aux fonds d'exploitation, d'immobilisations et de lancement nécessaires pour les services ferroviaires voyageurs dans les régions et les localités éloignées	10 900 000	.....
Plan d'action 2000 sur le changement climatique : Programme de démonstration en transport urbain – Code national de sécurité.....	390 912	.....
Contribution à la municipalité régionale de Durham pour une stratégie à longterme sur le transport en commun.....	612 500	.....
Contribution à NAV Canada pour appuyer la sécurité au cours des Jeux olympiques et paralympiques d'hiver de 2010	6 600 000	.....
Fonds d'infrastructure de transport de la Porte et du Corridor de l'Asie-Pacifique.....	4 459 200	.....
Montant total brut des contributions	22 962 612	.....
Montant total brut des paiements de transfert	23 620 612	.....
<i>Moins : Fonds disponibles à même le crédit</i>	<i>19 161 412</i>	.....
<i>Moins : Fonds transférés à un autre crédit</i>	<i>12 025 000</i>	.....
Montant net des paiements de transfert	(7 565 800)	.....

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Marine Atlantique S.C.C.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Marine Atlantique S.C.C. demande des fonds pour les postes suivants :

Transferts

Crédit 35

Transfert de Transports – Pour des coûts additionnels rattachés au nouveau NM Atlantic Vision et au risque de ne pas réaliser la vente du NM Atlantic Freighter au cours de cette année financière	7 000
--	--------------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Commission de la capitale nationale

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Commission de la capitale nationale demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 40

Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	1 415
--	-------

Fonds disponibles

Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	1 415
---	-------

Présent budget supplémentaire des dépenses

.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 40 : Des fonds autorisés totalisant 1 415 433 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés aux délais du programme de réfection des résidences officielles.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

Société du Vieux-Port de Montréal inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

La Société du Vieux-Port de Montréal inc. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter

Crédit 60

Fonds pour remplacer le système de projection de films IMAX.....	1 250
--	-------

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRANSPORTS

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Les ponts Jacques-Cartier et Champlain Incorporée demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 65
Fonds pour la réfection du tablier du pont Mercier et la reconfiguration des routes d'accès et des approches du pont sur l'île des Sœurs.....	530
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>).....	60
Total des crédits à adopter	590

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

VIA Rail Canada Inc.

Explication du besoin (en milliers de dollars)

VIA Rail Canada Inc. demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 75
Fonds pour l'augmentation des coûts d'entretien de la flotte et du prix du carburant.....	7 505
Fonds disponibles	
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit.....	7 505
Présent budget supplémentaire des dépenses	.....

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 75 : Des fonds autorisés totalisant 7 505 000 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de la diminution des besoins liés au report du plan d'immobilisations de VIA Rail.

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Sommaire du portefeuille

Crédit (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses			Total – Budgets des dépenses à ce jour
	Autorisations à ce jour	Transferts	Rajustements des crédits	
1c Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux, y compris les dépenses recouvrables au titre du <i>Régime de pensions du Canada</i> , de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i> et de la <i>Loi sur l'administration des biens saisis</i> , et autorisation de dépenser les recettes de l'exercice découlant des services de gestion des locaux et des services communs et centraux et le versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui a qualité de ministre sans portefeuille ou de ministre d'État, mais qui ne dirige pas un ministère d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé aux ministres d'État qui dirigent un ministère d'État, aux termes de la <i>Loi sur les traitements</i> , rajusté en vertu de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i> et au prorata, pour toute période inférieure à un an	2 120 367 789	(168 637)	.....	2 120 199 152
5c Dépenses en capital, y compris les dépenses relatives à des ouvrages autres que des biens fédéraux et autorisation de rembourser les locataires d'immeubles fédéraux à l'égard d'améliorations autorisées par le ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux	421 605 742	.....	.....	421 605 742
(L) Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	79 745 000	.....	.....	79 745 000
(L) Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux – Traitement et allocation pour automobile	76 422	.....	.....	76 422
(L) Fonds renouvelable du Bureau de la traduction	2 000 000	.....	.....	2 000 000
(L) Fonds renouvelable de la Production de défense .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services optionnels .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable de Conseils et Vérification Canada .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services immobiliers .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable des Services communs de télécommunications et d'informatique .....	.....	.....	.....	.....
(L) Paiement en remplacement d'impôts fonciers versés aux municipalités et à d'autres autorités taxatrices .....	.....	.....	.....	.....
(L) Fonds renouvelable d'aliénation des biens immobiliers	(5 500 000)	.....	.....	(5 500 000)
Total du portefeuille	2 618 294 953	(168 637)	.....	2 618 126 316

Nota : La colonne « Autorisations à ce jour » comprend des postes reportés du Budget supplémentaire des dépenses (B) 2008-2009 n'ayant pas encore été approuvés au moment de l'impression du présent document, ainsi que des affectations permanentes des crédits centraux du Conseil du Trésor.

TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX

Explication du besoin (en milliers de dollars)

Travaux publics et Services gouvernementaux demande des fonds pour les postes suivants :

Crédits à adopter	Crédit 1	Crédit 5	Total
Fonds pour de la rénovation au 120, rue Cedar, au 11, rue Station, au centre fiscal St. John's, pour l'assainissement du site Argentia et pour le remplacement des convoyeurs-élévateurs du barrage Témiscamingue .....	.....	17 011	17 011
Réinvestissement des revenus provenant de la vente ou du transfert de biens immobiliers .....	.....	6 755	6 755
Fonds pour les coûts prévus relatifs aux besoins supplémentaires en matière de locaux à bureaux fournis aux ministères et organismes gouvernementaux	4 239	.....	4 239
Fonds pour appuyer la mise en œuvre de programmes et d'activités visant à promouvoir la reconnaissance et l'utilisation des deux langues officielles dans la société canadienne (Feuille de route pour la dualité linguistique canadienne 2008-2013) (<i>poste horizontal</i>)	1 715	.....	1 715
Fonds destinés à l'évaluation, à la gestion et à l'assainissement des sites fédéraux contaminés (<i>poste horizontal</i>)	1 490	.....	1 490
Montant brut des crédits à adopter	7 444	23 766	31 210
Fonds disponibles			
Moins : Autorisations de dépenser disponibles à même le crédit	7 444	23 766	31 210
Total des crédits à adopter	.....	.....	.....
Transferts			
Transfert à Patrimoine canadien – Pour la logistique du IV ^e Séminaire interaméricain sur la gestion des langues	(169)	.....	(169)
Présent budget supplémentaire des dépenses	(169)	.....	(169)

Explication des fonds disponibles (dollars)

Crédit 1 : Des fonds autorisés totalisant 7 443 676 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'interruption de projets pendant l'examen de la vision et du plan à long terme (7 198 883 \$) et d'économies réalisées à la suite de la diminution des dépenses liées à la recherche sur l'opinion publique par le gouvernement (244 793\$).

Crédit 5 : Des fonds autorisés totalisant 23 765 911 \$ sont disponibles à même le crédit en raison de l'interruption de projets pendant l'examen de la vision et du plan à long terme (15 668 000 \$) et du report des fonds accordés au projet de transformation des activités et des systèmes des biens immobiliers (8 097 911 \$).

Nota : Les nombres inscrits dans la section « Explication du besoin » peuvent ne pas correspondre à ceux de la section « Sommaire du portefeuille » parce qu'ils ont été arrondis.